FRENCH / ENGLISH

FRENCH / ENGLISH

LE MAGAZINE DE L'AFRIQUE

54 ÉTATS

THE AFRICA MAGAZINE

N°27 mai / juin 2016

ÉDITION INTERNATIONALE

www.54etats.fr

DOSSIER SPÉCIAL

US SANCTIONS ON SUDAN

CRIMINAL EMBARGO!

M 01939 - 27 - F: 3,80 € - RD

ÉDITION INTERNATIONALE : FRANCE 3,80 € - DOM 4,80 € - RÉUNION 4,80 € - GUYANE 4,80 € - BEL 4,00 € - MAROC 22 MAD - TUN 4,4 TND - ZONE CFA 3100 - NIGER 3100 XAF - CAMEROUN 2700 XAF - SÉNÉGAL 2700 XAF - GAB 2700 XAF - CÔTE D'IVOIR 700 XAF - MALI 3100 CFA - IS 22

Kempinski Seychelles Resort is the ideal location for those seeking an intimate getaway or an island adventure. Whether your idea of relaxing involves exploring hidden bays, snorkeling and island hopping or pamper yourself with indulgent spa treatments and exquisite dining, this resort offers a world of choices, all within reach.

148 rooms & suites
3 restaurants and 2 bars
Complementary Wi-Fi connection
Olympic length swimming pool
2 tennis courts
Spacious ballroom and 2 meeting rooms
Water sport activities
Casino
Fitness center
Kids club
Kempinski the Spa
Helicopter transfer services

Kempinski
Seychelles Resort
BAIE LAZARE

Reservations: +248 438 6666 Email: reservations.seychelles@kempinski.com www.kempinski.com/seychelles

LE MAGAZINE DE L'AFRIQUE
54 ÉTATS
THE AFRICA MAGAZINE

SOMMAIRE / TABLE OF CONTENTS

Omar el-Béchir,
président de la République du Soudan
et Priscilla Wolmer, directrice de la publication
The Republic of Sudan's president Omar al-Bashir
and Priscilla Wolmer, publisher

COVER SPECIAL REPORT

En bref : comprendre la sanction économique
Economic sanction in short 8

États-Unis / Soudan : les dates clés d'une relation complexe
United-States / Sudan: key dates of a complex relation 11

Sanctions économiques : l'hypocrisie doit cesser !
Economic sanctions : the hypocrisy must stop! 12

Les Soudanais malades de l'embargo
The Sudanese, casualties of the embargo 18

Interview de la ministre d'État de la Santé, Somia Okoued
Interview of Sudan's minister of health, Somia Okoued 24

Aide humanitaire : faire du mieux qu'on peut avec ce qu'on n'a pas
Humanitarian aid: doing the best you can without the necessary ressources ... 28

John Hursh (Enough Projet) : « Mieux cibler les caciques du régime »
John Hursh (Enough Projet): "Better targeting the regime insiders" 32

Miss Z. : l'étudiante qui rêve sans plus trop y croire
Miss Z.: a student with dreams...while not believing in them too much .. 38

Sudan Airways : crash économique
Sudan Airways: economic crash 42

Un ministre qui bricole...
A DIY minister 44

Chine : ce partenaire si précieux
China : this so valuable partner 45

Interview du ministre des Finances
et de l'Économie nationale Badreldin Mahmoud Abbas
Interview of minister of Finance and the National Economy,
Badreldin Mahmoud Abbas 48

Quand le billet vert est une arme
When the dollar is a weapon 52

Sanctions économiques : inefficaces
Economic sanctions: ineffective 56

AFRICA INSIDE

Ouganda : la caricature Museveni
Uganda: Museveni the caricature 60

Interview de Benoni Urey :
le Liberia tiendrait-il son nouveau président ?
Interview of Benoni Urey:
might Liberia have its next president? 64

Sortez de votre bulle et rejoignez Ekumfi Trust
Burst the bubble and join Ekumfi Trust 70

AFRICA OUTSIDE

Les Kurdes s'invitent au centre du jeu
The Kurds have invited themselves center-stage .. 74

Australie : y'a pas moyen !
Australia : no way ! 78

Canada : l'étonnant M. Trudeau
Canada: The amazing Mr Trudeau 84

CULTURE

Seychelles : entre terre et mer
Seychelles: between land and sea 88

Almamy Mamadou Wane : regard d'un poète militant
Almany Mamadou Wane: the eyes of a fireband poet 92

Carte / Map 96
Données sur l'Afrique / Africa's data 97
Abonnement / Subscription 98

54etats.fr

Retrouvez-nous sur *www.lekiosk.com*
rubrique presse spécialisée
et sur application *54 États*

Discover as well the issues of the
magazine *54 États*, on the Internet,
smartphone and tablet

www.54etats.fr

LE MAGAZINE DE L'AFRIQUE
54 ÉTATS
THE AFRICA MAGAZINE

Email : contact@54etats.fr
Site : 54etats.fr
N° commission paritaire : 0714191439
N° ISSN : **2258-0131**
Tirage : 20 000 exemplaires

Société éditrice :
Wolmer Communication SARL
5, rue du Capitaine Tarron
75020 Paris
Tél. : 01 40 31 30 82
Siren : 751 081 159 R.C.S Bobigny
Code APE : 58147

Wolmer Advertising
Levels 22 & 41, West Tower, Bahrain Financial Harbour
King Faisal Highway, Manama
Kingdom of Bahrain
+973 1750 3000
+973 1750 3030

Directrice de la publication
Publisher:
Priscilla Wolmer
priscilla.wolmer@54etats.fr

Assistante de direction
Director assistant:
Yaëlle Sebagh (France)
Danni Hunneyball (Bahrain)

Directrice artistique :
Magéna Aubert
magena.aubert@54etats.fr

Assistants directrice artistique :
Cindy Le Lay / Faly Quénéa
Zakaria Ayouba

Direction marketing et diffusion :
Mercuri Presse

Service commercial & publicitaire :
Régie pub Wolmer Communication
+33 (0)1 40 31 30 82
+973 1750 3000
+973 1750 3030

Journalistes :
Hervé Pugi / Sana Sbouai / Priscilla Wolmer / Sandra Wolmer

Traducteurs / relecteurs :
Linkin'men Ltd

Crédits photographiques :
123RF / Hervé Pugi / Facebook / Flickr Pixabay Freepik / Rabah Seghir / Sylvain Leurent

Abonnement au magazine papier :
par email en mentionnant votre contact complet :
contact@wolmercommunication.fr
ou par courrier à l'adresse de la rédaction :
Wolmer Communication
5, rue du Capitaine Tarron
75020 Paris

Imprimeur :
Gráficas Jomagar
Calle Moraleja de Enmedio, 16, 28938 Móstoles, Madrid, Espagne
+34 916 47 10 00

Copyright (textes et photos)
Tous droits réservés à Wolmer Communication SAS. La rédaction n'est pas responsable des textes, illustrations, photos et dessins publiés qui engagent la seule responsabilité de leurs auteurs. Les documents reçus ne sont pas rendus et leur envoi implique l'accord de l'auteur pour leur libre publication. Les textes des publicités et publi-reportages sont rédigés sous la responsabilité des annonceurs. Ils n'engagent pas Wolmer Communication SAS. Afin de garantir son indépendance, Wolmer Communication SARL se réserve le droit de refuser toute insertion publicitaire sans avoir à justifier sa décision.

ATTENTION :
Toute l'équipe du magazine 54 ÉTATS figure ci-contre.

LA RÉDACTION
EDITORIAL STAFF

5, rue du Capitaine Tarron - 75020 PARIS
TÉL : +33 (0)1 40 31 30 82 MAIL : redaction@54etats.fr

PRISCILLA **WOLMER**
Directrice de la publication
Publisher - Owner of the publication
priscilla.wolmer@54etats.fr

YAELLE **SEBAGH**
Assistante de direction
Director assistant
yaelle.sebagh@54etats.fr

MAGÉNA **AUBERT**
Directrice artistique
Design director
magena.aubert@54etats.fr

CINDY **LE LAY**
Assistante D.A.
D.D. assistant
cindy.lelay@54etats.fr

FALY **QUÉNEA**
Assistante D. A.
D.D. assistant
faly.quénéa@54etats.fr

ZAKARIA **AYOUBA**
Assistant D. A./ Webdesigner
D.D. assistant
zakaria.ayouba@54etats.fr

HERVÉ **PUGI**
Journaliste
Journalist
herve.pugi@54etats.fr
@rvpugi

SANDRA **WOLMER**
Journaliste
Journalist
sandra.wolmer@54etats.fr
@SandraWolmer1

SANA **SBOUAI**
Journaliste
Journalist
sana.sbouai@54etats.fr
@sanasbouai

54etats.fr

RETROUVEZ-NOUS SUR
WWW.LEKIOSK.COM
RUBRIQUE PRESSE SPÉCIALISÉE
ET SUR APPLICATION
54 ÉTATS

DANNI **HUNNEYBALL**
Assistante de direction - Manama - Bahrain
Director assistant
danni.hunneyball@54etats.fri

Candy VISTAMAR

¡ VIVE EN UN COMPLEJO DE LUJO A UN PRECIO ECONÓMICO !

SALA DE GIMNASIO - PISCINA - SALÓN DE BELLEZA - FARMACIA - RESTAURANTE - PUB

SE AQUILA A PARTIR DE

Apartamento lujoso frente al mar
30 m² – 1 200 000 F CFA al mes
60 m² – 2 200 000 F CFA al mes

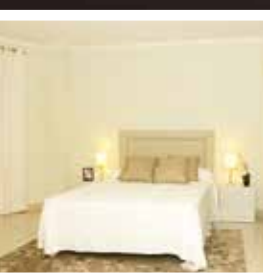
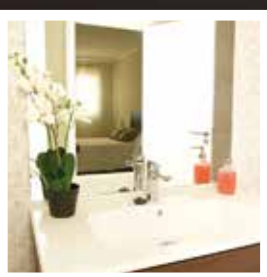
Apartamento clásico frente a la ciudad
30 m² – 1 000 000 F CFA al mes
60 m² – 2 000 000 F CFA al mes

CONTACTO

Directora administrativa
Liliana BOGADO
+240 222 04 91 96
eus1926@gmail.com

HORA DE APERTURA

8h00 hasta las 16h00
Paseo Marítimo – Bata
Guinea Ecuatorial

EDITO

Priscilla
WOLMER
DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
PUBLISHER

EMBARGO

SORTIR DE LA BIEN-PENSANCE !

« Criminel », voilà un terme qu'il convient d'utiliser avec le maximum de précaution. C'est pourtant lui qui s'affiche en grosses lettres sur la Une de ce nouveau numéro de 54 ÉTATS. Une provocation inutile ? Pas plus en tout cas que ce régime de sanctions économiques qui frappe le Soudan depuis maintenant presque 20 ans ! Un pays étouffe sous le poids d'un embargo décrété unilatéralement par les États-Unis et personne ne semble s'en soucier… Dénoncer le « régime de Khartoum » suffit à tuer dans l'œuf toute forme de débat. Et pourtant, il y a tellement à dire sur le sujet ! La preuve…

Reportages, interviews, analyses, nos journalistes n'ont eux pas ménagé leur peine pour se défaire de ce carcan qu'est la bien-pensance. Entre paresse et malhonnêteté intellectuelle, il y a effectivement quelque chose de trop aisé à se laisser enfermer dans ce scénario « des gentils contre les méchants » qui colle tant à l'Afrique. La rédaction de 54 ÉTATS a donc tenu à aller plus loin en laissant s'exprimer le maximum de sensibilités dans ses pages. Le tout sans manquer de piocher dans la somme des savoirs relatifs à la question des sanctions économiques. À chacun au final de se faire son opinion.

Par ailleurs, nos différentes rubriques vous offriront – comme à leur habitude – un décryptage précieux sur des sujets d'actualité. L'intrigant ougandais Museveni, l'ambitieux libérien Urey, ces Kurdes qui « dérangent », cette Australie qui déraisonne et ce Canada qui détone, entre autres sujets, jalonneront ainsi votre lecture. Autant dire, qu'après ça, un petit tour aux Seychelles serait le bienvenu ! Surtout que l'été approche à grands pas…

Bonne lecture et merci pour votre fidélité à 54 ÉTATS.

Priscilla Wolmer,
directrice de la publication

EMBARGO

FORGET ORTHODOXY!

"Criminal" is a word to be used with the utmost caution. But it's what the latest issue of 54 ÉTATS is using in its front page headline. Pointless provocation? Not at all, as this system of economic sanctions has been hammering Sudan for 20 years now. A country is suffocating under the weight of an embargo decreed unilaterally by the United States and no one seems to care... The merest mention of the "Khartoum regime" is enough to stifle the start of any debate. But there is a lot to say about the subject. As proof...

Through reporting, interviews, analyses, our journalists have gone to every effort to cast off the straitjacket of orthodoxy on this topic. Between laziness and intellectual dishonesty, it is just too easy to get wrapped up in the "good guys versus bad guys" scenario that is gripping Africa. The publishers of 54 ÉTATS have therefore decided to go further and do their utmost to explore views in this issue. And drawing on the sum of knowledge of economic sanctions. Ultimately, it's up to everyone to make up their own mind.

As usual, our features offer you valuable insights into hot topics. The intriguing Ugandan Museveni, the ambitious Liberian Urey, "disruptive" Kurds, Australian nonsense, and Canada bursting into view, among other topics, will mark your reading. Enough said, after all that, a little trip around the Seychelles would be welcome! Especially as summer is coming up fast...

Happy reading and thank you for your loyalty to *54 ÉTATS.*

Priscilla WOLMER, Publisher

INTRO

Sandra
WOLMER

JOURNALISTE
JOURNALIST

SOUDAN

L'EMBARGO, UNE QUESTION DE PERTINENCE

Les rouages diplomatico-politiques ont parfois leur raison que la raison ignore. Tenez, prenez le Soudan. Les États-Unis, soucieux d'infléchir la nature d'un régime qu'ils qualifient de terroriste ont, dès 1997, placé cette nation africaine sous embargo.

Bien que certains secteurs en aient théoriquement été exemptés, ces exceptions ne concernent toutefois pas les transactions financières, ADN de toute activité.

Ainsi, théoriquement, le secteur pharmaceutico-médical ne devrait pas en pâtir. Or, les sanctions précitées liées au domaine financier viennent considérablement compliquer les importations de médicaments et d'appareils médicaux, lorsqu'elles ne les empêchent pas. Bizarrement, l'embargo ne s'applique pas non plus — et pour le coup, véritablement — à la gomme arabique. Cette matière première s'exporte donc librement car elle entre dans la composition de certains médicaments et de nombreux produits. Mais, aussi et surtout du Pepsi et du Coca-Cola. Et alors ? Réponse : tandis qu'il est donné aux Soudanais la possibilité de s'abreuver à l'envie de ces deux sodas, dans le même temps, ils ne jouissent que du droit de lentement et atrocement dépérir. Cette année encore, des milliers de patients sont décédés, décèdent ou décèderont, rongés par la maladie.

C'est sur ce régime de sanctions à géométrie variable que notre dossier se consacrera cette fois-ci. Il s'agira de constater la façon dont il sclérose les activités (finances, transport, médecine, éducation, recherche…) du pays et se répercute violemment dans le quotidien des Soudanais. Certains chercheurs, experts et analystes qui s'irritent de voir Khartoum pointer l'embargo américain comme cause de tous ses maux en faisant fi de son incurie en viennent eux aussi à remettre en question l'efficacité de cette mesure. La question de sa pertinence est donc soulevée.

En effet, à quoi bon, persister dans cette voie, lorsque ceux visés par cette sanction ont les moyens ou se donnent les moyens de la contourner ? *A fortiori* lorsque ceux qui n'ont rien fait et rien demandé — la grande majorité des Soudanais — les subissent injustement et de plein fouet. À quoi bon maintenir ce pays membre des Nations unies dans une forme de marasme ? Pour le perfuser à coup d'aides onusiennes ou autres ? N'est-il effectivement pas temps de revoir ces sanctions appliquées au Soudan, ce précieux allié dans la lutte contre le terrorisme ? Barack Obama l'a fait pour Cuba, pour l'Iran… Qui sait, le président américain fera peut-être sien l'adage voulant que *« jamais deux sans trois »*.

SUDAN

EMBARGO, A QUESTION OF PERTINENCE

Political/diplomatic machinations sometimes have their reasons that reason ignores. Take Sudan for example. The United States, intent on changing the nature of a regime it describes as terrorist has, since 1997, placed this African nation under embargo.

Although certain sectors have been *theoretically* exempt, those exceptions do not involve financial transactions, the DNA of all activity.

Thus, *theoretically*, the pharmaceutical/medical sector should not suffer. Nonetheless, financial sanctions considerably complicate the importation of drugs and medical devices, when they don't prevent them altogether. Bizarrely, the embargo no longer applies – really – to gum Arabic. This raw material is therefore freely exportable as it is used in certain drugs and many products. Nor to Pepsi and Coca-Cola. So what? Answer: while it gives the Sudanese the possibility of enjoying these two sodas, they are at the same time wasting away. This year again, thousands of patients have died, are dying or will die, ravaged by disease.

It is on this system of sanctions with its uneven geometry that our attention is focused this time. We look at how it is paralyzing the country's activity (finance, transport, medicine, education, research...) and impacting the daily life of every Sudanese.

Some observers, experts and analysts who are irritated to see Khartoum pointing the finger at the US embargo as the cause of all its ills, ignoring its own negligence, call into question the effectiveness of this measure. Which therefore also begs the question again of its pertinence.

Why in the world continue this policy, when those at whom the sanctions are aimed have the resources to circumvent them? All the more so when people who have done nothing and asked for nothing – the vast majority of Sudanese – are suffering unjustly and taking the brunt of it. Why in the world keep this member of the United Nations stagnating in this type of morass? To suddenly transfuse it with UN aid?

Isn't it really time to review these sanctions applied to Sudan, this valuable ally in the fight against terrorism? Barack Obama did so for Cuba, for Iran... Who knows, perhaps the US president will fulfil the adage *"things come in threes"*.

COVER

SANCTION ÉCONOMIQUE
ECONOMIC SANCTION

Dans la littérature économique, la sanction économique se comprend comme l'application de mesures restrictives de nature économique imposées par un ou plusieurs États (pays émetteurs) à l'encontre d'un autre État – ou d'un groupe d'individus de cet État – dont la politique est jugée antagoniste (pays cible), dans le but d'en affecter le bien-être et/ou les ressources économiques. L'objectif ultime est alors d'obtenir, par la pression économique exercée sur cet État, un changement de politique (étrangère ou intérieure).

In economic literature, economic sanction is understood to be the application of restrictive measures of an economic nature imposed by one or more States (imposing countries) on another State or group of individuals of this State, whose policies are deemed antagonistic (target country), with the aim of affecting well-being and/or economic resources. The ultimate objective is to obtain a change in policy (foreign or domestic) by exerting economic pressure on this State.

LES OUTILS
THE TOOLS

De nature extrêmement diverses, les sanctions économiques peuvent être classées en trois grandes catégories :

Extremely diverse, economic sanctions can be classified into three main categories:

1

Les **mesures individuelles**, comme les interdictions de voyager et le gel des avoirs, de personnes physiques ou morales.

Individual measures, such as travel bans and asset freezing, of natural persons or legal entities.

2

Les mesures de restrictions commerciales : ces restrictions peuvent concerner aussi bien les exportations du pays cible (visant alors à limiter les recettes en devises, par exemple via des restrictions aux exportations de matières premières) que les exportations du pays émetteur vers le pays cible (visant par exemple à empêcher l'acquisition d'armements, de technologies spécifiques ou à renchérir le coût d'approvisionnement pour certains biens).

Commercial restriction measures: these restrictions can relate to target country exports (aimed at limiting foreign currency earnings, for example via export restrictions on raw materials) and exports from the imposing country to the target country (aimed for example at preventing the acquisition of specific technologies and arms or at increasing the cost of supplying certain goods).

3

Les restrictions de nature financière : ces dernières peuvent être extrêmement complexes et, le cas échéant, le choix de la mesure adoptée dépendra du degré de développement de la sphère financière du pays cible. Certaines d'entre elles peuvent avoir une portée très large lorsqu'elles sont appliquées par un groupe de pays jouant un rôle central dans le système financier international. Elles sont de plusieurs natures :

- Les restrictions aux financements internationaux du pays ciblé, destinées à renchérir ses coûts de financement, notamment pour contraindre ses capacités d'investissement ;
- Les restrictions aux investissements directs ;
- Les restrictions relatives aux transactions bancaires (par exemple sur l'accès au réseau interbancaire de paiements SWIFT ou la possibilité de nouer des relations de correspondance bancaire) ;
- Le « gel » (interdiction de toute relation pour les opérateurs financiers des pays qui sanctionnent) d'une ou plusieurs banques…

Financial restrictions: these can be extremely complex and, if applicable, the choice of measure adopted will depend on the sophistication of the target country's financial sphere. Some can have a very broad scope when applied by a group of countries playing a central role in the international financial system. There are several types:

- Restrictions on international financing of the target country, aimed at increasing its costs, in particular to curb its investment capacities;
- Restrictions on direct investments;
- Restrictions relating to bank transactions (for example access to the SWIFT interbank payment network or the option of forming correspondent banking relationships);
- "Freezing" (ban on all relations with financial operators of the imposing countries) of one or more banks…

Source : Trésor-Éco Letter, No. 150, July 2015, Sanctions économiques : quelles leçons à la lumière des expériences passées et récentes ? - Economic sanctions: what lessons in light of the past and recent experiences?

LES SANCTIONS CONCERNANT LE SOUDAN SE DIVISENT EN DEUX GRANDES CATÉGORIES

SANCTIONS WITH RESPECT TO SUDAN FALL INTO TWO BROAD CATEGORIES

1

Les sanctions contre le gouvernement du Soudan et l'embargo économique contre le Soudan.

Sanctions with respect to the Government of Sudan and the trade embargo against Sudan.

2

Des sanctions ciblées contre des individus et des entités qui contribuent au conflit dans la région du Darfour. (…) Tous les avoirs et les participations aux avoirs gouvernementaux soudanais sont gelés (…)

Targeted sanctions against individuals and entities contributing to the conflict in the Darfour region. (…) All property and interests in property of the Government of Sudan are blocked. (…)

Sauf certaines exceptions,
ces sanctions interdisent également :

- L'importation de biens ou de services d'origine soudanaise.
- L'exportation ou la réexportation vers le Soudan, à partir des États-Unis ou par un ressortissant américain, de biens, technologies ou services.
- L'aide apportée par un ressortissant américain à l'exportation ou à la réexportation de biens, technologies ou services du Soudan vers tout autre pays et de tout autre pays vers le Soudan.
- L'exécution par un ressortissant américain d'un contrat pour soutenir un projet industriel, commercial, de service public ou gouvernemental au Soudan.
- L'attribution, par un ressortissant américain, d'un crédit ou d'un prêt au gouvernement soudanais ou la prolongation d'un crédit ou un prêt accordé au gouvernement soudanais.
- Certaines opérations concernant le fret/transport de marchandises vers le Soudan ou au départ du Soudan.
- Tout type de transactions réalisées par un ressortissant américain, concernant l'industrie pétrolière ou pétrochimique du Soudan, y compris, mais non limité aux services liés aux champs de pétrole et aux oléoducs ou gazoducs.

Also prohibit, with certain exceptions:

- The importation of goods or services of Sudanese origin.
- The exportation or reexportation to Sudan of goods, technology, or services from the U.S. or by a U.S. person.
- The facilitation by a U.S. person of the exportation or reexportation of goods, technology, or services from Sudan to any destination or to Sudan from any location.
- The performance by a U.S. person of any contract in support of an industrial, commercial, public utility, or governmental project in Sudan.
- The grant or extension of credits or loans by a U.S. person to the Government of Sudan.
- Certain transactions relating to cargo to or from Sudan.
- All transactions by U.S. persons relating to the petroleum or petrochemical industries in Sudan, including, but not limited to, oilfield services and oil or gas pipelines.

Source : Office Of foreign Assets Control (OFAC)

THE ACTIONS AND POLICIES OF THE GOVERNMENT OF SUDAN CONTINUE TO POSE AN UNUSUAL AND EXTRAORDINARY THREAT TO THE NATIONAL SECURITY AND FOREIGN POLICY OF THE UNITED STATES.

ÉTATS-UNIS/SOUDAN

LES DATES CLÉS D'UNE RELATION COMPLEXE
KEY DATES OF A COMPLEX RELATION

12 août 1993
Le gouvernement des États-Unis désigne le Soudan comme un « État soutenant le terrorisme »

3 novembre 1997
Ordre exécutif 13067 : *gel des avoirs du gouvernement du Soudan et interdiction des transactions avec le Soudan*

26 avril 2006
Ordre exécutif 13400 : *gel des avoirs des personnes ayant un lien avec le conflit dans la région du Darfour*

13 octobre 2006
Ordre exécutif 13412 : *gel des avoirs et interdiction des transactions avec le gouvernement du Soudan*

avril 2015
Le Département d'État des États-Unis indique que ***« Le Soudan est resté un partenaire des États-Unis globalement coopérant dans la lutte contre le terrorisme »***
(Rapport de 2014 sur le terrorisme dans le monde)

23 octobre 2015
Le Groupe d'action financière (GAFI), organisme de lutte contre le blanchiment d'argent, enlève le Soudan de sa liste noire

28 octobre 2015
Le Président Obama prolonge les sanctions à l'encontre du Soudan pour une nouvelle année ■

August 12, 1993
The United States Government designates Sudan as a "State Sponsor of Terrorism"

November 3, 1997
Executive Order 13067: *Blocking Sudanese Government Property and Prohibiting Transactions With Sudan*

April 26, 2006
Executive Order 13400: *Blocking Property of Persons in Connection With the Conflict in Sudan's Darfour Region*

October 13, 2006
Executive Order 13412: *Blocking Property and Prohibiting Transactions With the Government of Sudan*

April, 2015
The US Department of State indicates that ***"Sudan remained a generally cooperative partner of the United States on counterterrorism"*** (*Country Report on Terrorism 2014*)

October 23, 2015
Anti-money laundering body, FATF, removes Sudan from its blacklist

October 28, 2015
President Obama extends Sudan sanctions for another year ■

LES MESURES ET LES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT DU SOUDAN CONTINUENT DE FAIRE PESER UN RISQUE EXTRAORDINAIRE ET INHABITUEL SUR LA SÉCURITÉ NATIONALE ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS.

COVER

ECONOMIC SANCTIONS

L'HYPOCRISIE DOIT CESSER !

THE HYPOCRISY MUST STOP!

par Hervé Pugi

Près de deux décennies, rien de moins, que le Soudan vit sous embargo américain. Pour quel résultat sinon enfoncer dans la plus grande misère les quelques 39 millions d'habitants de ce qui fut jadis le plus grand pays d'Afrique ? De Bill Clinton à Barack Obama, en passant par George W. Bush, les États-Unis n'ont eu de cesse de promouvoir et de perpétuer une politique de sanction clairement improductive. Il serait peut-être temps pour Washington de revoir sa stratégie...

For nearly two decades, Sudan has been under US embargo. The only result being to deepen the misery of the 39 million people of what was once Africa's greatest country. From Bill Clinton and George W. Bush to Barack Obama, the United States has not stopped promoting and perpetuating a sanctions policy that is clearly unproductive. It is perhaps time for Washington to review its strategy...

> EN 19 ANS, LE SEULES LIGNES QUI N'ONT PAS BOUGÉ SONT CELLES DU *NATIONAL EMERGENCY WITH RESPECT TO SUDAN*

« Ils ont commencé par nous accuser de financer le terrorisme… Ils ont ensuite parlé d'un prétendu génocide au Darfour... Ils ont réclamé que nous abandonnions le Sud. Ce qui a été fait… Maintenant, ils nous parlent du respect des droits de l'homme. Bon… » Pas besoin de beaucoup insister pour déclencher des soupirs d'exaspération chez Makkawi Mohamed Awad. L'expérimenté ministre des Transports ponctue ainsi volontiers chacune de ses diatribes par un ironique ***« pourquoi ces sanctions économiques ? Je ne le sais toujours pas »***, avant d'interpeller chaque personne qui croise son regard d'un : ***« Et vous, vous savez ? »*** À l'heure où un certain réchauffement diplomatique a permis à l'Iran et Cuba de rompre leur isolation, le Soudan paraît décidé à briser le mur de silence qui le cloisonne dans la désolation et l'oubli. Le « problème » soulevé par le concept même d'embargo réside dans le rapport entre les domages constatés et les résultats obtenus par le régime de sanctions instauré. Plus concrètement, la question qui se pose se résume ainsi : est-il bien sérieux d'imaginer que « briser » un pays et affamer son peuple puisse être le seul moyen de le sauver du joug d'un quelconque « tyran » ? Il ne faut pas s'y tromper, le débat est là et bien là. Plus en tout cas que sur la seule personnalité d'un révolutionnaire cubain, d'un ayatollah iranien ou d'un parachutiste soudanais. Nous y reviendrons.

Est-ce faire l'apologie du président el-Béchir que d'affirmer qu'en 19 ans les seules lignes qui n'ont pas bougé (ou si peu…) sont celles du *National Emergency with Respect to Sudan* ? Il suffit de « creuser » un peu le sujet pour pouvoir l'affirmer. Le Soudan, soutien du terrorisme international ? Le *Country Report 2014* du Département d'État américain – difficile de faire plus officiel – nous délivre une toute autre histoire en parlant d'un ***« partenaire généralement coopératif des États-Unis sur le contre-terrorisme. Durant l'année écoulée, le gouvernement du Soudan a continué à soutenir des opérations de contre-terrorisme pour contrer les menaces pesant sur les intérêts américains et son personnel au Soudan ».***

Accord de Doha (2011) entre le gouvernement soudanais et le Mouvement pour la justice et la Libération
Doha agreement (2011) between the government of Sudan and the Liberation Justice Movement

"They started off accusing us of financing terrorism... They then talked about claims of genocide in Darfour... Then they demanded we withdraw from South Sudan. Which we did... Now they're talking about respect for human rights. Fine..." No need to push the point home to draw sighs of exasperation from Makkawi Mohamed Awad. This experienced Minister of Transport spontaneously punctuates his diatribes with an ironic ***"Why these economic sanctions? I don't know anymore"***, before buttonholing anyone who catches his eye with ***"And you, do you know?"*** At a time when warming diplomatic relations have allowed Iran and Cuba to come out of isolation, Sudan seems to have decided to break the wall of silence that has kept it locked in bleak oblivion. The problem raised by the very concept of embargo lies in the relationship between achieving policy objectives and its real-life consequences. In concrete terms, the question is simply whether it is legitimate to entertain "breaking" a country and starving its people as the only way of saving it from the yoke of a "tyrant". Make no mistake, that's the issue in a nutshell. In any case, more so than just the personality of a Cuban revolutionary, an Iranian ayatollah or a Sudanese parachutist. We'll come back to that.

Is it being an apologist for President al-Bashir to point out that in 19 years the only headlines not to have changed (or only slightly) are *National Emergency with Respect to Sudan*? Let's dig deeper: Does Sudan support international terrorism? The US State Department's *Country Report 2014* (what could be more official?) gives us an entirely different story by praising a ***"generally cooperative partnership with the United States on counter-terrorism. In the past year, the government of Sudan has continued to support anti-terrorism operations to counter the threats to American interests and its personnel in Sudan."***

> LA RÉALITÉ DU TERRAIN A PROUVÉ QUE CES MESURES TOUCHENT DES CITOYENS INNOCENTS

Khartoum, grand financier de la terreur ? ***« Le Soudan n'est plus soumis au contrôle du Groupe d'action financière (GAFI) quant au processus de conformité AML/CFT »***. Vulgairement parlant, ce communiqué de la puissante institution issue du G7 nous apprend que le pays a été retiré de la liste des pays blanchisseurs d'argent. De fait, pour les observateurs les plus avertis, voir le Soudan affiché sur cette autre liste qu'est celle des « États supportant le terrorisme », en compagnie de l'Iran et la Syrie, a quelque chose de franchement anachronique.

Khartoum a major financier of terrorism? ***"Sudan is no longer subject to Financial Action Task Force (FATF) monitoring for compliance with AML/CFT provisions."*** In plain words, this announcement issued by the powerful G7 institution means that the country has been removed from the money-laundering blacklist. Hence, more-enlightened observers, see Sudan's inclusion on the "States sponsoring terrorism" list – in the company of Iran and Syria – as, frankly, somewhat anachronistic.

Les officiels américains le savent bien. Leur discours s'est de fait adapté au fil du temps. Le secrétaire d'État John Kerry, le 15 octobre 2015 à l'université d'Harvard, conditionnait ouvertement le retrait du Soudan de cette liste noire à l'évolution de la situation dans les régions du Nil Bleu, du Kordofan du Sud et du Darfour. Cherchez là un quelconque lien avec le terrorisme… Moins conciliant, un de ces collaborateurs faisait savoir qu'il n'y aurait ***« pas de changement fondamental dans nos relations aussi longtemps que le gouvernement soudanais mènera des guerres contre son peuple plutôt que de chercher une solution politique pour mettre fin aux conflits »***. C'est là faire peu de cas du processus de Dialogue national lancé au milieu de l'automne, de la médiation menée par un panel d'experts de haut-niveau de l'Union africaine et des différents accords passés jusqu'au *Comprehensive Peace Agreement* de 2005. C'est également se méprendre sur le jusqu'au-boutisme de certains groupes rebelles, plus mafieux que résistants, qui agissent tels des mercenaires dans toute la sous-région et font tout pour torpiller ces quelques démarches d'ouverture, ici comme ailleurs !

As US officials well know. Their language has changed over time. Speaking at Harvard University on October 15, 2015, Secretary of State John Kerry openly attributed Sudan's removal from this blacklist to the changing situation in the Blue Nile, South Kordofan and Darfour regions. Try to find any link with terrorism there... Less conciliatory, one of his colleagues pointed out: ***"There will be no fundamental change in our relations so long as the Sudanese government engages in guerrilla war against its people instead of searching for a political solution to put an end to conflicts."*** This view pays scant regard to the process of National Dialogue launched mid-autumn, the mediation led by a high-level panel of African Union experts, and the agreements that led to the *Comprehensive Peace Agreement* in 2005.

L'AUTORITARISME N'A JAMAIS DÉRANGÉ WASHINGTON

© Bruce Allardice

© Heather khalifa

Bill Clinton, initiateur des sanctions contre le Soudan

Bill Clinton, initiator of the sanctions on Sudan

Washington fait dans la surenchère. Une habitude. Stigmatisé pour avoir accueilli Oussama Ben Laden sur son sol (Khartoum aurait d'ailleurs proposé un *deal* pour le livrer aux autorités américaines bien avant le 11 septembre 2001), il a ensuite été demandé au Soudan d'abandonner sa souveraineté nationale sur sa riche région méridionale. Une entorse rarissime au principe majeur d'intangibilité des frontières. Un précédent aux conséquences encore insoupçonnées dans une Afrique plurielle. Nous pourrions aussi aisément évoquer cette supercherie, disons-le, que fut la question du « génocide » au Darfour sur fond de communication orchestrée par des groupuscules religieux douteux, des acteurs hollywoodiens faussement concernés et des philosophes parisiens débraillés. Il sera temps d'aborder cette question dans ses grandes largeurs lors d'un prochain numéro.

La rédaction y travaille…

Alors, bien évidemment, il ne s'agit pas de faire preuve d'un angélisme béat sur le sujet. Pas question de dénier toute part de responsabilité au gouvernement soudanais dans la situation dans laquelle est plongé le pays. Les différents exécutifs ont clairement leurs torts et l'actuel a surtout mille défis à relever pour le futur sur ces thématiques majeures que sont la démocratie et les droits de l'homme. N'est-ce pas (plus ou moins) le cas pour les 53 autres pays du continent ? Pas seulement en Afrique d'ailleurs et pas uniquement dans ce que certains aiment encore à appeler le tiers-monde. Ainsi, l'Occident ne manque jamais de se parer du voile de la démocratie pour mieux masquer sa propre impudeur. Ce même voile que les États-Unis et leurs alliés secouent volontiers à la face de ceux qui refusent d'être leurs complices. Car, plus que toute autre considération, c'est bien cette dernière qu'ont retenue les locataires de la Maison-Blanche jusqu'à ce jour.

Washington is engaging in one-upmanship. It's a habit. Stigmatized for having welcomed Osama Bin Laden to its soil (by the way, Khartoum had offered a deal to hand him over to US authorities well before 9/11), Sudan was faced with demands to abandon national sovereignty over its rich southern region. A rare twist to the key principle of intangibility of borders. A precedent with as-yet unknown consequences in a pluralistic Africa. We could also easily see such sleight-of-hand at work, so to speak, in the issue of "genocide" in Darfour based on messages orchestrated by dubious religious splinter groups, misguided Hollywood actors and sloppy-thinking Paris intellectuals. We will address this question fully in a later Issue. Our editorial team is working on it...

Clearly though, we mustn't be blissfully naive. No question of denying the Sudanese government's responsibility for the situation in which the country finds itself immersed. The administration obviously has its faults and the present one has a raft of challenges to tackle going forward on key issues such as democracy and human rights. But isn't that true (more or less) of the other 53 countries on the continent? And not just in Africa and not just in what some like to call the Third World? The West never fails to play the democracy chip, unfurl the democracy banner to mask its own brazenness. The same banner that the United States and its allies wave in the faces of those who refuse to be their accomplices. Because, more than any other consideration, it's actually this rationale that the White House has been following to do its bidding so far.

Le ministre des Affaires étrangères soudanais Ibrahim Ghandour et John Kerry, secrétaire d'État américain

Sudanese Minister of Foreign Affairs and John Kerry American Secretary State

L'autoritarisme d'un régime, ***« cela n'a jamais dérangé Washington »*** analyse ainsi Doug Bandow. ***« Après tout, les États-Unis financent et arment l'Égypte, bien plus répressif aujourd'hui que sous la dictature de Moubarak ».*** Le chercheur principal du *Cato Institute* pointe du doigt la dénonciation des violations systématiques et flagrantes de la liberté de culte au Soudan tout en notant que ***« ces problèmes sont pires encore chez nos alliés que sont le Pakistan et l'Arabie Saoudite »***. Doug Bandow n'est pas seulement chercheur, il fut également assistant spécial du président Ronald Reagan. *A priori* pas le profil le plus conciliant.

Bien entendu, les travers des uns ne peuvent (ni ne doivent) justifier ceux des autres. De même, se positionner contre ces sanctions économiques, unilatéralement imposées à partir de 1997, ne signifie pas pour autant appuyer un régime. C'est juste mettre ses pas dans ceux d'un Idriss Jazairy. Le rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme pour les Nations unies est ainsi arrivé à la conclusion que ***« la réalité du terrain a prouvé que ces mesures n'ont pas d'impact négatif sur les officiels ou les élites mais sur des citoyens innocents »***. Pour ce diplomate onusien respecté, aucun doute : ***« Le signal donné par ces mesures obligatoires est en contradiction avec les objectifs proclamés. »***

C'est là le sentiment que partagent avec les Soudanais tout ceux qui connaissent ce pays. ■

DES MESURES EN CONTRADICTION AVEC LES OBJECTIFS

A regime's authoritarianism ***"has never bothered Washington,"*** says Doug Bandow, Senior Fellow at the Cato Institute. ***"After all, the United States finances and arms Egypt, which is much more repressive today than under Mubarak's dictatorship."*** Case in point, he says, is the denunciation of systematic and flagrant violations of freedom of worship in Sudan, despite ***"these problems being even worse among our Pakistani and Saoudi allies"***. Doug Barlow is not only a research fellow, he was also special assistant to President Ronald Reagan. Not the most conciliatory of profiles.

Of course, the transgressions of some do not (and should not) excuse those of others. Similarly, taking a stance against economic sanctions unilaterally imposed since 1997 does not mean supporting a particular regime. It just means following in the footsteps of the Jaziri Idriss. The Special Reporter to the United Nations Human Rights Council arrived at the conclusion that ***"the reality on the ground shows that these measures have no negative impact on officials or elites but only on innocent civilians"***. For this respected UN diplomat there is no doubt: ***"All signs point to the fact that these mandatory measures run contrary to the stated objectives."***

This sentiment is shared by the Sudanese and anyone who knows the country. ■

LES SOUDANAIS MALADES DE L'EMBARGO

par JLB

AU SOUDAN, DES MILLIERS DE MALADES SOUFFRENT DE LA PÉNURIE DE MÉDICAMENTS ET D'ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX. LES AUTORITÉS, VISÉES PAR UN EMBARGO AMÉRICAIN DEPUIS 1997, DÉPEIGNENT LES SANCTIONS COMME RESPONSABLES DE TOUS LES MAUX ET DEMANDENT LEUR RÉVISION POUR ***« LE RESPECT DES DROITS FONDAMENTAUX DES SOUDANAIS ».***

Au deuxième étage du service cancérologie de l'hôpital de Khartoum, on a ouvert les portes-fenêtres pour faire circuler l'air. Le début de mars est déjà brûlant et les ventilateurs essoufflés ne suffisent pas à rafraichir la petite salle où une dizaine de femmes attendent leur traitement, allongées sur des brancards de fortune.

L'une d'entre elle tient les murs avec son compagnon, derrière l'intimité d'un tissu étendu qui fait office de rideau de privacité. ***« Ça fait deux ans que nous attendons qu'elle puisse être soignée. Tous les jours on est là et il ne se passe rien »***, s'agace l'homme. Emaciée, affaiblie, elle soulève son *tob* - robe traditionnelle soudanaise - et découvre une cheville ***« enflée »***, grosse comme un pamplemousse. ***« Cancer des os »***, souffle l'un des médecins. ***« Nous n'avons pas suffisamment de machines pour traiter tous nos patients. Les délais sont très longs, nous sommes obligés de mettre en place des listes d'attente »***, explique-t-il. ***« C'est une honte »***, lâche la femme.

Le service oncologie dispose de huit machines de radiothérapie. Une seule est opérationnelle. Au sous-sol, le personnel fait l'inventaire des équipements hors-service. ***« Celui-ci est à l'arrêt depuis 10 ans, nous n'arrivons pas à obtenir le logiciel qui permet de le mettre à jour pour assurer son fonctionnement »***, explique le docteur Waleed Musa Bashir. ***« Il faut le faire généralement tous les ans, mais les logiciels sont pour la plupart sous licence américaine. Même quand les machines sont neuves, après un an d'exploitation, nous commençons déjà à avoir des problèmes. »***

Ici, 1 000 patients sont actuellement soignés contre les 10 000 dans le besoin selon le docteur El Tayeb Wagiallah El Tayeb, directeur général du centre.

© UNAMID

© Michael Swan

THE SUDANESE, CASUALTIES OF THE EMBARGO

by JLB

THOUSANDS OF PATIENTS IN SUDAN ARE SUFFERING FROM A SHORTAGE OF DRUGS AND MEDICAL EQUIPMENT. THE AUTHORITIES, TARGETS OF A US EMBARGO SINCE 1997, DEPICT THE SANCTIONS AS BEING RESPONSIBLE FOR EVERY AILMENT AND ARE DEMANDING THAT THEY BE LIFTED ***"TO RESPECT THE FUNDAMENTAL RIGHTS OF THE SUDANESE".***

On the second floor of the cancer unit at Khartoum Hospital, the balcony doors have been opened to let in fresh air. Early March is already burning hot and the fans aren't enough to keep the small room cool where a dozen women await treatment, laid out on makeshift stretchers.

One of them, with her companion, try to guard their intimacy with a stretched sheet that passes for a privacy curtain. ***"We've been waiting two years for her to get treatment. She's here every day and nothing happens,"*** the man says in frustration. Emaciated, weak, she lifts her *tob* – traditional Sudanese dress – and reveals a swollen ankle as big as a grapefruit. ***"Bone cancer,"*** says one of the doctors. ***"We don't have enough equipment to treat all our patients. The delays are very long, we've had to introduce waiting lists,"*** he explains. ***"It's a disgrace,"*** adds the woman.

The oncology unit has eight radiotherapy machines. Only one of them works. In the basement, staff store the equipment that's out of service. ***"This one stopped 10 years ago, we can't get the software update to make it work,"*** explains Dr. Waleed Musa Bashir. ***"We generally have to update software every year, but most licenses are American. Even when the machines are new, after they've been running for a year we start having problems."***

Only 1,000 patients are treated here out of the 10,000 who actually need it, according to Dr. El Tayeb Wagiallah El Tayeb, the hospital's director general.

UN EMBARGO SOURNOIS

Dans une pièce carrelée, une « Elekta », machine suédoise, star du marché de la cancérologie à travers le monde a été fraîchement réparée. ***« Elle refonctionne depuis une semaine »***, annonce-t-il fièrement. Ce sont les employés de l'hôpital, qui, grâce à des tutoriels sur Internet ont réussi à trouver les failles du système pour redémarrer la bête sous son ancien système d'exploitation. 35 % de patientes - environ 3 000 femmes - atteintes d'un cancer du sein attendaient leur traitement depuis deux ans. Problème : de nouveau opérationnelle, la machine voit passer ***« plus de 80 malades par jour, 20 heures d'affilée »***. Une surexploitation qui pourrait l'amener à une nouvelle panne très rapidement.
À travers le pays, le problème est endémique. ***« Les sanctions américaines affectent les droits de notre population, celui d'avoir accès à des services de santé »***, s'insurge la ministre d'État de la Santé, Somia Okoued, ***« il nous faut en moyenne deux ans pour importer une machine depuis l'étranger en passant par des sous-contrats avec différentes sociétés pour contourner l'embargo. Quand on les a, elles cessent de fonctionner rapidement »***, assure la ministre, rappelant que 70 % des besoins du Soudan en terme de santé doivent être importés.

Parmi la longue liste des produits auxquels le pays n'a pas accès : le Néomercazole, médicament antithyroidien, le Myfortic, administré pour prévenir le rejet après une greffe d'organes, mais aussi certaines poches de sang et vaccins. ***« En 2013, nous avons déclenché un plan d'urgence fièvre jaune, il nous a fallu plus de 45 jours pour obtenir des vaccins »***, s'insurge la ministre. ***« Nous avions 862 cas, 83 personnes sont mortes »***.
Dans l'optique d'améliorer l'accès de la population soudanaise à des services de santé performants, l'agence de développement des Nations Unies, le ministère de la Santé et le ministère de la Coopération internationale ont signé début mars un accord pour un budget total de 60 millions de dollars ces trois prochaines années. ***« Le projet a pour but d'assister l'amélioration des capacités nationales et les systèmes d'approvisionnements en aidant à l'achat de produits de santé vitaux dans des délais raisonnables »***, a déclaré l'UNDP dans un communiqué.

© UNAMID

© UNAMID

A DEVIOUS EMBARGO

In a tiled room, an "Elektra", a Swedish machine, the worldwide market leader in cancer equipment, has just been repaired. ***"It's been working again for a whole week,"*** he announces proudly. The hospital staff, thanks to tutorials on the Internet, managed to find the faults in the system to restart the beast using its original operating system. Some 35% of patients – about 3,000 women – with breast cancer have been waiting for treatment for two years. The problem now is that although that it's working again, the machine is treating ***"over 80 patients a day, running 20 hours straight"*** – overuse that may cause it to break down again very soon.

Country-wide, the problem is endemic. ***"The US sanctions infringe our people's human rights, the right to have access to health services,"*** insists the Minister of State for Health, Somia Okoued. ***"It takes us two years on average to import a machine from abroad by going through subcontracts with various companies to get around the embargo. Once we get them, they soon stop working,"*** says the minister, adding that 70% of the healthcare supplies and equipment that Sudan needs have to be imported.

The long list of products the country can't get includes, for example, Neo-Mercazole which is a drug used to treat hyperthyroidism, Myfortic which is used to prevent rejection in organ transplantation, as well as certain types of blood bags and vaccines. ***"In 2013, we activated a yellow-fever emergency plan, it took us more than 45 days to get the vaccines,"*** says the minister. ***"We had 862 cases, 83 of them died."***

With a view to improving access to effective healthcare services for Sudan's population, in early March the United Nations Development Agency, the Ministry of Health and the Ministry of International Cooperation signed an agreement for a 60 million dollar budget over the next three years. ***"The purpose of the project is to help improve the nation's capacities and procurement systems by helping it purchase vital health products in a timely manner,"*** stated the UNDP press release.

Car si en principe, le médical est exempté d'embargo, dans les faits, le Soudan doit faire preuve de beaucoup d'originalité pour obtenir pilules, seringues et X-rays. Certaines compagnies pharmaceutiques, par peur d'être sanctionnées pour collusion avec le gouvernement soudanais refusent de livrer les stocks. D'autres se voient interdire les transferts d'argent par leur banque. C'est le cas de Sanofi Pasteur qui s'abstient toutefois de ***« commenter des situations politiques »*** et affirme ***« respecter les décisions internationales »*** sans plus de précisions. De Novartis aussi, qui reconnait ***« ne pas être en mesure de traiter avec le Soudan à l'heure actuelle en raison des sanctions »***, mais ***« nous sommes en discussion avec un laboratoire au Sud-Soudan pour traiter les demandes du Soudan et permettre l'envoi de médicaments »***, assure la responsable communication du groupe. Avant de se rétracter quelques jours plus tard…

Dans les faits, l'Europe n'applique qu'un embargo militaire au Soudan et son matériel médical n'est donc soumis a aucune restriction, mais les sanctions récentes contre plusieurs banques ayant accepté d'effectuer des transactions avec Khartoum ont incité laboratoires et compagnies en tout genre à lever le pied. ***« Il est vrai que les sanctions en place depuis les années 90 sont de plus en plus problématiques, notamment depuis la condamnation de banques telles que BNP parisbas »***, affirme une spécialiste du Soudan qui a souhaité gardé l'anonymat.

Une réalité que le *National Medical Supplies Funds*, organisation qui se veut le premier échelon d'une chaîne de distribution de produits pharmaceutiques dans le pays ne connait que trop bien. ***« Nous faisons face à de nombreux problèmes : le manque de devises étrangères, les problèmes de transactions bancaires, les refus de certaines compagnies de nous approvisionner, le convoi des stocks »***, explique Gamal Khalafalla Mohamed Ali, directeur général de l'organisation. ***« La saison chaude arrive, nous devons nous préparer à des situations d'urgence pour la malaria, la fièvre jaune et les fièvres hémorragiques. Nous avons fait des demandes de vaccins il y a déjà 9 mois, nous n'avons toujours rien reçu. »***

This is because, although in principle medical supplies are exempt from the embargo, in reality Sudan has to be highly inventive to obtain drugs, syringes and x-rays. Some pharmaceutical companies, afraid of being sanctioned for collusion with the Sudanese government, refuse to release their stocks. Others find that their banks refuse to transfer the money. That is the case with Sanofi Pasteur which, however, declines to ***"comment on political issues"*** and states that it ***"respects international decisions"*** without offering further clarification. Novartis, too, acknowledges that it ***"cannot currently deal with Sudan due to sanctions"*** but ***"we are in discussions with a laboratory in South Sudan to process orders from Sudan and permit drugs to be shipped,"*** as a Group spokesperson said. Only to retract it a few days later...

Actually, Europe only applies a military embargo against Sudan and its medical equipment and supplies are not subject to any restriction, but recent sanctions against a number of banks who agreed to process transactions with Khartoum have led laboratories and companies of all types to backtrack. ***"It's true that the sanctions in place since the 1990s are increasingly problematic, especially since the penalties against banks such as BNP,"*** confirms a Sudan specialist who wishes to remain anonymous.

A reality that the National Medical Supplies Fund, an organisation at the top of the distribution chain for pharmaceutical products in the country knows only too well. ***"We face many problems: lack of foreign currency, bank transaction problems, refusal by some companies to supply us, the problem of convoying goods,"*** explains Gamal Khalafalla Mohamed Ali, the organisation's director general. ***"The hot season is coming, we have to prepare for emergency situations for malaria, yellow fever and hemorrhagic fevers. We ordered vaccines nine months ago, we haven't received any yet."***

Au-delà des situations d'urgence, c'est aussi tout un personnel médical épuisé par les problèmes logistiques, qui se sent incompétent. ***« Il nous est même difficile de faire venir des livres médicaux, pour la bonne formation de nos médecins. Ils n'ont pas non plus accès à certaines formations, dispensées par des organisations internationales simplement parce que nous ne pouvons pas transférer l'argent pour les frais d'inscription »***, assure Gamal Khalafalla Mohamed Ali. Face à cette impuissance, nombreux sont ceux qui aimeraient s'exiler. ***« Je travaille ici depuis 11 ans »***, explique le docteur Waleed Musa Bashir, ***« je n'apprends plus rien. Je ferais mieux de quitter le pays pour me "réparer" moi »***, lâche-t-il dans une salle de soins désertée.

In addition to emergencies, medical staff are left exhausted by logistics problems, which seems the result of incompetence. ***"It's even difficult for us to get medical books to train our doctors. They also can't access certain training courses either, offered by international organisations, because we can't transfer the money for registration fees,"*** says Gamal Khalafalla Mohamed Ali. Faced with this powerlessness, many of them would like to leave the country. ***"I've been working here for 11 years,"*** says Dr. Waleed Musa Bashir, ***"and I don't learn learning anything any more. I would do better to leave the country and 'sort myself out',"*** he concludes in a deserted treatment room.

© 54 États

JE VEUX M'ENFUIR AUSSI VITE QUE POSSIBLE

PARTIR

Un scepticisme qui se répand jusque sur les bancs de la fac. À l'université El Naileen de Khartoum, l'atmosphère est studieuse. Des grappes d'étudiants sont rassemblées aux premiers rangs d'un amphithéâtre. Prises de notes consciencieuses et pause déjeuner dans une petite cour à l'ombre d'arbres desséchés. ***« Notre bibliothèque est fermée car le bâtiment menace de s'écrouler. Mais les livres sont tellement chers, des étudiants comme nous ne peuvent pas se permettre de les acheter »***, assure Zeinab, étudiante en pharmacie. ***« Je ne pense pas qu'on sera de bons praticiens en sortant de l'université, il y a des choses basiques que nous ne sommes pas en mesure d'apprendre ici »***, note également Omar à ses côtés. ***« Je vais quitter le pays dès que j'aurais fini mes études »***, ajoute Zeinab avec un brin de cynisme, ***« les conditions de vie au Soudan ne sont pas satisfaisantes et qu'est-ce qu'on va faire ici, on va travailler en tant que pharmaciens, comme des simples vendeurs ? Mon ambition, c'est de fabriquer des médicaments, pas de les vendre, et ce n'est pas possible, à moins d'être très riche, d'avoir une très bonne éducation et des réseaux »***, lâche-t-elle, en dénonçant à demi-mots une responsabilité partagée entre Washington et Khartoum. Pour Omar, la solution serait aussi de partir, mais pour mieux revenir ***« je veux aller à l'étranger pour être mieux formé et ensuite rentrer, mon pays a besoin de moi plus que n'importe quel autre. »***

LEAVING

A scepticism that extends to medical students. At Khartoum's El Naileen University, the atmosphere is studious. Groups of students are assembled at the front of the lecture hall. They take conscientious notes, and their lunch break in a small courtyard under the shade of some withered trees. ***"Our library is closed because the building is likely to collapse. But books are so expensive, students like ourselves can't afford to buy them,"*** says Zeinab, a pharmacy student. ***"I don't think we'll be good practitioners when we leave university, there are basics that we haven't been able to learn here,"*** adds Omar beside her. ***"I'm going to leave the country when I finish my studies,"*** adds Zeinab cynically. ***"Living conditions in Sudan aren't satisfactory and what am I going to do here as a pharmacist anyway, be just a retailer? My ambition is to make drugs, not sell them, and it's impossible, unless you're very rich, to have a really good education and contacts,"*** she snaps, summing up a responsibility shared by Washington and Khartoum. For Omar, the solution would also be to leave, but even better to return. For Omar, the solution would also be to leave, but even better to return. ***"I want to go abroad for better training and then return, my country needs me more than any other country does."***

Mais les options sont limitées pour les étudiants sans le sou. ***« On ne bénéficie d'aucune aide de la part du gouvernement, rien, il faut compter sur sa famille, il faut se débrouiller seul, c'est pour ça que je veux m'enfuir aussi vite que possible. On nous prend pour acquis, on n'apprécie pas notre travail, et on ne nous prend pas au sérieux »***, martèle Zeinab. Tous les deux, la vingtaine, ont bien conscience des difficultés que les autorités éprouvent pour apporter un soutien élémentaire à la population. ***« On peut faire de belles choses au Soudan, mais il faut aller chercher les compétences ailleurs »*** assure Omar, ***« nous avons besoin de vraies formations, mais on ne les aura pas ici. »***

Car ce que le gouvernement soudanais ne dit pas, c'est que si l'embargo américain a un impact négatif évident, Khartoum est aussi largement responsable de ses propres difficultés. Le resserrement des transactions financières a sans aucun doute détérioré la situation économique du Soudan mais c'est aussi devenu un outil de propagande et ***« une tactique de diversion pour blâmer un ennemi extérieur »***, affirment les experts. ***« Le gouvernement soudanais est le premier responsable du mauvais état de son système de santé, car il préfère accorder ses fonds aux dépenses militaires »***, avance une spécialiste. ***« L'énorme coût de ces guerres internes – en référence aux bombardements du Darfour – ainsi que la corruption et la mauvaise gestion économique signifie que seule une petite fraction du budget national est consacrée aux services de base comme la santé et l'éducation. »***

Les exemples sont divers : le démantèlement d'un hôpital public en décembre dernier au profit d'établissements privés, sur fond de conflit d'intérêts au plus haut niveau ministériel selon le *Sudan Doctors Union in the United Kingdom and Ireland* ou le bombardement d'hôpitaux dans le Kordofan, dénoncé par Médecins Sans Frontières en janvier 2016. ***« Les Soudanais fortunés, proches du gouvernement peuvent s'orienter vers des hôpitaux privés ou se faire soigner à l'étranger, mais ces options ne sont pas disponibles pour les gens ordinaires dont le niveau de vie est en baisse constante et pas seulement à cause des sanctions américaines »***, conclut la spécialiste. ■

WE ORDERED VACCINES NINE MONTHS AGO. WE HAVEN'T RECEIVED ANY YET...

But the options are limited for students without money. ***"We get no government aid, nothing, you have to rely on family, sort it out yourself, that's why I want to leave as soon as possible. They take us for granted, they don't appreciate what we do, and don't take us seriously,"*** Zeinab hammers home the point. They both, twenty-year-olds, are well aware of the difficulties the authorities have in providing the population with basic support. ***"You can do great things in Sudan, but you need to get your skills elsewhere,"*** says Omar. ***"We need real training but we won't get it here."***

Because what the government doesn't say is that although the US embargo is having an obviously negative impact, Khartoum is also largely responsible for its own problems. The tightening of financial transactions has undoubtedly worsened Sudan's economic situation but it has also become a propaganda tools and ***"a diversionary tactic to blame a foreign enemy,"*** say experts. ***"The Sudanese government is primarily responsible for the poor state of its health system, as it prefers to spend its money on military expenditure,"*** says the specialist. ***"The enormous cost of these internal wars – referring to the bombardments in Darfour – as well as corruption and poor economic management, means that only a small fraction of the national budget goes to basic services such as health and education."***

There are numerous examples, including the dismantling of a public hospital last December to benefit private interests, conflicts of interest at the highest ministerial level as claimed by the Sudan Doctors Union in the United Kingdom and Ireland, and the bombardment of hospitals in Kordofan, condemned by Médecins Sans Frontières in January 2016. ***"Wealthy Sudanese, close to the government, can turn to private hospitals or seek treatment abroad, but these options are not available for ordinary people whose standard of living is constantly falling and not just due to US sanctions,"*** concludes the specialist. ■

© 54 États

© 54 États

SOMIA OKOUED

MINISTRE D'ÉTAT DE LA SANTÉ | SUDAN'S MINISTER OF HEALTH

par Sandra Wolmer

« Le défi qui est le nôtre consiste à doter le Soudan d'un service de santé réellement avancé »

"Our challenge is to have a really cutting-edge health service in Sudan"

Il y a quelques semaines, l'équipe de 54 ÉTATS s'est rendue au Soudan pour s'entretenir avec Somia Okoued, la ministre d'État de la Santé. Bien que le portefeuille dont elle a la charge subisse de plein fouet les sanctions économiques imposées par les États-Unis, il n'est pour autant nullement question de se résigner. Zoom.

54 ÉTATS : Pouvez-vous nous expliquer de quelle manière l'embargo imposé par les États-Unis se répercute sur le système de santé soudanais ?

SOMIA OKOUED (S. O.) : L'embargo imposé par les États-Unis va à l'encontre du droit fondamental à l'accès aux soins de santé dont jouit notre peuple. Ces sanctions ont pour corollaire une grave pénurie de médicaments et d'équipements médicaux, laquelle nuit en permanence à notre système de santé. Permettez-moi d'illustrer mes propos. Les technologies sophistiquées que nous utilisons par exemple soit pour diagnostiquer soit pour traiter les personnes atteintes d'un cancer ont été fabriquées par des sociétés américaines. À Khartoum, deux des trois machines de notre principal centre de traitement oncologique nécessitent des pièces de rechange et ne fonctionnent plus depuis 2014. Au moment où je vous parle, lesdites pièces n'ont pu être obtenues. Ce qui signifie qu'actuellement 45 000 patients en attente d'un traitement par radiothérapie ne peuvent être opportunément soignés. Nous essayons de transférer nos patients vers d'autres centres, lesquels gèrent déjà un surcroît d'arrivées. Par conséquent, de nombreuses personnes atteintes d'un cancer meurent du fait de soins tardifs ou de l'absence de traitement.

A few weeks ago, the 54 ÉTATS team travelled to Sudan and met with Sudan's minister of health, Somia Okoued. Although the portfolio she is responsible for is being hit hard by us-led economic sanctions, there is no question of giving up... ZOOM.

54 ÉTATS: How is the US embargo impacting Sudan's health system?

SOMIA OKOUED (S. O.): The US embargo infringes our people's fundamental right to health care. The sanctions have resulted in shortages of drugs and medical equipment, which continue to plague our health system. Let me give you some examples: The sophisticated technologies that we use in Sudan to diagnose or treat people suffering from cancer are made by American companies. Two out of every three machines at our main cancer centre here in Khartoum need spare parts that we haven't been able to get since 2014. As I speak right now, we simply can't get them. Which means that 45,000 of our cancer patients who need radiation treatment won't get it in time. We are trying to shift some of our patients to other centers but those other centers also have waiting lists. As a result, many cancer patients die, due to late treatment or lack of treatment.

Je vous donne un autre exemple. Le pays a récemment dû faire face à la plus importante épidémie de malaria de ces quinze dernières années. Nous n'avons néanmoins pas eu le droit d'importer les bombes insecticides spécifiquement conçues pour éradiquer le moustique transmetteur de cette maladie. Nous avons donc été contraints d'utiliser du matériel de qualité moindre, ce qui s'est évidemment répercuté sur le processus de contrôle du vecteur. Dans de telles conditions comment répondre efficacement à cette situation ?

54 ÉTATS : J'imagine que les conséquences vont beaucoup plus loin …

S. O. : Vous avez tout à fait raison. Nous nous heurtons à des difficultés même lorsque la communauté internationale soutient financièrement des projets liés au secteur de la santé. Le pays relève depuis plus de dix ans des *politiques de sauvegarde*, ce qui signifie que l'argent est attribué aux Nations unies et aux ONG, les fonds sont alloués ici et là et lorsqu'ils parviennent au véritable bénéficiaire, c'est-à-dire au Soudan, le bénéfice pécuniaire escompté s'avère en réalité minime.

Plus généralement, le secteur de la santé pâtit des blocages liés aux transactions bancaires internationales. Les banques redoutent tout simplement de faire affaire avec le Soudan puisque ce faisant elles courent le risque de se voir imposer des amendes excessives pouvant s'élever à plusieurs milliards de dollars.

Même si le secteur de la santé soudanais est supposé ne pas être tombé sous le joug des sanctions américaines, en réalité, il n'en est pas exempt. Les mesures grevant les banques soudanaises ainsi que les restrictions commerciales rendent l'importation de biens médicaux, quels qu'ils soient, extrêmement difficile.

De fait, dans le pays tout entier, les patients souffrent. La santé du peuple soudanais est tout simplement prise en otage.

Let me give you another example. The country recently suffered the most severe outbreak of malaria of the past 15 years. But, we were denied the right to import the insecticides to prevent mosquitoes from transmitting the disease. Which meant we had to use a lower-quality insecticide, which degraded the entire vector-control process. How in the world is that efficient?

54 ÉTATS: I imagine the consequences even go far beyond that?

S. O.: You're right. We even have problems getting our hands on the funds earmarked by international communities for our health projects. For over ten years the country has been subject to *safeguard policies*, which means that the money goes to the UN, is then passed to NGOs, and when it finally reaches the beneficiary is a pale shadow of its intent.

More generally, the health sector is suffering from banks blocking international transactions. Many banks are afraid of dealing with Sudan because of the potential and huge penalties involved (up to billions of dollars).

Although Sudan's health sector is officially exempt from US sanctions, in reality it isn't. Restrictions on Sudanese banks and trade make it extremely difficult to import drugs and medical equipment.

This means patients all over the country are suffering. The health of Sudan's people is being held hostage.

© 54 États

LA SANTÉ DU PEUPLE SOUDANAIS EST TOUT SIMPLEMENT PRISE EN OTAGE

54 ÉTATS : Le secteur privé constitue-t-il une alternative positive à la situation actuelle ?

S. O. : Absolument ! Nous avons un bon partenariat privé/public. Le secteur privé fait partie de notre plan d'action. Nous apprécions réellement son rôle notamment lorsqu'il est question de soins de santé parce que, comme vous le savez, le secteur privé utilise des voies qui lui sont propres pour importer les technologies et équipements médicaux. Par conséquent, à l'heure où ces sanctions nous frappent de plein fouet, le secteur privé joue un rôle primordial, notamment en ce qui concerne l'introduction de technologies et la résolution de certains problèmes.

54 ÉTATS : Avez-vous développé des partenariats particuliers?

S. O. : Notre pays a intégré le Partenariat international pour la santé (PIS) et se montre très actif au sein du réseau mondial de la santé. Cette année, pour la première fois, le Soudan ne fera pas l'objet de *politiques de sauvegarde* supplémentaires. Nous y travaillons sérieusement depuis dix ans. De même, pour la première fois depuis 5 ans, le pays va être un contractant du Fonds mondial et le ministère de la Santé va en être un récipiendaire direct.

Nous avons, en outre, un bon nombre de collaborations bilatérales avec d'autres pays. Nous entretenons par exemple de bonnes relations avec l'Allemagne, pour ne citer qu'elle. Nous avons conclu des accords bilatéraux avec plus de cinquante-quatre pays dans le secteur de la santé.

54 ÉTATS : Quelle est la proportion des personnes qui n'ont actuellement pas accès aux soins de santé au Soudan ? Quelle est la part de PIB actuellement affectée à la santé ?

S. O. : En 2012, la couverture liée aux Soins de santé primaires (SSP) concernait 86 % de la population, 14 % des Soudanais en étaient donc dépourvus. Cette couverture concerne désormais 95 % de la population, ce qui signifie que 5 % des Soudanais ne bénéficient toujours pas à l'heure actuelle d'un accès aux SSP. Nous souhaitons faire en sorte que, d'ici 2017, l'ensemble de la population soudanaise y ait accès.

Au cours des six dernières années, la part allouée au secteur de la santé a augmenté. En vertu de la déclaration d'Abuja, nous sommes tenus de consacrer au moins 15 % du budget national total pour la Santé.

Nous partons de loin, très loin, avec un budget santé ne s'élevant qu'à 3 %. Ce pourcentage a augmenté pour s'établir cette année à 11 %. Cette augmentation constitue un changement radical qui nous aide véritablement d'un point de vue stratégique.

THE EMBARGO IMPOSED BY THE UNITED STATES HAS AFFECTED THE FUNDAMENTAL RIGHT OF OUR PEOPLE TO HAVE ACCESS TO HEALTH CARE

54 ÉTATS: Can the private sector be considered as a positive alternative in the current situation?

S. O.: Definitely! We have a strong private/public partnership. The private sector is part of our action plan. We really value its role especially when it comes to healthcare, because, as you know, the private sector has its own way of procuring medical equipment and technology. Consequently, it is playing a crucial role at this time when we are facing sanctions, notably to introduce new technology and solve new problems.

54 ÉTATS: Have you developed any special partnerships?

S. O.: Our country is part of the International Partnership for Health (IPH) and is very active in the global health network. This year for the first time ever Sudan will be exempt from additional *safeguard policies*. We have been working hard for ten years to achieve this. Sudan, for the first time in the past five years, will be a direct contractor to the Global Fund, and Sudan's Ministry of Health will be its direct recipient.

We are also working hard with lots of countries. We have, for example, good relations with Germany. More than 54 countries have signed bilateral healthcare arrangements with us.

54 ÉTATS: What percentage of people in Sudan currently have no access to healthcare? What percentage of GDP is allocated to health?

S. O.: In 2012, Primary Health Care (PHC) covered 86% of Sudan's population (which means that 14% had none). Since then it has improved to 95%, which means that only 5% of Sudan's people have no access to primary health care. We intend to achieve by 2017 a 100% access to primary health care.

Over the past six years, an increasing share of GDP has been allocated to health. The Abuja Declaration commits us to allocating at least 15% of the government's total budget to healthcare. When we started, it was just 3%. It is now 11%. So a radical change is under way that really helps us strategically.

Somia Okoued, ministre d'État de la Santé au Soudan et Sandra Wolmer, journaliste.
Sudan's minister of health, Somia Okoued and Sandra Wolmer, journalist.

54 ÉTATS : Quelle est votre priorité en tant que ministre d'État de la Santé ?

S. O. : Un certain nombre d'initiatives visant à financer les soins de santé en général et les médicaments indispensables en particulier ont été lancées dans le cadre du processus de réforme de notre système de santé.

Notre priorité pour les cinq prochaines années à venir est de permettre à 100 % des Soudanais de bénéficier d'un accès aux SSP, un système qui se distingue par sa gratuité.

Notre vision stratégique consiste à considérer la santé comme l'un des facteurs clés de la lutte contre la pauvreté. Par exemple, les services dont bénéficient les patients atteints d'un cancer sont gratuits. Traiter ces maladies aux coûts extrêmement élevés par le biais d'une prise en charge financière constitue une forme de protection visant à empêcher nos malades de sombrer.

Outre, la mise à disposition de services de soins de santé, nous soutenons la production de ressources humaines et nous souhaitons instaurer l'équité dans l'accès aux installations publiques. Au cours des dix dernières années, d'importants investissements ont été faits dans notre secteur de façon à en améliorer les infrastructures. Nous avons notamment essayé d'équilibrer les besoins réels et le profil épidémiologique des différentes parties du Soudan.

Nous envisageons également, d'ici 2020, de mettre en place une couverture d'assurance santé pour tous. À quoi bon mettre à disposition des services de santé si des personnes, faute d'assurance, ne peuvent y avoir accès par manque de moyens ?

54 ÉTATS : Un dernier mot?

S. O. : Le secteur de la santé soudanais progresse. Le défi qui est le nôtre consiste à doter le Soudan d'un service de santé réellement avancé. ■

54 ÉTATS: What is your priority?

S. O.: A number of initiatives aimed at funding health care in general, and essential drugs in particular, have been launched as part of our health system reform process.

Our priority over the coming five years is to give every person in the country access to primary health care (PHC). And our system is unique in being free at point of delivery.

Our strategic vision sees health as a key factor in combatting poverty. Cancer patients, for example, are treated free of charge. Providing such costly treatments free of charge keeps people from being driven into poverty.

In addition to the services themselves, we help develop the necessary human resources and strive to ensure equal access for every person in the country to public health facilities. Over the past ten years we have invested massively in health infrastructure, balancing acute local needs against regional epidemiological profiles.

Our goal is to offer universal health insurance by 2020. After all, what's the point of providing health services if people can't afford them?

54 ÉTATS: Your last word?

S. O.: Our health sector is growing. Health indicators are improving. Our challenge is to have affordable cutting-edge health provision in Sudan. ■

© EU Humanitarian Aid and Civil protection

HUMANITARIAN AID

par Sandra Wolmer

FAIRE DU MIEUX QU'ON PEUT AVEC CE QU'ON N'A PAS

Au Soudan, l'aide humanitaire c'est l'affaire de la Commission pour l'aide humanitaire (CAH). Cette entité gouvernementale s'attache aux niveaux fédéral et étatique, en collaboration avec de nombreux partenaires nationaux et internationaux à gérer les situations de crise. Oui mais les choses se déroulent-elles aussi simplement que sur papier alors même que des sanctions économiques font rapidement sombrer dans l'anachronisme la moindre manœuvre ? Éléments de réponse avec Suleiman Abdul Rahman Suleiman, commissaire général de la CAH.

DOING THE BEST YOU CAN WITHOUT THE NECESSARY RESOURCES

In Sudan, humanitarian aid is a matter for the Commission for Humanitarian Aid (CAH). This government body endeavours to manage crisis situations on a federal and state level, in collaboration with many national and international partners. Yes, but… Are things going as smoothly as they appear on paper when economic sanctions cause the simplest initiatives to quickly collapse into anachronism? Suleiman Abdul Rahman Suleiman, Commissioner General of the CAH gives his response.

Santé, éducation, assainissement des eaux, sécurité alimentaire et même activités génératrices de revenus pour les plus déshérités… autant de questions qui relèvent des compétences de la CAH. C'est dire l'étendue de son action ! L'aide que cet organe alloue aux Soudanais à partir des calculs effectués et indicateurs disponibles, est le fruit d'une longue expérience entre le Soudan et ses partenaires, à savoir toutes les agences onusiennes (OMS, PAM, Unicef …) mais aussi des ONG internationales et nationales.

Health, education, clean water, food safety and even income-generating activities for the most disadvantaged… so many issues fall within the CAH's remit. Which just goes to show the scope of its action! The aid allocated to the Sudanese people by this body, based on the calculations and indicators available, is the result of extensive experience between Sudan and its partners, i.e. all UN agencies (WHO, WFO, UNICEF, etc.) but also international and national NGOs.

L'EMBARGO CONDAMNE TOUJOURS À SE DÉMENER POUR ÉVITER LE PIRE SANS JAMAIS BÉNÉFICIER DU MEILLEUR

© EU Humanitarian Aid and Civil protection

« Le Soudan accueille volontiers toute initiative visant à apporter une aide humanitaire à sa population, affirme Suleiman Abdul Rahman Suleiman***, à condition que cette démarche s'inscrive dans le plus strict respect de la souveraineté du pays, des lois et politiques nationales relatives aux affaires humanitaires et des mandats accordés. Les problèmes se sont posés lorsque les organisations ont agi en dehors de ce cadre. Cela s'est produit à plusieurs reprises au Darfour »***. Que penser alors de la suspension du Comité international de la Croix-Rouge ou bien encore des expulsions visant certaines ONG[1] (telles *Save the Children, Merlin, ACTED*) dont la presse a pu faire état par le passé ? Écartant toute idée de représailles destinées à sanctionner un activisme politique, le commissaire général de la CAH rappelle que les règles qui régissent son domaine évoluent. Il précise aussi que les actions menées actuellement par les divers acteurs ne correspondent plus à celles conduites lorsqu'il n'était ni question des conflits au Darfour, Sud Kordofan ou Nil Bleu. Et d'affirmer que, même par temps de guerre, les populations les plus nécessiteuses ont pu bénéficier de l'aide humanitaire, laquelle aurait été acheminée dans toutes les zones contrôlées par le gouvernement. Les permissions ayant été accordées aux divers intervenants : l'UNAMID, le Comité international de la Croix-Rouge, les agences internationales, etc…

"Sudan gladly welcomes all initiatives aiming to provide humanitarian aid to its people, stresses Suleiman Abdul Rahman Suleiman, provided that the approach is strictly in line with the sovereignty of the country, the national laws and policies relating to humanitarian affairs and the mandates agreed. Problems arise when organisations act outside of this framework. This happened on several occasions in Darfour". So what about the suspension of the International Committee of the Red Cross and even the expulsion of certain NGOs[1] (such as Save the Children, Merlin, ACTED), which the press has reported in the past? Dismissing any idea of reprisals aimed at punishing political activism, the Commissioner General of the CAH reminds us that the rules governing the field are evolving. He also claims that current initiatives by the various agents no longer correspond to those conducted when there was question of conflict in Darfour, South Kordofan or Blue Nile. He adds that, even in times of war, the people most in need have been able to benefit from humanitarian aid, which reached all government-controlled areas, permissions having been granted to various agents, UNAMID, International Committee of the Red Cross, international agencies, etc.

[1] voir http://www.sudantribune.com/spip.php?article50718

[1] go to http://www.sudantribune.com/spip.php?article50718

Rien donc de rédhibitoire. Comme le commissaire général le rappelle les partenaires restent des soutiens précieux.

A fortiori dans un pays secoué par des conflits et subissant en outre de plein fouet des sanctions économiques ! D'ailleurs, en les évoquant, Suleiman Abdul Rahman Suleiman ne manque pas de mentionner les conséquences indirectes et directes : pas d'acheminement de l'aide humanitaire sans transport. Pas de transport sans maintenance. Pas de maintenance sans pièces de rechange. ***« Notre pays se voit par exemple amputé de son réseau ferroviaire, un mode de transport hautement apprécié pour son faible coût et son maillage territorial. Ce qui l'oblige à se tourner vers la voie maritimo-routière. Une solution plus onéreuse qui implique en outre une disponibilité non immédiate, insuffisante et plus coûteuse des produits indispensables en cas d'urgence »***.

Ce médecin de profession déplore avoir observé au cours de ces cinq dernières années une réapparition et une propagation plus marquée de maladies épidémiques, du fait de l'insuffisance d'outils prophylactiques et de médicaments permettant de traiter massivement une zone précise en un temps déterminé. Comment enrayer l'enrayable lorsqu'il faut patienter pas moins de six mois pour recevoir de l'étranger des produits qui permettraient d'agir au moment où les cas d'urgence se déclarent ? Une situation déclinable à l'infini qui sape tout effort de proactivité.

So nothing damning there. As the Commissioner General reminds us the partners still provide precious support.

A fortiori in a country shaken by conflict, also suffering the full force of economic sanctions! Moreover, while on the subject Suleiman Abdul Rahman Suleiman doesn't fail to mention the indirect and direct consequences: No provision of humanitarian aid without transport. No transport without maintenance. No maintenance without spare parts. ***"For example, our country has seen its railway network drastically reduced, a mode of transport that is highly valued for its low cost and territorial coverage. This is forcing towards maritime and road transport. A more costly solution that also involves essential products not being readily available, insufficient amounts and higher costs in emergencies"***.

This doctor by profession laments having observed a recurrence and more significant spread of epidemic diseases over the course of the last five years, due to insufficient prophylactic tools and drugs needed to treat a specific area massively in a given timeframe. How are you supposed to prevent the preventable when you have to wait at least six months to receive the products you need at the time of the emergency from abroad? An infinitely adaptable situation that undermines every effort at proactivity.

© EU Humanitarian Aid and Civil protection

THE PARTNERS STILL PROVIDE PRECIOUS SUPPORT

© EU Humanitarian Aid and Civil protection

© EU Humanitarian Aid and Civil protection

Certes, le représentant de la CAH admet que le pays ne touche pas complètement le fond grâce aux aides de la communauté internationale mais constate, que ce soit en matière de santé ou en ce qui concerne les autres filières relevant de l'entité, que l'embargo condamne toujours à se démener pour éviter le pire sans jamais bénéficier du meilleur. Tandis que les Soudanais souffrent. Invariablement.

Of course, the CAH representative admits the country has not hit rock bottom thanks to aid from the international community but states that, in relation to health and other sectors falling within the body's remit, the embargo is still forcing the country to struggle to avoid the worst without ever benefiting from the best. While the Sudanese people suffer, invariably.

© D. Stanley

© EU Humanitarian Aid and Civil protection

Le commissaire général, qui s'irrite de voir l'aide humanitaire s'embourber dans *« un jamais mieux permanent »*, laisse fuser les questionnements : Pourquoi les sanctions sur le Sud-Soudan, lequel faisait partie du Soudan, ont-elles été levées alors qu'elles ne l'ont pas été sur son « pays-mère » ? Pourquoi cet embargo alors que le pays coopère avec la communauté internationale aux niveaux régional et international dans la lutte contre le terrorisme ? Pourquoi punir un pays membres des Nations unies qui, en tant que tel, reçoit régulièrement des fonds qui lui sont destinés en provenance des agences onusiennes ?

Et, à juste titre ! Surtout quand le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires en charge du Soudan martèle que ***« la priorité de la communauté humanitaire reste de faire en sorte que la population reçoive immédiatement l'aide et la protection indispensables à sa survie »***. Au train où vont les choses, on n'en est plus à une contradiction près… ■

The Commissioner General, who gets angry when he sees humanitarian aid bogged down in a permanent lack of improvement, has many questions: Why lift the sanctions on South Sudan, which was part of Sudan, when they haven't been lifted on its "mother country"? Why this embargo when the country is cooperating with the international community on a regional and international level in the fight against terrorism? Why punish a country that is a member of the United Nations, which, as such, regularly receives funds from UN agencies?

And rightly so! Especially when the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs in charge of Sudan drums out ***"the priority of the humanitarian community is ensure that the people receive the immediate aid and protection needed for their survival"***. The way things are going, that's almost a contradiction… ■

JOHN HURSH

enough

ENOUGH PROJECT

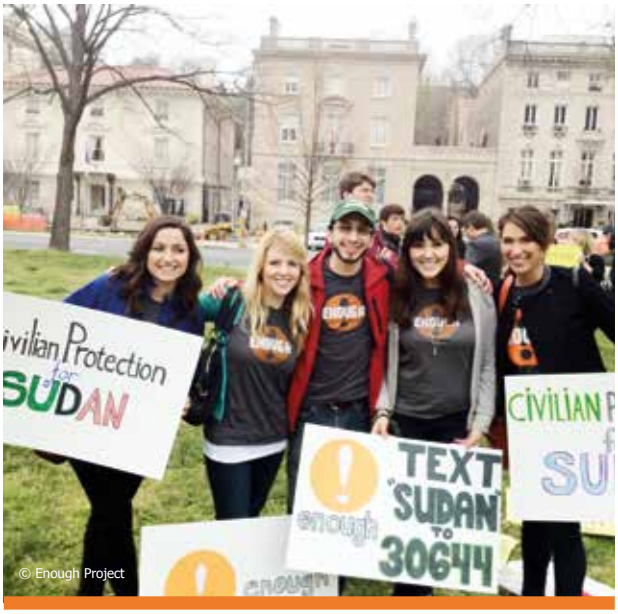
par JLB

“MIEUX CIBLER LES CACIQUES DU RÉGIME”

“BETTER TARGETING THE REGIME INSIDERS”

54 États : Pouvez-vous vous présenter ainsi que nous expliquer les activités d’Enough Project ?

John Hursh (J. H.) : Je travaille en tant qu’analyste politique chargé du Soudan au sein d’Enough Project. Enough Projet est une entité qui a pour objectif de mettre fin au génocide et aux crimes contre l’humanité. Nous nous focalisons sur les conflits les plus meurtriers de l’Afrique de l’Est et de l’Afrique centrale, y compris ceux qui agitent le Soudan, le Soudan du Sud, la Centrafrique ou la RDC. Le fondateur d’Enough, John Prendergast a été en charge des affaires africaines du Conseil national de sécurité sous l’administration Clinton. Lui et Gayle Smith, qui a récemment été confirmée à la tête de l’*United States Agency of International Development* (USAID), ont fondé Enough en 2007. Notre stratégie consiste à exercer une pression pécuniaire en coupant les moyens financiers essentiels aux criminels et « facilitateurs » de guerre pour mettre un terme aux conflits et rétablir la paix.



54 États: Can you please introduce yourself and the Enough Project?

John Hursh (J. H.): My name is John Hursh. I am a Policy Analyst at the Enough Project, where I focus on Sudan. The Enough Project is an organization dedicated to ending genocide and crimes against humanity. Enough focuses on the deadliest conflicts in East and Central Africa, including conflicts in Sudan, South Sudan, Central African Republican, and Democratic Republic of Congo. Enough’s founder, John Prendergast served as Director of African Affairs for the National Security Council during the Clinton Administration. He and Gayle Smith, recently confirmed as the head of the United States Agency of International Development (USAID), established Enough in 2007. Enough’s current strategy focuses on using financial pressure to end conflict and secure peace by cutting off the economic lifelines that perpetrators and conflict enablers use to fund their operations.

54 États : Diriez-vous que la levée de ces sanctions serait nécessaire ?

J. H. : Cela pourrait être une bonne chose mais les mesures et politiques du gouvernement soudanais annuleront certainement tous les effets positifs découlant d'une telle levée. Cependant, les sanctions américaines à l'encontre du Soudan sont désormais « dépassées ». Instauré en 1997, ce régime de sanctions globales ne présente plus depuis longtemps aucun intérêt pour les décideurs politiques américains et des experts. À bien des égards, il s'apparente peu aux sanctions ciblées et autres outils financiers développés par les experts gouvernementaux du *State and Treasury Departments* il y a environ une décennie. En ce sens, lever ou atténuer les sanctions existantes s'avèrerait quelque peu inapproprié par rapport aux bénéfices que procurerait une approche plus moderne. Cela permettrait un meilleur ciblage des membres du régime et des « facilitateurs » des conflits tout en allégeant le fardeau du peuple soudanais qui souffre déjà suffisamment de l'oppression du régime.

54 États: Would you say the lifting of these sanctions is a good or useful thing?

J. H.: We would say that the lifting of these sanctions could be a good thing, but the Sudanese government's actions and policies likely offset any positive gains that this lifting could have. Still, the current U.S. sanctions regime towards Sudan is outdated. Implemented in 1997, this comprehensive sanctions approach has long fallen out of favor with U.S. policymakers and sanctions experts. In many ways, this approach barely resembles the targeted sanctions and financial tools that government experts working at the State and Treasury Departments have developed in the last decade or so. In this sense, lifting or easing these sanctions is somewhat irrelevant compared to the benefits that a modernized sanctions approach would have on Sudan – both in terms of better targeting the regime insiders and conflict enablers as well as easing the burden on the Sudanese people already suffering under this oppressive regime.

> "THE U.S. GOVERNMENT ALLOCATED NEARLY $283 MILLION TO SUDAN IN FISCAL YEAR 2015/2016"

© US Dpt of State

54 États : Selon vous, qui pâtit le plus de ces sanctions, le gouvernement ou la population ?

J. H. : Les sanctions actuelles affectent autant le gouvernement du Soudan que le peuple soudanais ! Les sanctions touchent indubitablement le régime comme en témoignent sa politique étrangère et sa campagne médiatique en faveur de leur allègement ou de leur retrait. Au cours des dernières années, le régime a fait du retrait des sanctions la priorité de sa politique étrangère, usant de différentes voies pour imputer les déboires économiques du pays aux sanctions plutôt qu'aux politiques gouvernementales malavisées. Néanmoins, les caciques du régime auront su exploiter les lacunes et les techniques de lutte contre l'embargo afin de saper son effet coercitif, que ce soit en « délocalisant » leur argent ou en établissant des liens avec des banques leur permettant de placer leurs gains mal acquis dans le système financier international.

Cela contraste violemment avec ce que vivent les Soudanais qui ne peuvent généralement pas se soustraire aux effets des sanctions. Il me semble aussi important de se souligner que le gouvernement soudanais a mis sur pied l'une des économies les moins efficaces et les plus corrompues de la planète. *Transparency International* a classé le Soudan au 4e rang des pays les plus corrompus au monde en 2015 dans son *Corruption Perceptions Index* tandis que près de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, tel que défini par la Banque mondiale. Cette partie des Soudanais ressent certainement les effets macroéconomiques des sanctions, lesquels sont significativement, sinon entièrement, éclipsés par les agissements violents du régime et sa mauvaise gestion économique. Ce ne sont pas les sanctions qui ont poussé le régime à déplacer de millions de personnes ou à consacrer près de 70 % de son budget actuel à des dépenses militaires ou liées à la sécurité, alors même que les secteurs de la Santé, de l'Enseignement ou des Infrastructures sont largement sous-développés. Ce sont ces actions, entreprises par le régime, qui se répercutent négativement sur la population.

Georges Clooney and John Prendergast, Enough's founder

54 États : Pensez-vous que l'embargo constitue un bon moyen de pression vis-à-vis des autorités soudanaises ?

J. H. : Le moyen de pression le plus efficace à utiliser face au régime serait la mise en œuvre d'une approche moderne combinant des sanctions ciblées et sectorielles, lesquelles exerceraient une pression sur les mauvais acteurs du régime et les « facilitateurs » de conflits qui aident les personnes et entités à se soustraire aux sanctions. Une telle approche peut forcer le régime à devenir moins belliqueux. Le programme de sanctions contre l'Iran, élaboré par le *State and Treasury Departments* et appliqué entre 2010 et 2013, en est la meilleure illustration. La pression économique subséquente a incité le gouvernement iranien à venir à la table des négociations, ce qui a finalement donné lieu à un accord sur la fin du programme d'armes nucléaires. Comme le Soudan, l'Iran a été soumis à un régime exhaustif de sanctions, et dans une large mesure, en ressent encore les conséquences. Le gouvernement américain a promis d'alléger ces sanctions en contrepartie du changement d'attitude des autorités iraniennes. Une approche similaire pourrait pousser les dirigeants soudanais à enfin mettre un terme aux conflits armés internes qui ravagent le pays et à ouvrir la voie à un processus de paix inclusif et crédible.

54 États: Would you say the sanctions have a real impact on the government itself or on the people?

J. H.: The current sanctions impact both the government of Sudan and the Sudanese people. The sanctions undoubtedly affect the regime, as evidenced by their foreign policy and media push to ease or remove the sanctions. Over the past year, the regime has made sanctions removal its primary foreign policy objective, utilizing a variety of creative ways that blame the country's economic woes on sanctions rather than on the government's misguided policies. However, regime insiders have used loopholes and sanction-busting techniques to undermine the coercive effect of sanctions, such as offshoring their money and finding correspondent banks that allow them to place their ill-gotten gains in the international financial system.

In stark contrast, the Sudanese people generally cannot evade the effects of the sanctions. It is also important to remember that Sudan's government has allowed for the creation of one of the least efficient and most corrupt economies in the world. Transparency International ranked Sudan the fourth most corrupt country in the world in its 2015 Corruption Perceptions Index and nearly half of the Sudanese population lives below the international poverty line, as defined by the World Bank. This part of the Sudanese population certainly feels the overarching macroeconomic effects of the sanctions, but these effects are significantly if not entirely overshadowed by the violent acts of the regime and its economic mismanagement. For example, sanctions did not cause the regime to displace millions of its own people or to allocate perhaps as much as 70 percent of the current state budget towards military and security spending, while also massively underdeveloping its health, education, and infrastructure sectors. These actions, undertaken by the regime, create the real negative impacts on the Sudanese people.

54 États: Do you think an embargo is a good way of pressuring Sudanese authorities or not?

J. H.: The more effective way to pressure the regime is a modernized approach to sanctions that uses a variety of targeted and sectoral sanctions to create pressure on the bad actors within the regime, as well as the conflict enablers that help these individuals and entities evade sanctions. This approach can create pressure that compels the regime to behave less belligerently. Here, the best example is probably the Iranian sanctions program that the U.S. Department of Treasury developed and applied between 2010 and 2013. This creative program created the economic pressure that ultimately drove the Iranian government to the negotiating table and eventually led to its agreement to end its nuclear weapons program. Like Sudan, Iran faced, and to a large extent still faces, a comprehensive sanctions regime, but the U.S. government pledged to ease key parts of these sanctions provided the Iranian leadership changed its behavior. A similar approach could force the Sudanese leadership finally to end the internal armed conflicts that have ravaged the country and set it on a path towards an inclusive and credible peace process.

"LES EFFETS DE L'EMBARGO SONT ÉCLIPSÉS PAR LES AGISSEMENTS VIOLENTS DU RÉGIME."

54 États : Diriez-vous que la levée des sanctions sur les nouvelles technologies a amélioré la vie quotidienne des Soudanais ?

J. H. : Il est difficile de dire si cette levée s'est traduite par une amélioration de la vie quotidienne des Soudanais. Nous espérons que tel a été le cas mais les actions du régime minimisent les éventuelles avancées positives induites. De manière générale, le refus du gouvernement soudanais de publier des informations économiques fiables ou la transmission d'informations partielles induisant parfois en erreur les politiciens, les décideurs politiques, les officiels et les chercheurs compliquent l'évaluation de l'effet des sanctions.

54 États : Toutefois, un an après la levée de ces sanctions, qu'est-ce qui a pu changer dans la vie quotidienne ?

J. H. : Peu de choses, malheureusement. Ainsi, l'an passé, le gouvernement a remporté des élections fortement décriées que beaucoup ont jugées comme étant non libres et non équitables. Ajoutez à cela, le lancement d'un Dialogue national boycotté par la véritable opposition du fait de leurs inquiétudes quant à la crédibilité et légitimité du processus. Parallèlement, le gouvernement continue de priver les civils d'une aide humanitaire fournie sous forme de vivres et d'équipements dont ils ont désespérément besoin alors même qu'ils poursuit ses bombardements à l'aveugle dans le Kordofan du Sud et le Nil Bleu. De la même manière, la campagne militaire du gouvernement menée dans le centre du Darfour en janvier 2016 a engendré le déplacement de plus de 100 000 personnes et a donnée lieu à de nombreuses allégations d'assassinats, de viols et de pillages. Sur le plan économique, le régime dépense des sommes astronomiques dans l'armée et la sécurité, alors même que les autorités refusent tout commerce transfrontalier avec le Soudan du Sud. Dans ce contexte, tout bénéfice qui pourrait découlé de la levée des sanctions est détruit par les décisions militaires et économiques du régime.

54 États: Would you say the lifting of technology sanctions have improved the daily life for Sudanese people?

J. H.: It is hard to say whether easing this particular aspect of the overall sanctions regime has improved the daily lives of the Sudanese. We are hopeful that it has, but the regime's actions likely undermine any positive gains that this lifting could have had. In general, it is difficult to measure the effect of sanctions, as well as their lifting, because the Sudanese government refuses to publish relevant economic information or provides partial information sometimes in a manner that misleads policymakers, officials, and researchers.

54 États: One year after, what has changed in daily life, regarding the lifting of these sanctions?

J. H.: Unfortunately, the answer again is probably very little. In the last year, we have seen the government win an election criticized by many for not being free and fair and beginning a national dialogue process that all meaningful opposition refused to participate in due to their concerns over the credibility and legitimacy of this process. At the same time, the regime continues to deny humanitarian assistance to civilians in desperate need of food and supplies, while maintaining an indiscriminate bombing campaign throughout South Kordofan and Blue Nile. Likewise, the government's January 2016 military campaign in Central Darfour has displaced more than 100,000 people and led to numerous allegations of murder, rape, and looting. Economically, the regime massively overspends on military and security, while refusing to allow trade through its border with South Sudan. In this context, the regime's military and economic decisions swallow up any small gains that lifting these sanctions could have brought.

54 États : D'après vous, pourquoi les États-Unis ont-ils décidé de lever ces sanctions spécifiques et pas d'autres?

J. H. : Le gouvernement des États-Unis n'a eu de cesse de réitérer son soutien au peuple soudanais, et ce en dépit de sa position très critique, à juste titre, envers le régime. Ainsi l'Agence des États-Unis pour le développement international (*United States Agency for International Development* : USAID) reste le plus grand donateur en terme de projets humanitaire et de développement au Soudan. Entre le Département d'État américain et l'USAID, le gouvernement américain a alloué au Soudan près de 283 millions de dollars au cours de l'exercice 2015-2016. Nous pensons que le gouvernement américain est disposé à lever ou alléger certaines sanctions qui affectent négativement la vie de la population, à condition toutefois que cette décision ne permette pas au régime soudanais de davantage exploiter les lacunes ou contourner les sanctions. Cette levée spécifique est une preuve du volontarisme du gouvernement américain et coïncide avec des mesures similaires prises envers l'Iran et Cuba, deux pays où une opposition très forte a finalement cédé à la pression américaine. Ce qui a abouti à la conduite sérieuse de discussions diplomatiques et d'un dialogue politique. Nous espérons obtenir un résultat similaire avec le gouvernement soudanais, tout en restant convaincu que le gouvernement américain continuera à soutenir son peuple.

54 États: Why, according to you, has the U.S. decided to lift these specific sanctions and not others?

J. H.: The U.S. government has consistently reiterated its support of the Sudanese people, despite its rightfully critical position towards the regime. For example, USAID remains the largest donor for development and humanitarian projects within Sudan. Between the U.S. State Department and USAID, the U.S. government allocated nearly $283 million to Sudan in fiscal year 2015– 2016. We think that the U.S. government is ready and willing to ease or lift the sanctions that negatively impact the lives of the Sudanese people, provided these acts do not also allow the regime to further exploit loopholes and engage in sanctions evasion. This lifting further demonstrates this willingness and coincides with similar U.S. government action taken towards Iran and Cuba, two instances where hardened opposition eventually gave in to U.S. pressure and engaged in meaningful diplomatic discussion and political dialogue. We are hopeful for a similar outcome with the Sudanese government, while also remaining confident that the United States government will continue to support the people of Sudan.

© Enough Projet

"TO US, THE PRIORITY SHOULD NOT BE ON LIFTING SANCTIONS."

54 États : Si les sanctions devaient être allégées, quels secteurs devraient prioritairement en bénéficier ?

J. H. : Pour nous, la priorité ne devrait pas être de lever les sanctions mais plutôt de les renforcer à l'égard des élites politiques, militaires et celles issues du secteur de la sécurité qui profitent de la corruption et de la violence nourries depuis plus de 25 ans par un pouvoir autoritaire et violent. En revanche, le gouvernement américain devrait immédiatement se préoccuper des préjudices que les sanctions actuelles occasionnent en ce qui concerne les secteurs humanitaire et médical mais également les activités universitaires et les échanges interpersonnels. Les États-Unis peuvent prendre des mesures pour permettre aux citoyens soudanais de se procurer des biens et services issus de ces secteurs. À mon avis, la meilleure approche en ce qui concerne les sanctions américaines imposées au Soudan combinerait un durcissement des sanctions à l'encontre des élites et entités, tel que le *National Intelligence and Security Services*, tout en allégeant la pression exercée sur le peuple soudanais. ■

54 États: Is the lifting giving you hope for the next lifting of sanctions applied on other sectors? What would be the priority, according to you?

J. H.: To us, the priority should not be on lifting sanctions. The priority should be on tightening sanctions on the political, military, and security elites within the regime that benefit from the corruption and violence that the regime has fostered over its more than 25 years of violent and authoritarian rule. At the same time, the U.S. government should work immediately to address how the existing sanctions harm the medical sector and humanitarian efforts, as well as peopleto-people and academic activities. There are steps that the U.S. government can take to make it easier for the Sudanese people to obtain goods and services related to these activities. I think that this combination of tightening sanctions on regime elites and entities such as the National Intelligence and Security Services, while also easing the pressure on the Sudanese people is the best way for the U.S. government to improve its current sanctions approach towards Sudan. ■

MISS Z.

L'ÉTUDIANTE QUI RÊVE SANS PLUS TROP Y CROIRE.

A STUDENT WITH DREAMS… WHILE NOT BELIEVING IN THEM TOO MUCH.

par Sandra Wolmer

© 54 États

ELLE AIME SE FAIRE APPELER *L'AMBITIEUSE* OU *MISS Z*. SES CAMARADES ONT PRÉFÉRÉ L'AFFUBLER DES SOBRIQUETS *LA FOFOLLE* OU *LA BAVARDE*… SA BELLE VOLUBILITÉ ET SPONTANÉITÉ Y SONT À COUP SÛR POUR BEAUCOUP… DANS L'ENCEINTE MÊME DE SON ÉTABLISSEMENT, SON TÉLÉPHONE PORTABLE ET SES FEUILLES DE COURS À LA MAIN, ELLE N'HÉSITE D'AILLEURS PAS À SE LIVRER. *CONNECTÉE,* COMME TOUS LES JEUNES DE SON ÂGE, ET NE BOUDANT PAS SON PLAISIR, ELLE PROLONGE LA FURTIVITÉ DE CE PREMIER CONTACT, QUELQUES CLICS AIDANT, POUR SE CONFIER PLUS AMPLEMENT.

SHE LIKES TO BE CALLED *MISS AMBITIOUS* OR *MISS Z*. HER FRIENDS, THOUGH, PREFER THE MONIKER *NUTTY* OR *CHATTY*… HER DELIGHTFUL TALKATIVENESS AND SPONTANEITY CERTAINLY ACCOUNT FOR THAT… BUT EVEN WHEN IN HER OWN SPACE, HER MOBILE PHONE AND COURSE-NOTES IN HAND, SHE NEVER FAILS TO DELIVER. CONNECTED, LIKE EVERY YOUNG PERSON OF HER AGE, AND NOT WANTING TO PASS UP AN OPPORTUNITY, SHE'S KEEN TO TALK TO US, BACKED UP BY SOME HELPFUL CLICKS, TO TELL US MORE ABOUT HERSELF.

« Ma vie d'étudiante soudanaise n'est rythmée que par les études. Je me lève à 5 ou 6 heures du matin et me prépare pour aller à la fac. J'assiste aux cours magistraux même si certains d'entre eux ne m'intéressent absolument pas. Toutes les minutes, je zyeute ma montre. J'attends impatiemment que ma journée s'achève pour pouvoir rentrer chez moi et me mettre à travailler. À vrai dire, mon quotidien d'étudiante est chiant à mourir ! Rien d'intéressant. Rien d'excitant. Je veux dire par là que tout cela manque de piment, de compétitions avec d'autres universités ou d'opportunités permettant de faire valoir ses talents. À l'exception du festival culturel de notre établissement, tout n'est que révisions, cours magistraux, TD, révisions, cours magistraux, TD… Toujours la même routine ! Rien de nouveau, rien de différent sous le soleil de Khartoum ! J'ai hâte de finir mes études universitaires le plus vite possible pour pouvoir entrer dans la vie active ». Qu'est-ce qui distingue donc cette jeune soudanaise de 18 ans, au quotidien estudiantin des plus communs, d'un étudiant lambda ? Son anti-américanisme inné ? Non.

« Ce que je pense des Américains ? Je les adoooore ! J'aime leur manière de parler, j'aime leurs films, leurs émissions TV, leurs programmes scolaires, leurs chansons, leur nourriture, leur mode de vie, j'aime tout chez eux ! Ils sont incroyables ! » Son désir d'évasion ? Non.

« Mon envie d'aller à l'étranger ? J'espère pouvoir vivre de nombreuses expériences et m'enrichir en voyageant. Vivre dans un nouveau lieu aide à se construire et à se structurer. Vous découvrez de nouvelles personnes, de nouvelles cultures. Tout est nouveau. Vous vous faîtes de nouveaux amis. Chaque jour, vous apprenez et explorez de nouvelles choses. Cela facilite la communication. Et communiquer c'est important. J'espère donc changer et m'améliorer, en devenant plus expérimentée, plus instruite et en gagnant en confiance ». Comme nous le rappelle très justement *Miss Z*, la réponse se niche évidemment ailleurs… La *soudanité de* son train-train tient, aussi et surtout, à une réalité qui la dépasse :

© 54 États

© 54 États

"My life as a Sudanese student is nothing but studying. I wake up in the morning around 5 or 6 am, then I get ready for college, go to lectures even though I don't like some of them and check my watch every few minutes waiting for the day to be over so I can go home and do what needs doing. Frankly speaking, my life as a student is very boring and nothing is interesting or exciting. As opposed to what? As opposed to competitions with other universities or any opportunity to show my talents. Apart from our university cultural festival, our school year is study, lectures, labs, study, lectures, labs... the same routine over and over again. Nothing new, nothing different. All I think about is just finishing college as fast as possible and then getting a job." What makes this young 18-year-old Sudanese student different from any other? Her innate anti-Americanism? No. ***"My feelings about American people? I love them! I like their way of speaking, their movies, their TV shows, their school programs, their songs, their food, their lifestyle, I like everything about them, they're awesome."*** Her desire to get away from it all? No ***"What about my desire to travel abroad? I expect to get a lot of experiences and life skills travelling. Living somewhere new helps you build and structure yourself. You deal with different people, different cultures. Everything is new. You make new friends. Every day you learn and explore new things. This helps you to communicate with people. Communicating is one of the most important skills. So I expect to improve myself, to change and to get better, by which I mean more experienced, more confident and more educated."*** As we rightly know of Miss Z., the real answer clearly lies elsewhere... The stupefying *"soudanité"* [1] of her daily grind suggests a wider reality..:

[1] *The fact of being Sudanese*

"THEY KILLED MY DREAM!"

« Ma perception de l'embargo ? Ça craint ! Nous sommes privés de tout un tas de choses qui pourraient nous aider à nous construire et à bâtir notre pays. Nous sommes privés d'équipements, de technologies spécifiques et modernes, de médicaments qui peuvent soigner les gens et sauver des vies. Nous sommes privés de tellement de bonnes choses. Tout est tellement cher ici, tellement cher ! Les gens ne peuvent même pas s'offrir des produits de base. La semaine dernière, par exemple, j'ai acheté une lotion. Son prix qui, en une semaine avait plus qu'augmenté, m'a dégoûtée ! Je l'ai dit au commerçant qui m'a répondu en souriant : « Tu sais comment ça se passe ici ! » J'ai donc pris une autre lotion que je pouvais me permettre d'acheter, moins chère et évidemment de moins bonne qualité que celle que je voulais au départ. Pour la nourriture, c'est exactement la même chose ! J'ai voulu acheter un yaourt. Il était hors de prix ! Sérieusement, vous vous rendez compte ? Même la nourriture est trop chère ! De plus en plus de vols sont commis par des gens biens. Ils finissent par voler car la vie est devenue dure. Encore heureux, pour l'instant, il n'y pas d'agressions physiques. Mes parents me disent souvent qu'avant, lorsque nous n'avions pas ces problèmes avec les États-Unis, la vie était plus facile ! Tout était disponible. Ce n'est pas de notre faute à nous les civils si les Américains nous détestent, alors pourquoi devons-nous en payer le prix ? J'ignore quel est exactement le problème et j'ignore qui est fautif dans cette histoire, mais cela justifie-t-il vraiment ce que les Soudanais subissent ? »

À une réalité qui plombe ses aspirations :

"What do I think of the embargo? I think it sucks! It prevents us from doing a lot of things that could help us to build ourselves and our country. It stops us from buying modern, specialized equipment and devices, drugs that can cure people and save lives, and so much other good stuff. Everything is so expensive here. I mean like so expensive! People can't afford the basics. Just last week I went to buy some lotion and was shocked when I saw the price. I asked the retailer why the price had gone up so much. He said sorry, you know how things go here. So I bought a different lotion. One I could actually afford but that wasn't as good. A similar thing happened when I went to buy yogurt, it was expensive, can you imagine? Even food is expensive. Even good and honest people resort to robbery. People turn into criminals because life here is tough. The good thing is that people don't hurt each other physically. My parents often tell me that, in the past, when there weren't any problems with us and Americans, life was so easy! Everything was available. It's not even our fault that Americans hate us, so why should civilians pay? Why should we pay? I don't know what our problem is with America exactly and I don't know whose fault it is, but is it really worth it?"

A reality that kills her aspirations:

© 54 États

« Comment j'imagine mon avenir ? Bonne question. Il y a un an, je me voyais travailler dans un grand pays, à mettre au point ou découvrir des médicaments, à aider les gens. Mais aujourd'hui, lorsque je me projette, je me vois comme une femme au foyer s'occupant de son mari et de ses enfants. Pourquoi ? Parce qu'ils ont tué mes rêves. Je suis tombée de si haut en allant à la fac. J'avais des envies mais la réalité m'a rattrapée. J'ai été atterrée lorsque j'ai découvert notre laboratoire. J'ai été scandalisée de me rendre compte que j'allais finalement finir simple vendeuse. J'ai été bouleversée de constater que mes rêves ne se concrétiseraient pas. Pourquoi ? Parce qu'ici les gens ne vous permettent pas de rêver. Si tu veux intégrer une société, tu dois te bouger pour y arriver. Mais finalement dans quel but ? Pour rester ici, dans ce pays ? Mieux vaut épouser un homme qui me sorte de cette existence ennuyeuse. Mes rêves sont morts. La fille pleine d'ambition, pleine d'espoir pense désormais mariage. Il y a deux ans encore, cette idée ne m'aurait jamais traversé l'esprit. Mais ça c'était avant que je ne découvre que même diplômée ma vie ne rimerait à rien. Je veux dire par là, qu'il n'y a aucune différence entre une fille instruite et non instruite puisqu'elles ont pour débouché commun celui de rester cloîtrée à la maison avec les enfants, de cuisiner et faire le ménage… 75 % des filles ont renoncé à leur carrière après s'être mariée, alors pourquoi s'embêter ? » Malgré cette lucidité portée sur des perspectives ô combien moroses, notre jeune soudanaise ne veut pas pour autant pas jeté définitivement ses desiderata aux oubliettes :

"How do I see my future? Good question! A year ago I pictured myself working in a big, famous country, developing new drugs, helping people, but now I see myself as a housewife, looking after my husband and my kids. And you know why? Because they've killed my dreams, I became so disappointed when I went to college, I had different expectations but the reality hit me! I was so shocked when I entered my lab, so shocked when I realized that I was going to end up selling drugs in a pharmacy like any other shopkeeper. I was so shocked when I discovered that my dream wouldn't come true, and you know why? Because people here don't let you dream. You want to work in a company ? You have to work your ass off to get the job and for what? To stay here in this country? I'd rather marry someone who could save me from this boring tedious life. My dreams have died, the girl so full of ambition, so full of hope, is now thinking of marriage, the thought hadn't crossed my mind two years ago, until I discovered how stuck and messed up my life would be when I graduate. I mean there's no difference between an educated and uneducated woman if they're both trapped at home with the kids, cooking, cleaning... whatever. 75% of girls here ditch their career when they get married, so why bother?" Despite this lucidity brought on by so many dismal prospects, our young Sudanese hasn't completely thrown her ambitions out the window:

© 54 États

« Malgré tout, j'ai encore l'envie de travailler. Je souhaite toujours concevoir des médicaments, c'est mon rêve ! Je rêve réellement et de toutes mes forces de me réveiller le matin pour préparer le petit déjeuner pour mes amours de mari et enfants, de déposer mes chérubins à l'école, de filer au boulot pour me consacrer toute la journée à mes activités professionnelles, de retrouver le soir ma famille, de jouer avec mes enfants et de les questionner sur le déroulement de leur journée, de leur préparer le souper et de les coucher. C'est ainsi que j'imagine ma vie. Comme une personne qui est à la fois une femme active accomplie et une mère comblée par ses enfants et son mari aimant ». On ne répond pas pour rien au doux surnom d'*Ambitieuse*… ■

"I still want to work in a company and develop drugs, that's my dream. My real, wonderful dream is to wake up in the morning, make breakfast for my wonderful husband and kids, drive the kids to school then head off to work and work hard – after work, go back home to my family, play with my kids, ask them about school, make dinner and put them to bed, that's how I picture my life, as a successful woman with a couple of kids and a caring husband." Not for nothing is she called Miss Ambitious... ■

COVER

SUDAN AIRWAYS ECONOMIC CRASH

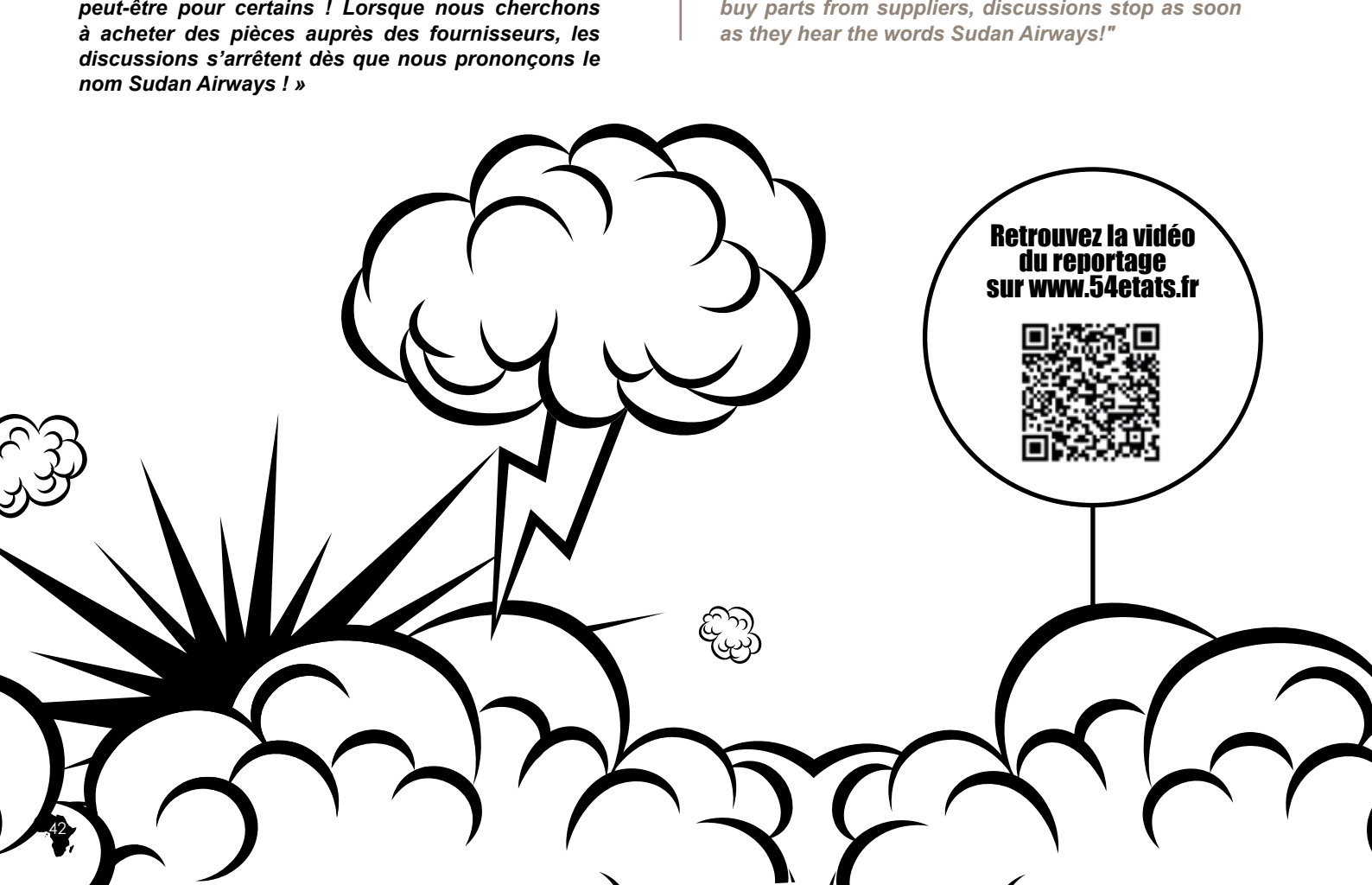
par Hervé Pugi

En juillet 2015, un avion de la Sudan Airways était accueilli par des canons à eau sur le tarmac de l'aéroport d'Abu Dhabi. Histoire de célébrer une nouvelle liaison entre Khartoum et les Émirats arabes unis. Dans les locaux de la compagnie aérienne nationale soudanaise, l'heure n'est pourtant pas à la fête. Reportage.

Dans la lourde chaleur du printemps naissant, les ateliers de *Sudan Airways* voient quelques employés œuvrer fébrilement avec les moyens du bord. Résigné, dégoûté en vérité, l'un des cadres de la compagnie pointe du doigt une rangée de moteurs déposés sur des établis tout en commentant : ***« Ils sont là depuis 4 ou 5 ans, 10 peut-être pour certains ! Lorsque nous cherchons à acheter des pièces auprès des fournisseurs, les discussions s'arrêtent dès que nous prononçons le nom Sudan Airways ! »***

In July 2015, a Sudan Airways airplane was greeted by water cannons on the tarmac at Abu Dhabi airport. A celebration of the new relationship between Khartoum and the United Arab Emirates. At the offices of the Sudanese national airline company, however, not a time for festivities. A report.

In the heavy heat of early spring, at the Sudan Airways workshops, employees are working feverishly with limited means. Resigned, actually disgusted, one of the company managers points a finger at a rack of engines left on workbenches, saying: ***"They've been there 4 or 5 years, some of them maybe even 10! When we try to buy parts from suppliers, discussions stop as soon as they hear the words Sudan Airways!"***



Retrouvez la vidéo du reportage sur www.54etats.fr

Un peu plus loin, dans un local technique poussiéreux, la même incrédulité se lit dans les yeux des techniciens présents : ***« Tout ce qui est ici est conçu selon les standards occidentaux. Nous ne pouvons pas réparer les machines, les équipements, les composants. Tout ce que nous avons ici est américain. Nous manquons de formations et de pièces détachées. Bref, nous sommes en train de fermer. »*** Sur le tarmac, si certains s'affèrent autour du seul Fokker encore en activité (sur les cinq que compte la compagnie), une casse improvisée surnommée le « cimetière » accueille toute sorte d'appareils en partie désossés.
Dans un secteur comme celui des transports, la notion de sécurité est logiquement censée primer sur toute autre considération. Alors, mieux vaut laisser un Boeing cloué au sol plutôt que revivre les drames de 2003 ou 2008 qui avaient vu au total près de 150 personnes perdre la vie dans des crashs. Ce qui n'empêche pas quelques appareils douteux de s'envoler chaque jour pour assurer certaines liaisons intérieures indispensables dans un pays de 1 886 000 km².

Further along, in a dusty technical room, you see the same incredulity lights in the eyes of the technicians: ***"Everything here is designed to Western standards. We can't repair the machines, equipment, components. Everything we have is American. We don't have the training or the spare parts. In short, we're in the process of closing down."*** On the tarmac, although some are busy on the single Fokker that is still working (of the five that the company has), an improvised scrapyard dubbed the "graveyard" has all sorts of partially stripped down machines.

In a sector such as transport, the notion of security logically takes precedence over all other considerations. So, better to leave a Boeing grounded that revive the drama of 2003 or 2008 which saw almost 150 people lose their lives in crashes. Which doesn't prevent some dubious planes from taking off every day to fly domestic routes, unavoidable in a country that covers 1,886,000 square kilometres.

© Colin Cook

Du coup, pour assurer ses vols, *Sudan Airways* n'a guère eu d'autre choix que de se tourner vers la location d'appareils auprès de ses... concurrents. C'était toutefois sans compter sur le gendarme américain qui, en décembre 2015, a infligé une amende de 140 000 dollars à la compagnie *EgyptAir* pour violation des sanctions économiques entre août 2010 et février 2011. Makkawi Mohamed Awad analyse cette décision sous un prisme politique : ***« Le montant de l'amende lui-même n'est pas un problème pour l'Égypte. Ce qui l'est bien plus c'est le message derrière cette sanction : n'allez pas traiter avec les Soudanais ! »***
Loin de ce genre de considérations, dans les ateliers de *Sudan Airways*, rares sont les sourires. Un homme se livre : ***« Nos salaires n'augmentent pas et, avec cet embargo, l'inflation galope et les prix s'envolent. Les fins de mois sont difficiles »*** puis, un brin gêné, il ajoute : « ***J'ai emprunté de l'argent ce matin pour faire un plein d'essence et venir au travail. »*** Sans avoir trop l'air de savoir pourquoi... ■

So, to ensure that it can fly, Sudan Airways has no choice but to lease planes from its... competitors. That was without counting on the US oversight authorities, in December 2015, fining EgyptAir 140,000 dollars for violating economic sanctions between August 2010 and February 2011. Makkawai Mohamed Awad analyses this decision through a political prism : ***"The actual size of the fine is not a problem for Egypt. What is more so is the message behind this sanction: don't go dealing with the Sudanese!"***

Far from these types of considerations, in the Sudan Airways workshops, there are few smiles. A man is grumbling: ***"Our pay isn't going up and, with this embargo, there is galloping inflation and prices skyrocketing. Month-ends are tough."*** Then, slightly embarrassed, he adds : ***"I had to borrow money this morning to fill up the car and get to work."*** Without seeming to know why... ■

Un ministre qui bricole...

par Hervé Pugi

« Vous pensez vraiment que le président el-Béchir prend le bateau ? », interroge Makkawi Mohamed Awad avant de lâcher, un sourire faussement naïf aux lèvres, « ***il a son propre avion ! Vous le savez, non ?*** » Le ministre des Transports, en tout cas, est lui bien placé pour le savoir comme il est le témoin privilégié du crépuscule de certains fleurons nationaux : *Sudan Airways*, *Sudan Railways* et *Sudan Shipping Line*. « ***C'était de grandes compagnies pas seulement au Soudan mais dans toute l'Afrique »***, explique celui qui s'occupait voilà peu du portefeuille du pétrole. Le ministre, exaspéré, interpelle à nouveau : ***« Quel intérêt à détruire ces sociétés ? Parce qu'elles dépendent du gouvernement ? Cela ne répond strictement à aucune logique ! »***

De fait, Makkawi Mohamed Awad le reconnaît bien volontiers : ***« La place que j'occupe est difficile car mon travail revient à trouver une solution à une équation insoluble. »*** Des bateaux qui restent à quai, des avions cloués au sol et des locomotives qui n'avancent plus, voilà le résumé de la situation. La faute à un matériel vieillissant et défectueux, généralement américain, dont la maintenance peine à être assurée. La rengaine est bien connue : des transferts de fonds difficiles, voire impossibles à réaliser, des compagnies qui ne veulent ou ne peuvent commercer avec le Soudan et, au final, une forme de « système D » fort peu institutionnel. ***« Les pièces détachées ? On ne peut les faire entrer par la grande porte donc on les fait passer par la fenêtre mais à quel prix ? »*** explique le ministre. Comprendra qui voudra. ■

© International Organization for Migration

© 54 États

Ministre des T ransports
Minister of Transports
M. Mohamed Awadh

A DIY minister...

by Hervé Pugi

"You really think president Al-Bashir is taking the boat?" asks Makkawi Mohamed Awad before snapping, a falsely naive smile on his lips, "He has his own plane! Didn't you know?" The Transport Minister, in any case, is in a good position to know as he is the privileged witness to the sun setting on a number of national icons: Sudan Airways, Sudan Railways and Sudan Shipping Line. ***"These were great companies not only in Sudan but throughout Africa,"*** says the man who has just recently taken over the oil portfolio. The minister, exasperated, continues: "What's the point of destroying these companies? Because they depend on the government? That follows absolutely no logic!"

Makkawai Mohamed Awad openly acknowledges: ***"My position is tough, because my job is to find a solution to an unsolvable equation."*** Only two boats are afloat, planes are grounded, and locomotives no longer work. There, that's the sum and total of the situation. The problem is ageing and faulty equipment, mostly American, that we can't service or maintain. The refrain is well known: funds are hard to transfer, if not impossible, companies don't want to or can't work with Sudan and, ultimately, you have to circumvent the system. ***"Spare parts? You can't take them in the front door, you have to sneak them in through a window, but at what price?"*** explains the minister. Go figure..■

CHINA

©Lundin Petroleum

CE PARTENAIRE SI PRÉCIEUX

par Hervé Pugi

Base navale militaire à venir à Djibouti, le Yuan monnaie officielle du Zimbabwe, un plan de 74 milliards de dollars d'investissements pour le continent annoncé en décembre dernier par le président Xi Jinping, il est de bon ton en ce moment de dénoncer cette Chine qui fait « main basse sur l'Afrique » et affiche une attitude néo-colonialiste. Une opinion qui n'est évidemment pas partagée du côté de Khartoum, grand partenaire de l'Empire du Milieu.

Le 3 septembre 2015, c'est aux côtés de nombreux chefs d'État et de représentants de l'Organisation des Nations unies (ONU) qu'Omar el-Béchir a assisté à une parade militaire commémorant le 70e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale à Pékin. L'occasion pour le président soudanais et son homologue chinois de signer un accord de coopération stratégique. Il n'a évidemment pas échappé à la Chine que, au carrefour de plusieurs « Afriques » et regorgeant de ressources naturelles particulièrement prisées, le Soudan l'était assurément : stratégique ! Pas une nouveauté. Directeur de l'institut des études arabes à l'université des langues étrangères de Pékin, Xue Qingguo voit même dans la relation sino-soudanaise un modèle du genre à appliquer à travers tout le monde arabe : ***« La Chine et le Soudan ont lancé des projets de coopération dans l'exploration pétrolifère dès 1995. Ce type de projets ont donné l'exemple d'une coopération caractérisée par des bénéfices mutuels. »***

DES PROJETS DE COOPÉRATION DANS L'EXPLORATION PÉTROLIFÈRE DÈS 1995

THIS SO VALUABLE PARTNER

by Hervé Pugi

With a future military base in Djibouti, yuan the official currency of Zimbabwe, a 74 billion dollar investment plan for the continent announced last December by president Xi Jinping, it is currently fashionable to condemn China for "hijacking" Africa and for adopting a neo-colonialist attitude. An opinion clearly not shared by Khartoum, a great partner of the "Middle Kingdom".

On September 3, 2015, Omar al-Bashir, along with many heads of state and UN representatives, attended a military parade in Beijing commemorating the 70th anniversary of the end of the Second World War. An occasion for the Sudanese president and his Chinese counterpart to sign a strategic cooperation accord. It clearly had not escaped China that, at the intersection of many "Africas" and bursting with particularly prized natural resources, Sudan is surely: strategic! Nothing new there. Director of the Arab Institute at the University of Foreign Languages in Beijing, Xue Qingguo sees in this Sino-Sudanese relationship a first model of its kind that can be applied throughout the Arab world: ***"China and Sudan have cooperated on oil exploration projects since 1995. These types of projects offer an example of cooperation characterised by mutual benefits."***

Le ministre des Transports Makkawi Mohamed Awad, sans surprise, ne dit pas le contraire en évoquant ***« un rapport gagnant-gagnant »*** qu'il décrit sans cachotterie : « ***Ils nous amènent leur technologie, leur matériel et leur savoir. Leur argent aussi. En contrepartie, ils tirent profits de leurs activités dans notre pays pour développer leur économie. »*** N'allez donc pas parler de « néo-colonialisme » à celui qui en tant qu'ancien ministre du Pétrole a déjà beaucoup collaboré avec les entreprises chinoises. L'affable interlocuteur perd alors de sa bonhommie naturelle pour faire preuve de la plus grande fermeté dans ses propos : ***« Nous savons ce que le mot "colonialisme" signifie. Comme tous les Africains d'ailleurs ! Ce que je vous ai expliqué de notre relation ne ressemble en rien à une colonisation. Pour le coup, les Occidentaux nous donnent cette impression de vouloir revivre cette époque où ils pouvaient s'accaparer nos richesses sans rien nous rendre en retour… »***

IL EST DE BON TON DE DÉNONCER CETTE CHINE QUI FAIT « MAIN BASSE » SUR L'AFRIQUE

© ChinAfrica

© Dirco Za

Transport Minister Makawi Mohamed Awad, unsurprisingly, does not contradict this, calling it a ***"win-win relationship"*** which he openly describes in the following terms: ***"They bring us their technology, equipment and expertise. Their money too. In return, they take advantage of their activities in our country to develop their economy."*** So don't go talking about "neo-colonialism" to someone who, as former Oil Minister, had long collaborated with Chinese businesses. This affable speaker switches off his natural bonhommie to underscore his seriousness: ***"We don't know what the word 'colonialism' means. Like all Africans! What I've described to you about our relationship bears no resemblance to colonisation. Indeed, Westerners give us the impression that they want to revive the era when they were able to grab our resources without giving us anything in return..."***

Un message qui trouve son prolongement par une main tendue qui ne perd pourtant rien de sa raideur : ***« Si les Européens et les Américains veulent travailler avec nous dans ce même esprit, il n'y a aucun problème. »*** Vraiment ? ***« Nous avons longtemps collaboré avec les Américains et les Européens par le passé. Pourquoi ne pourrions-nous pas le refaire demain ? »*** Une ouverture qui peine pourtant à masquer la contrariété affleurant dans les propos du ministre. Pas besoin de beaucoup insister pour que cette colère rentrée éclate au grand jour : ***« L'ennui, ce n'est pas tellement que les Américains et les autres ne viennent pas au Soudan. C'est surtout qu'ils ne veulent surtout pas que les autres s'y installent et prennent leur place ! »***
Pour le ministre des Transports, ***« que les États-Unis ou un quelconque pays nous sanctionne, ce sont leurs affaires ! Libres à eux mais ils n'ont pas à dicter leur conduite à des États souverains. Ils n'ont pas à menacer de représailles des entreprises chinoises qui travaillent en toute légalité avec nous ! La Chine, elle, n'interfère pas dans nos affaires : elle penses à ses intérêts sans mépriser les nôtres. C'est là toute la différence avec les États-Unis. »*** Précisons toute de même que si la Chine ne se mêle pas de politique intérieure, elle a toutefois toujours défendu les intérêts soudanais – qui sont au final les siens – devant l'ONU. Pas le seul soutien de poids puisque, moins ouvertement mais de plus en plus activement, la Russie se positionne… ■

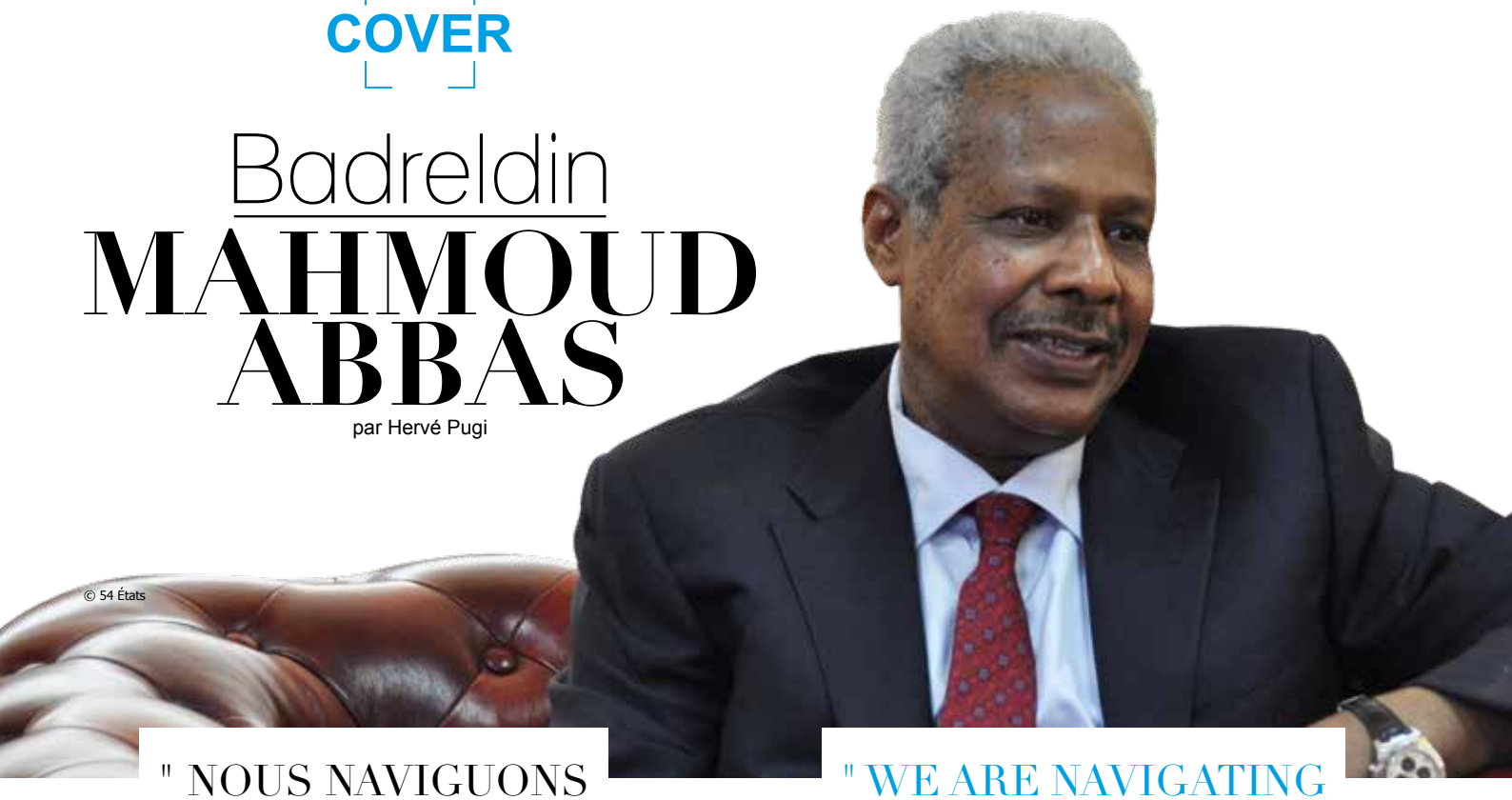
A message that he drives home with an outstretched arm, coming straight to the point: ***"If the Europeans and Americans want to work with us in the same spirit, no problem."*** Really? ***"We collaborated with Americans and European in the past for a long time. Why couldn't we do so again tomorrow?"*** An overture that barely conceals the unmistakeable annoyance in the minister's words. No need to emphasize further, his anger is clear to see: ***"What's annoying is not so much that the Americans and others aren't coming to Sudan. It's that they don't want anyone else to set up there and take their place!"***

For the Transport Minister, ***"Whether the United States or any other country sanctions what we're doing, is their business! They're free to do so but they don't have the right to dictate their standards to sovereign states. They don't have the right to threaten with reprisals Chinese businesses that entirely legally want to work with us! China, for its part, doesn't interfere in our affairs: they think of their own interests without scorning ours. That's the big difference compared to the United States."*** And we should make it clear that although China doesn't meddle in domestic politics, it has always defended Sudanese interests – which are ultimately its own – to the UN. Not the only heavyweight support as, less openly but more and more actively, Russia is getting into the act... ■

COVER

Badreldin MAHMOUD ABBAS

par Hervé Pugi



© 54 États

" NOUS NAVIGUONS AU MILIEU DE CES SANCTIONS… "

" WE ARE NAVIGATING THROUGH ALL THESE SANCTIONS… "

Sanctions, négociations, institutions, nous avons fait un petit tour d'horizon de quelques dossiers chauds qui encombrent le bureau du ministre des Finances et de l'Économie nationale Badreldin Mahmoud Abbas.

54 ÉTATS : De quelle façon les sanctions économiques affectent l'économie du pays ?

Badreldin Mahmoud Abbas (B. M. A.) : Ces sanctions affectent notre économie de mille façons. Nous ne pouvons bénéficier des programmes à moyen terme proposés par les institutions financières internationales ou encore de leurs prêts à des conditions favorables. Notre accès au monde de la finance est extrêmement réduit. Tout a dès lors un coût particulièrement élevé. Cela fait peser un risque sur la souveraineté même de notre pays. C'est surtout un frein : que ce soit pour réduire le taux de pauvreté ou pour accéder à de nouvelles technologies. Le secteur privé lui-même est particulièrement touché. Vous n'imaginez pas les difficultés rencontrées pour transférer de simples fonds. Au final, ce sont surtout les plus modestes qui sont touchés.
Nous naviguons au milieu de toutes ces sanctions et nous parvenons malgré tout à obtenir quelques résultats. Notre croissance s'est améliorée. Tout comme le PIB qui semble évoluer de manière positive dans la durée. Bien entendu, cela serait plus simple sans cet embargo mais, au regard de la situation, nous faisons tout pour optimiser notre économie et nos relations avec nos partenaires commerciaux. En fait, tout cela ne fait que renforcer notre volonté de développer notre pays.

Sanctions, negotiations, institutions… We take a quick look at some of the hot topics currently being tackled by the Minister of Finance and the National Economy, Badreldin Mahmoud Abbas.

54 ÉTATS: How are economic sanctions affecting the country's economy?

Badreldin Mahmoud Abbas (B. M. A.): These sanctions are affecting our economy in many ways. We cannot make use of the medium-term programmes offered by international financial institutions, nor of their soft loans. Our access to the finance world is extremely limited. It all comes at a very high price, even posing a threat to the very sovereignty of our country. It poses a hurdle to our attempts to reduce the poverty rate or access new technologies. The private sector is especially affected: you can't imagine the difficulties that are encountered to simply transfer money. In the end, it is those with the lowest incomes who are the most affected.
We are navigating through all these sanctions, and have met with a few successes despite the odds. Our growth has improved, as has our GDP which appears to be improving over the long term. It would of course be easier without the embargo, but given the situation, we're doing everything we can to optimize our economy and our relationship with our trading partners. And all of this has only strengthened our desire to develop our country.

54 ÉTATS : La question du *Zero Option Agreement* est toujours sur la table. Où en êtes-vous exactement ?

B. M. A. : Nous avons passé cet accord en 2012. Il était prévu que nous assumions le passif externe du Soudan du Sud en contrepartie d'un allègement de la dette de la part de la communauté internationale. C'était un engagement et cela devait se faire dans les deux ans. Une fois de plus tout cela a été torpillé par certains desseins politiques. Les États-Unis ont décidé de tourner le dos aux deux pays, pas seulement au Soudan. Nous en sommes toujours au même point après avoir perdu deux années puis deux de plus. C'est pourquoi nous avons demandé à la Banque mondiale son assistance technique, ses préconisations, car la situation actuelle est que nous sommes en attente d'un allègement de notre dette qui n'arrive pas ! Nous devons régler ce dossier.

54 ÉTATS: The matter of the *Zero Option Agreement* is still on the table. What exactly is its current status?

B. M. A.: We reached an agreement. The plan was that we would take on the external liabilities of South Sudan in return for debt relief from the international community. The commitment was made, and it was to be executed over two years. But once again, it was thwarted by certain political agendas. The United States decided to turn their backs on the two countries, not just Sudan. Now we're still in the same place, having wasted two years followed by two more. This is why we asked the World Bank for technical assistance and recommendations, because we are currently waiting for debt relief that isn't coming! This matter must be resolved.

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES DOIVENT NOUS TRAITER ÉQUITABLEMENT

© Robert Schulz

54 ÉTATS : Un autre dossier est celui de l'accession du Soudan à l'Initiative des pays pauvres très endettés. Pensez-vous que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international finiront pas accéder à votre demande ?

B. M. A. : Les choses sont finalement très simples : nous sommes dans notre bon droit car nous sommes membres de ces institutions. Pourtant, ils ne nous accordent aucune assistance financière significative. Nous souhaitons juste que ces institutions nous traitent équitablement, comme n'importe quel membre.

54 ÉTATS: Another matter is Sudan's eligibility for the Heavily Indebted Poor Countries Initiative. Do you believe that the World Bank and the International Monetary Fund will grant your request?

B. M. A.: It's very simple: we are in the right because we are members of these institutions. Yet they haven't granted us any significant financial assistance. We only wish for these institutions to treat us fairly, as they would do with any other member.

Salva Kiir et Omar el-béchir
présidents du Soudan Sud et du Soudan

© Tana Forum

LE *ZERO OPTION AGREEMENT* A ÉTÉ TORPILLÉ PAR UN AGENDA POLITIQUE

54 ÉTATS : Sur un autre plan, le Soudan a été retiré par le Groupe d'action financière (GAFI) de la liste noire des pays à risque quant au blanchiment d'argent ou au financement du terrorisme. Votre opinion ?

B. M. A. : C'est logique. Le Soudan a pleinement adopté les standards tels que définis par le GAFI. Nous avons pris ce problème à bras le corps en initiant une loi, en instituant un organe de contrôle, un comité de suivi, une unité de renseignement dédiée à la question. Bref, un ensemble de mécanismes pour déceler la moindre transaction suspecte.
Par ailleurs, nous échangeons aussi nos informations avec les autres pays. Demandez aux États-Unis ! Ils vous expliqueront que nous traitons avec eux, que nous les aidons et que nous coopérons pleinement, notamment sur le volet du financement du terrorisme. Ce n'est pas là un secret et ce n'est pas nouveau…

54 ÉTATS : Pensez-vous que cette décision pourrait vous aider à sortir de votre isolation ?

B. M. A. : Partiellement. C'est, au moins, un point sur lequel on ne pourra plus nous « attaquer » ! Pour le reste, le problème reste le même. S'il n'y a pas une réelle volonté politique de la part de la communauté internationale de normaliser les relations avec le Soudan, la situation restera en l'état… Je le regrette.

54 ÉTATS: On another level, Sudan was removed by the Financial Action Task Force (FATF) from the list of countries at high risk for money laundering or the financing of terrorism. What is your opinion?

B. M. A.: It makes sense. Sudan has fully adopted the standards set by the FATF. We have taken the bull by the horns by passing a law, by establishing a monitoring body, a supervisory committee and an intelligence unit dedicated to this issue. A whole set of mechanisms to detect even the smallest of suspicious transactions.

We also share information with other countries. Just ask the United States! They can tell you we've been working with them, helping them and cooperating fully, on the matter of terrorist financing. It's not a secret, nor is it a new development…

54 ÉTATS: Do you believe that this decision might help you emerge from your isolation?

B. M. A.: In part. At the very least, it's one less thing they can attack us for! But otherwise, the problem remains unchanged. If the international political community is not truly willing to normalize relations with Sudan, the situation will stay as it is. It's a real shame.

54 ÉTATS : Lorsque le Département d'État américain explique sur son site Internet que le Soudan *« apparaît comme un marché attractif »*, pour les entreprises américaines opérant sous licence de l'OFAC, ou encore que le pays *« est un marché au potentiel énorme »*, qu'est-ce que cela vous inspire ?

B. M. A. : C'est positif mais c'est surtout simplement la réalité ! Le Soudan a d'énormes ressources naturelles. C'est même l'un des pays les plus riches d'Afrique avec un fort potentiel agricole, des minéraux, du pétrole et tant d'autres choses. Tout ça est assez considérable ! C'est ce qui conduit certains jusqu'ici. Nous avons, par exemple, un partenariat fort avec la Chine et d'autres pays asiatiques. Des compagnies européennes partagent ce même désir de réaliser des affaires au Soudan. Le fait est qu'elles en sont « découragées ». Cette situation nous affecte mais, au final, la place laissée vacante par les uns encourage les autres à s'implanter et à tirer profit de leur présence au Soudan malgré les difficultés.

54 ÉTATS : Selon vous, quelle répercussion pourrait avoir une levée des sanctions économiques américaines sur le Soudan ?

B. M. A. : La levée des sanctions permettrait un véritable essor de notre économie et les revenus tirés de ce développement profiteraient à tout le monde. On peut espérer que le taux de pauvreté plongerait de manière drastique. L'impact ne se limiterait toutefois pas qu'au Soudan. Les pays frontaliers y trouveraient également leur compte, sans parler de ces milliers de réfugiés qui arrivent jour après jour de toute la région et même de Syrie. Nous pourrions aussi être un pays-clé dans l'instauration d'un grand marché commun régional. En fait, je veux croire que la communauté internationale elle-même y trouverait un certain profit. ■

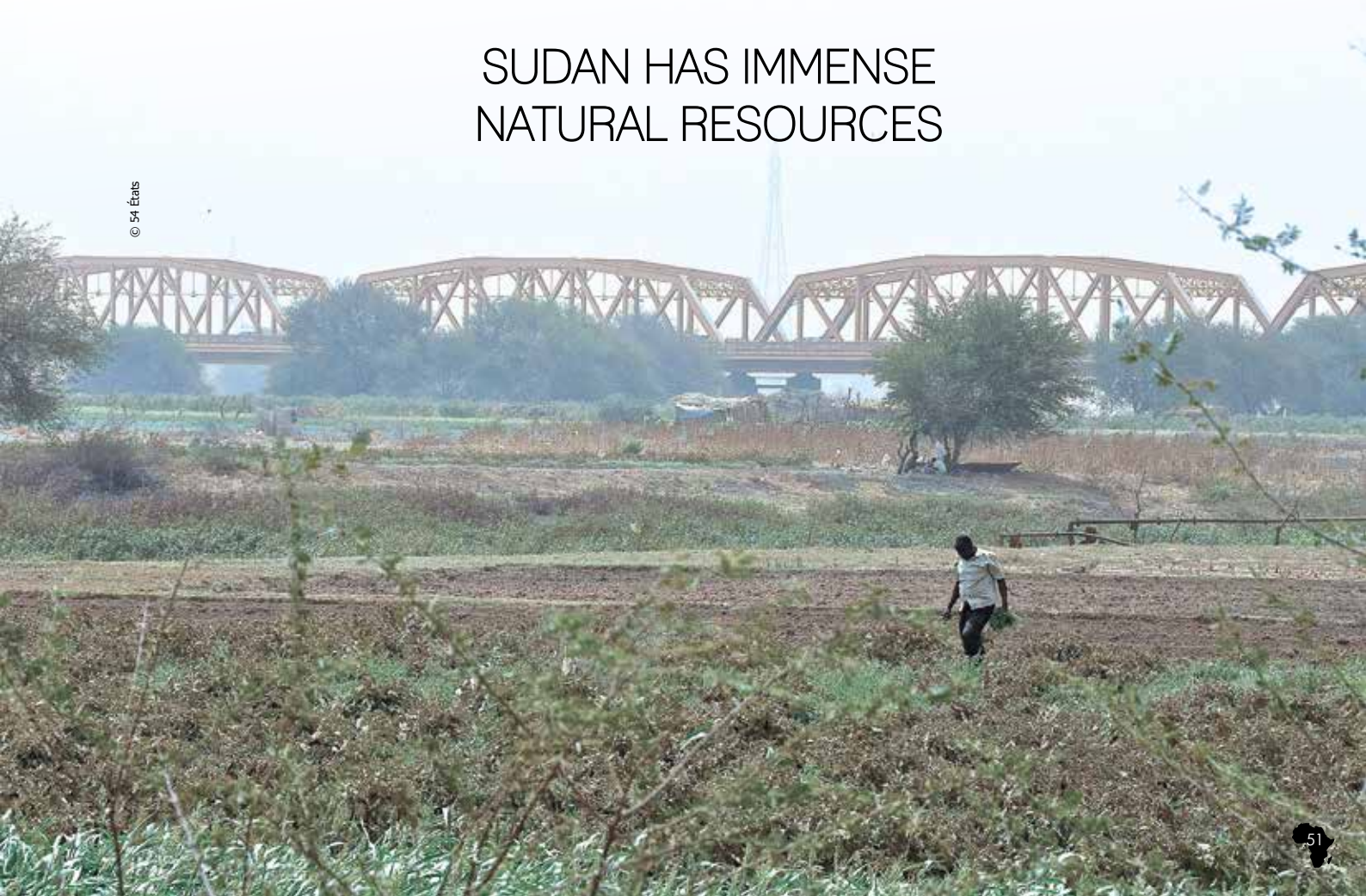
54 ÉTATS: What do you think of the US Department of State's statement on its website that Sudan "seems to be an attractive market" for American companies licenced by OFAC, and that the country "is a market with enormous potential"?

B. M. A.: It's positive, but it's also simply the truth! Sudan is rich in natural resources. In fact, it's one of the richest countries in Africa, with high agricultural potential, minerals, oil, and many other things. It is not to be underestimated! We have already attracted many foreign businesses. For example, we have strong partnerships with China and other Asian countries. European companies also want to do business in Sudan, but they are "discouraged". This is unfortunate for us, of course, but it also leaves openings for other players to come in and profit from their presence in Sudan despite the difficulties.

54 ÉTATS: In your opinion, what effects might the lifting of American economic sanctions have on Sudan?

B. M. A.: The lifting of the sanctions would allow our economy to flourish, and the revenue from this development would benefit all of us. The poverty rate would be expected to plummet. But the impact would not only be seen in Sudan. Neighbouring countries would also benefit, not to mention the thousands of refugees who arrive every day from all over, even from as far away as Syria. We could also be a key player in the establishment of a large regional common market. And, I would like to believe, the international community itself would benefit as well. ■

SUDAN HAS IMMENSE NATURAL RESOURCES



© 54 États

Quand le billet vert est une arme...

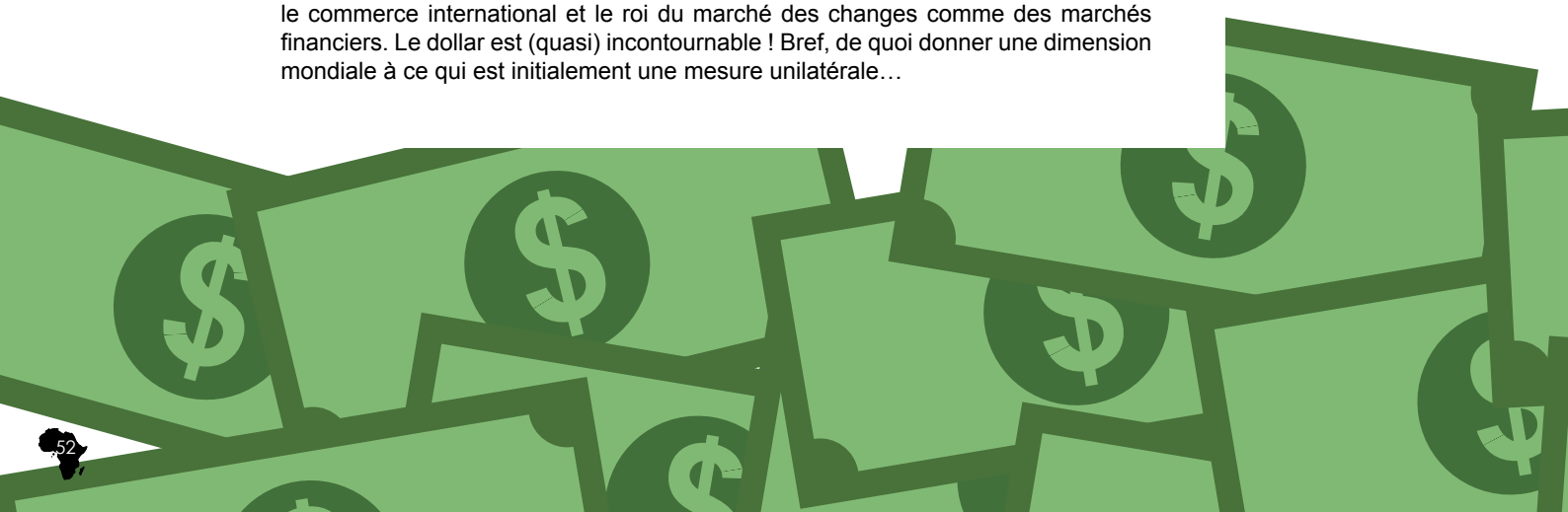
par Hervé Pugi

BNP Paribas, Commerzbank, HSBC, Crédit agricole, ING, Crédit suisse... Un point commun entre toutes ces entreprises bancaires ? Elles ont été « épinglées » par la justice américaine pour violation de sanctions économiques, notamment au Soudan, *« made in USA »*. Lorsque la première puissance mondiale instrumentalise sa monnaie, nombreux sont ceux à devoir passer à la caisse. Sans parler des dommages collatéraux...

Ne parlez pas de violation d'embargo au ministre soudanais des Finances et de l'Économie nationale, Badreldin Mahmoud Abbas : ***« ce n'est jamais arrivé. Nous n'avons jamais eu recours au dollar pour effectuer nos transactions et nous n'aurions pas entraîné nos partenaires dans de telles histoires. Tout cela n'est qu'une stratégie. C'est un message d'avertissement envoyé : ne faites pas d'affaires avec le Soudan »***. Le hic dans cette présentation des faits et qu'elle est évidemment contredite par les enquêtes du *New York State Department of Financial Services* et de la Réserve fédérale des États-Unis. Surtout, les établissements incriminés eux-mêmes ont généralement fait amende honorable quant à leurs « pratiques ». N'en déplaise au ministre.

Des pratiques douteuses ? Cela dépend de quel côté de l'Atlantique l'on se place. Clairement, s'il est – moralement – reproché à BNP Paribas, par exemple, d'avoir ***« sérieusement affaibli l'embargo contre le Soudan »***, la banque française (comme tant d'autres) est – légalement – « tombée » car les transactions effectuées avec ce pays l'ont été en dollars. Rien d'autre. Les sanctions économiques, de par leur unilatéralité, ne concernent « théoriquement » que les sociétés et les ressortissants américains. Rien n'interdit à une société européenne de faire du business avec Khartoum, La Havane ou Téhéran. Oui mais surtout pas en dollars ! Toute opération dans cette devise doit effectivement être conforme à la réglementation locale, même si elle est menée par une structure non-américaine.

Le billet vert, c'est la principale monnaie de réserve, la devise la plus utilisée dans le commerce international et le roi du marché des changes comme des marchés financiers. Le dollar est (quasi) incontournable ! Bref, de quoi donner une dimension mondiale à ce qui est initialement une mesure unilatérale…



When the dollar is a weapon...

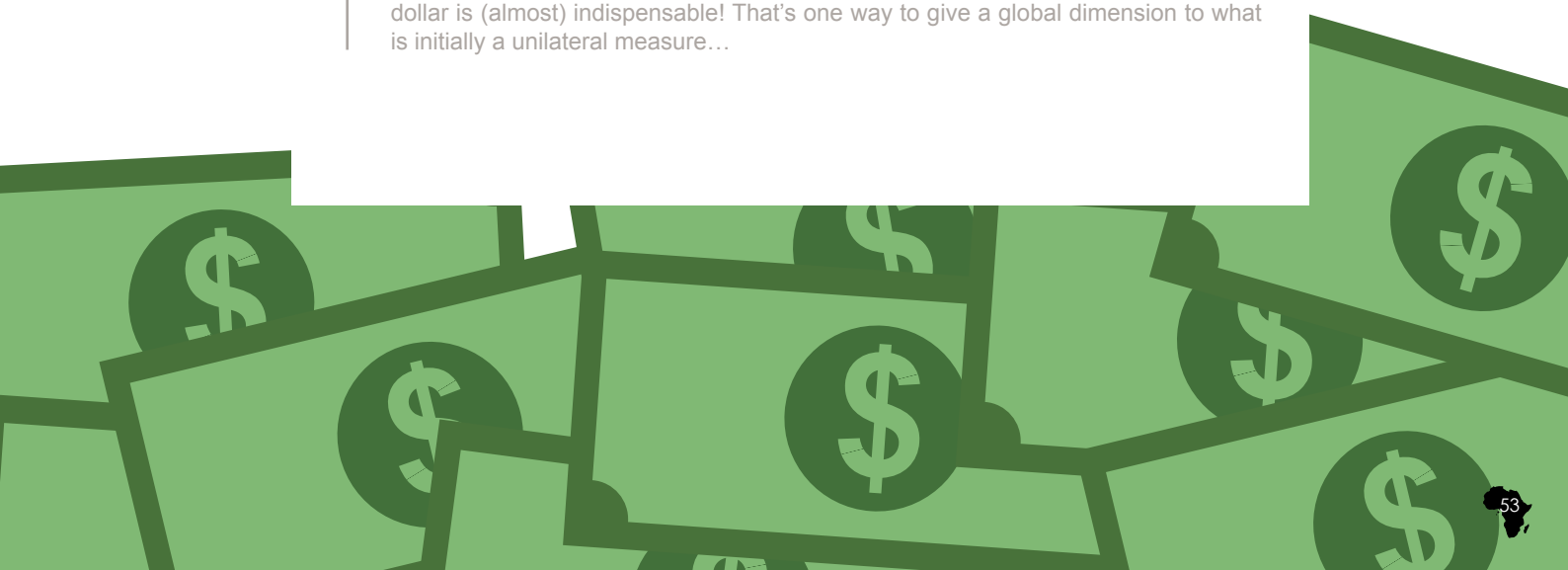
by Hervé Pugi

BNP Paribas, Commerzbank, HSBC, Crédit agricole, ING, Crédit suisse... What's the common denominator between these banking institutions? They've been "nicked" by the US Justice System for violating economic sanctions, in particular in relation to Sudan, "made in USA". When the leading world power exploits it currency, many are forced to pay out. Not to mention the collateral damage...

Don't mention the violation of the embargo to the Sudanese Minister of Finance and National Economy, Badreldin Mahmoud Abbas: ***"it never happened. We never used the dollar to make transactions and we would never have asked our partners to do such a thing. It's just a strategy. A warning message: don't do business with Sudan"***. The problem is that this version of events has been clearly contradicted during investigations by the New York State Department of Financial Services and the US Federal Reserve. Above all, the institutions implicated have generally come clean about their "practices". With all due respect to the minister.

Dubious practices? That depends on which side of the Atlantic you stand. Clearly, it may be (morally) reproachable for BNP Paribas, for example, to have ***"seriously weakened the embargo against Sudan"***, the French bank (like many others) has fallen down (legally) because the transactions made with this country were in dollars. That's all. The economic sanctions, due to their unilateral nature, "in theory" only affect US companies and nationals. There's no ban on European companies doing business with Khartoum, Havana or Tehran. Just make sure it's not in dollars! Because all transactions in this currency must comply with local regulations, even if made by non-US organisations.

The dollar, the main reserve currency, the most commonly used currency in international commerce and king of the exchange market and financial markets. The dollar is (almost) indispensable! That's one way to give a global dimension to what is initially a unilateral measure…



Hors de toute considération technique, dont la première est que chacun doit se plier à la loi, il paraît indéniable pour l'ensemble des experts que Washington use et abuse de sa monnaie comme d'une arme qui va au-delà de simples questions économiques. Certaines images parlent parfois plus que mille explications et Dominique Seux a la sienne : ***« C'est comme si les Américains avaient un droit de regard sur tout ce qui se dit en américain dans le monde parce que c'est leur langue ! »***[1] De fait, il y a quelque chose de commode que de pouvoir laisser au directeur délégué de la rédaction du quotidien économique français *Les Échos* la responsabilité d'évoquer ***« l'impérialisme du billet vert »***. Par les pénalités infligées à certaines grandes banques et entreprises privées, les États-Unis font donc passer un message fort : ***« avant d'être celle du commerce international, le dollar est notre monnaie ! »***

© Emre Comert

« L'IMPÉRIALISME DU BILLET VERT »

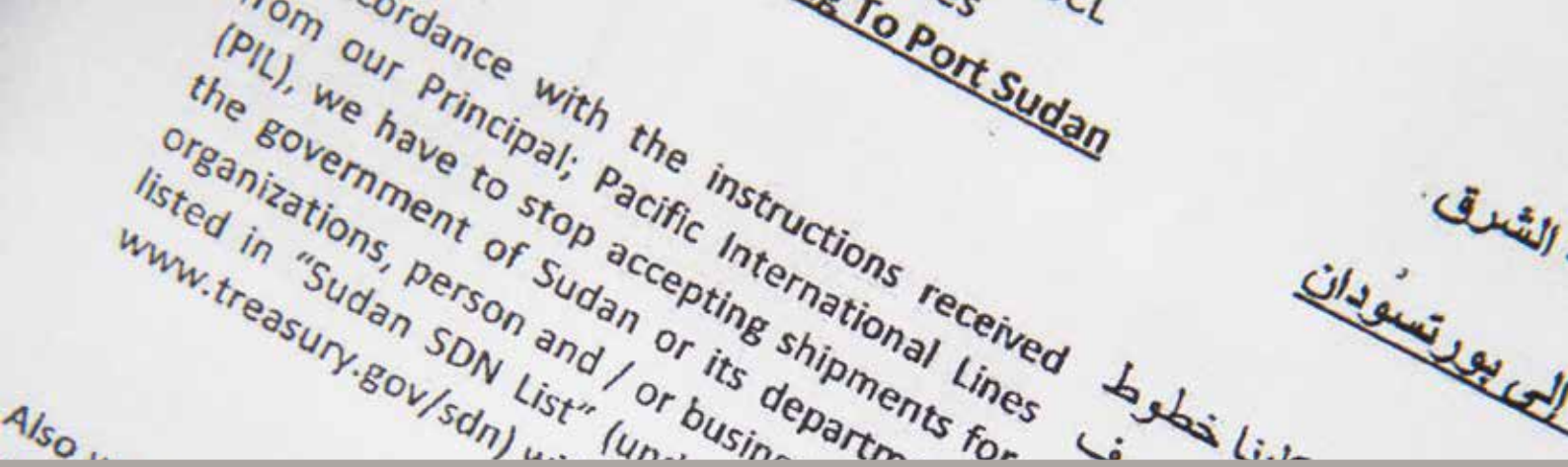
© Rachel Taylor

« AUCUN INDIVIDU, AUCUNE ENTITÉ QUI FAIT DU MAL À NOTRE ÉCONOMIE N'EST AU-DESSUS DE LA LOI »

De quoi refroidir les ardeurs du plus audacieux des investisseurs ou la stratégie de n'importe quelle multinationale, forcément glacée d'effroi face à l'ampleur de certaines amendes infligées. Le groupe pharmaceutique GlaxoSmithKline (GSK) témoigne ainsi que ***« opérer dans des pays, visés par des sanctions, comme le Soudan, représente des challenges et des risques pour notre business »,*** tout en considérant ***« que la population devrait avoir accès aux médicaments, en dépit du régime installé dans leur pays »***. L'une des solutions est évidemment d' ***« approvisionner des groupes internationaux comme l'UNICEF »***. À l'image de GSK, les agents économiques – craignant d'être punis pour le non-respect d'un régime de sanctions – vont souvent préférer se priver de commercer avec ces pays.

Aside from any technical consideration, the first of which is that everyone must abide by the law, all experts are in agreement that Washington uses and abuses its currency like a weapon, going beyond simple economic matters. Some images are worth a thousand words and Dominique Seux has his: ***"It's as if the Americans have the right to monitor everything spoken in English globally because it's their language[1]!"*** Indeed, there's something convenient about leaving it up to the Deputy Editorial Director of the French financial newspaper Les Échos to bring up ***"the imperialism of the dollar"***. Through the penalties imposed on certain large banks and private enterprises, the United States is sending out a strong message: ***"over and above international commerce, the dollar is our currency!"***

That's one way to curb the enthusiasm of the most daring of investors and the strategy of any multinational, inevitably frozen in terror given the scale of some of the fines imposed. The pharmaceutical group GlaxoSmithKline (GSK) states that ***"operating in countries where sanctions have been imposed, like Sudan, represents challenges and risks for our business"***, while considering ***"that the people should have access to drugs, despite the regime in charge of their country"***. One clear solutions is to ***"supply international groups such as UNICEF"***. Like GSK, economic agents, in fear of being punished for not respecting the sanctions, often prefer not to do business with these countries.



Une autre manière de fonctionner est d'obtenir une licence de la part de l'OFAC. C'est le chemin suivi par la plupart des institutions financières. Un sésame qui ne garantit pas pour autant une efficacité absolue. ***« Vouloir financer un projet au Soudan rend les bailleurs nerveux, en particulier les banques intermédiaires,*** témoigne-t-on du côté de la Banque africaine de développement, ***même s'il s'agit de projets relatifs à la santé ou l'éducation. Il y a une véritable crainte, malgré les garanties apportées. L'ennui c'est que cela affecte finalement les plus modestes »***. Un constat qui va dans le sens de celui émis par le Fonds monétaire international[2] qui note que l'amende de 8,9 milliards de dollars à l'encontre de la BNP Paribas a causé une rupture dans les échanges entre les banques soudanaises et leurs homologues à l'international, pour conclure que ***« ces développements défavorables impacteront les pauvres et les segments les plus vulnérables de la population et augmenteront très probablement le taux de pauvreté au Soudan »***.
La conclusion est donc toujours la même : la loi du plus fort est-elle vraiment la meilleure ? L'hebdomadaire britannique *The Economist*[3] a son idée et défend la vision d'une ***« Amérique usant de tout son poids financier, menaçant d'interdire l'accès à son marché et l'utilisation de sa monnaie, pour forcer à respecter des priorités qui lui sont propres »***. En droite ligne des déclarations de l'ancien procureur général des États-Unis Eric Holder pour qui ***« aucun individu, aucune entité qui fait du mal à notre économie n'est au-dessus de la loi »***. ■

Note : les banques touchées par les sanctions, les autorités américaines concernées ainsi que les cabinets d'experts indépendants spécialisées sur ce dossier ont tous refusé nos demandes d'interview.

[1] *BNP interdite de travailler en dollar – Les Echos.fr, 02/06/2014*
[2] *Staff report for the 2014 article IV consultation and second review under staff-monitored program, 21/12. 2014*
[3] *The Economist - Capital Punishment, 05/07/2014*

Another way of operating is to obtain a licence from the OFAC. That's the route taken by most financial institutions. This opens doors but does not guarantee absolute effectiveness. ***"Wanting to finance a project in Sudan makes lenders nervous, in particular intermediary banks, states a representative of the African Development Bank, even if these are projects relating to health or education. There's real fear, despite the guarantees provided. The worry is that this will end up affecting the most disadvantaged"***. A report in the same vein as the one issued by the International Monetary Fund[2], which states that the 8.9 billion dollar fine against BNP Paribas caused a breakdown in trade between the Sudanese banks and their international counterparts, concludes that ***"these unfavourable developments will impact the poor and most disadvantaged sections of society and very probably increase the poverty rate in Sudan"***.

The conclusion is therefore always the same: is the law of the strongest really the best? The British weekly The Economist[3] has its own idea and defends the vision of an ***"America using all its financial weight, threatening to prohibit access to its market and use of its currency, to enforce respect for its own priorities"***. In line with the statements of the former US Attorney General Eric Holder for whom ***"no individual, no entity that harms our economy is above the law"***. ■

Note: the banks affected by the sanctions, US authorities concerned and independent specialist consultancy firms mentioned in this dossier have all declined to be interviewed by us.

[1] *"BNP interdite de travailler en dollar" (BNP prohibited from using the dollar) – Les Echos.fr, 02/06/2014*
[2] *Staff report for the 2014 article IV consultation and second review under staff-monitored program, 21/12. 2014*
[3] *The Economist - Capital Punishment, 05/07/2014*

ECONOMIC SANCTIONS

INEFFICACES
INEFFECTIVE

par Hervé Pugi

De plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer le recours, souvent abusif, aux sanctions économiques. Une arme qui peut devenir de destruction massive dès lors que ces mesures sont globales et maintenues indéfiniment. Un cas de figure généralement contre-productif et moralement contestable. Explications.

More and more voices are rallying to condemn the – often wrongful recourse – to economic sanctions. A weapon that can be massively destructive when applied across the board and indefinitely. A tactic that is generally counterproductive and morally questionable. Let's explain.

© Teresa Krug

Les sanctions économiques sont ***« des instruments grossiers, infligeant souvent de graves souffrances à la population civile, sans toucher les protagonistes »*** ciblés. Juste un avis parmi tant d'autres. C'est en tout cas celui d'une vieille connaissance, Koffi Anan, secrétaire général des Nations unies (ONU) entre 1997 et 2006. Jugement moral que tout cela ? Pas seulement. Il existe effectivement toute une littérature en la matière qui appuie ce point de vue.

Le *Economic Sanctions Reconsidered* (2007) de Gary C. Hufbauer, Jeffrey J. Schott et Kimberley A. Elliott (HSE), par exemple, fait référence. Recensant 204 cas de régimes de sanctions mis en place depuis le début du XX^{e} siècle, il permet d'apporter un éclairage précieux. Un texte réservé aux initiés. Toutefois, s'il fallait, dans un travail de vulgarisation poussé à l'extrême, ressortir une seule information de l'étude des chercheurs du *Peterson Institute for International Economics*, ce serait celle-ci : le taux de réussite des politiques de sanctions est bon (65 %) lorsque leurs objectifs sont « modestes », mais devient carrément insignifiant (5 %) lorsque l'aspiration principale est le règlement d'un conflit militaire, d'un litige territorial ou encore d'un changement de régime politique (voir tableau).

Economic sanctions are ***"blunt instruments, often inflicting serious suffering on civilians without affecting the perpetrators"***. Just one opinion among others. It was, in any case, the assessment by Kofi Annan, UN Secretary General from 1997 to 2006. Does it count as a moral judgment? Not just that. There has been a vast set of literature written about this issue that takes this point of view.

Economic Sanctions Reconsidered (2007) by Gary C. Hufbauer, Jeffrey J. Schott and Kimberley A. Elliott (HSE), is case in point. After surveying 2014 cases of sanctions introduced since the beginning of the 20th century, it offers valuable insight – information restricted to insiders. If we were to distill its conclusions to the lowest common denominator, the Peterson Institute for International Economics report would conclude that sanctions have a good success rate (65%) when the goals are "modest", but become distinctly insignificant (5%) when the main goal is regulating a military conflict, a territorial dispute, or a change of political regime (see table).

© Tracy Hunter

Sujet controversé dans le monde économique, chacun y va de sa critique et oppose sa propre méthodologie. Passons sur ces considérations d'experts. Robert Pape (*Why Economic Sanctions Do Not Work, 1997*) aboutit à un taux de réussite total, hors différents commerciaux, de 16 %. Quant à l'étude de 2012 du *Targeted Sanctions Consortium*, portant sur 56 épisodes de sanctions s'étalant entre 1992 et 2012, elle avance un taux d'efficacité de 13 % dès lors que l'objectif est de parvenir à un changement politique. À chacun, de son œil avisé, d'interpréter ces résultats.

This is a controversial economic topic, which everyone will want to critique and offer their own methodology for, but let's look at what experts have to say. Robert Pape (Why Economic Sanctions Do Not Work, 1997) concludes that the overall sucess rate, excluding trade differentials, is 16%. The 2012 study by the Targeted Sanctions Consortium of 56 sanctions between 1992 and 2012 reported a 13% success rate when the goal was to achieve a political change. All these results are, of course, subject to interpretation.

Derrière les chiffres, il existe la réalité du terrain et le constat n'est finalement guère différent : ***« Le postulat selon lequel les sanctions ouvriraient à la société civile la possibilité de renverser un régime oppressif et impopulaire ne résiste pas à l'analyse. »*** C'est Tim Niblock qui l'avance dans son ouvrage *Irak, Libye, Soudan, efficacité des sanctions ?* Le professeur émérite en sciences politiques et spécialiste du Moyen-Orient est allé plus loin lors d'une audition devant le Conseil de sécurité des Nations unies : ***« Les sanctions détruisent les ferments de la démocratisation, si elle a existé, entraînent une compétition accrue pour le partage des ressources, l'accentuation des divisions et des injustices sociales, et menacent, à terme, la stabilité politique »*** des États visés. L'expérience tend effectivement à démontrer que des sanctions globales, illimitées dans le temps, entraînent une suite d'effets pervers, de phénomènes négatifs, voire désastreux. Bref, l'embargo total rate en général complètement sa cible. Mises en lambeaux, les classes moyennes – souvent porteuses des aspirations démocratiques – sombrent et avec elles toute perspective d'ouverture. Laminée, l'économie tombe dans les mains des plus fortunés qui s'enrichissent de fait aux dépends des plus faibles. Certains États, jugés « voyous », en arrivent à se « criminaliser » pour contourner les sanctions, trouvant dans ces nouvelles pratiques une source juteuse de revenus dont profitent les caciques du régime. Démunies à l'extrême, les couches populaires – pour leur part – survivent par le marché noir mais se rallient surtout aux discours empreints de « victimisation » de leurs autorités. L'autre alternative est de se tourner vers les mouvances idéologiques les plus… radicales. Une porte de sortie attrayante avec les conséquences que tout le monde connaît.

© Tana Forum

Behind all the numbers, however, the realities on the ground are actually not very different: ***"The proposition that sanctions are conducive to replacing an oppressive and unpopular regime resists analysis."*** So says Tim Niblock in his book Pariah States & Sanctions in the Middle East: Iraq, Libya, Sudan. The Professor Emeritus of Political Science, and Middle-East specialist, went further in a statement to the United Nations Security Council, saying ***"Sanctions destroy the breeding ground of democratisation, if it has existed, leading to increased competition for resources, exacerbating divisions and social injustices, and ultimately threatening the political stability"*** of the target States.

Experience actually shows that global sanctions, unlimited in time, lead to perverse effects and negative or even disastrous phenomena. In brief, an embargo is usually totally counterproductive. Placed in limbo, the middle classes – often the drivers of democratic aspirations – sink into oblivion and with them any hope of recovery. Split asunder, the economy falls into the hands of the wealthiest who enrich themselves at the expense of the weakest. Some States, considered "rogue" by managing to circumvent sanctions, find these new practices a way of earning the dollars to pay off their political bosses. Poor in the extreme, people at the bottom survive by playing the black market and building an identity as "victimized" by their authorities. The alternative is to turn to more radical, ideological movements. An attractive escape, the consequences of which everyone knows.

Paradoxalement (ou pas), les meilleurs alliés des États frappés par les sanctions économiques, dans de nombreux cas, sont… les multinationales. Cet autre théâtre des opérations qu'est le monde des affaires n'a effectivement pas l'habitude de s'embarrasser de considérations morales. Un pays tiers exclu, de manière unilatérale qui plus est, est un marché perdu pour les entreprises du pays émetteur avec ***« des pertes sévères »*** à la clé mais aussi une dépréciation certaine de ***« leur réputation et de leur fiabilité »*** rapporte HSE. Un immense travail de sape des mesures coercitives (envisagées puis établies) s'effectue généralement de la part de puissants lobbies industriels. D'autant que, c'est bien connu, la nature a horreur du vide et, hors de toute alliance politique, les candidats sont nombreux à pouvoir le combler. Plus encore lorsque la contrée concernée regorge de ressources naturelles particulièrement convoitées. Ainsi, ***« les sanctions peuvent créer leurs propres antidotes »*** nous apprend encore *Economic Sanctions Reconsidered.* Dans le même esprit, Trésor-Éco dans sa lettre de juillet 2015 précise encore que ***« les expériences montrent que, parfois, le coût induit sur les économies du pays adoptant la sanction a été inutilement élevé ».***
Inefficace envers les uns, coûteux pour les autres, on comprend dès lors que les pratiques (multiformes) des sanctions économiques fassent plus que jamais débat. ■

Paradoxically (or not), the best allies of States hit by economic sanctions are in many cases multinationals. This is because this other theater of operations – the world of business – is not usually worried about moral considerations. A third party that is unilaterally excluded, and is a lost market for businesses in the host country with inherently ***"serious losses"*** as well as a decline in ***"reputation and perception of reliability"*** is an HSE disaster. Powerful industrial lobbies do their best to impose coercive measures (planned and implemented) to achieve the results they want. All the more so as they abhorr a power vacuum and, unless a political alliance has formed in the meantime, candidates come running to fill the gap. Especially when it involves coveted natural resources. Thus, ***"sanctions can create their own antidotes,"*** says Economic Sanctions Reconsidered. In that same spirit, Trésor-Éco in its newsletter of July 2015 maintains that ***"experience shows that the burden of sanctions on a country's economy is sometimes pointlessly high."***

Ineffective for some, costly for others, we now understand that the many forms of economic sanctions need extensive discussion before they can be applied. ■

OBJECTIFS

OBJECTIF POLITIQUE POLITICAL OBJECTIVE	CAS / CASE	SUCCÈS / SUCCESS	TAUX / RATE
DE PORTÉE MODESTE / MODEST	17	11	65 %
DE PORTÉE MESURÉE / MEASURED	47	11	23 %
AMBITIEUX / AMBITIOUS	61	10	16 %
TRÈS AMBITIEUX / VERY AMBITIOUS	79	4	5 %

Source : Lettre Trésor-Éco, n° 150, juillet 2015, « Sanctions économiques : quelles leçons à la lumière des expériences passées et récentes ? » données tirées de l'étude de Gary C. Hufbauer, Jeffrey J. Schott, Kimberly A. Elliott, (2007), « Economic sanctions reconsidered ».

Source: Letter Trésor-Éco, No. 150, July 2015, "Economic Sanctions: Lessons from past and recent experience" – data drawn from the study by Gary C. Hufbauer, Jeffrey J. Schott, Kimberly A. Elliott, (2007), "Economic sanctions reconsidered".

© Mario Riofrancos

Objectifs : *de portée modeste (règlement de litige commercial, libération d'otages, demandes d'extraditions) ; de portée mesurée (amélioration de la situation des droits de l'homme, autres cas) ; relativement ambitieux (reconnaissance/non reconnaissance d'un État, non-prolifération nucléaire, diminution des capacités militaires, démocratisation du pays cible, autres cas) ; très ambitieux (arrêt d'une guerre civile, abandon d'une intervention militaire, règlement de conflits territoriaux, contribution à une victoire militaire, changement de régime politique).*

Objectives: *modest scope (regulation of business litigation, freeing of hostages, extradition requests); calculated scope (human rights improvements, others); relatively ambitious (recognition / non-recognition of a State, nuclear non-proliferation, reduction of military capacity, democratization of a target country, other cases); very ambitious (stopping civil war, discontinuing military intervention, resolution of territorial conflicts, contribution to a military victory, change of political regime).*

UGANDA

LA CARICATURE MUSEVENI
MUSEVENI THE CARICATURE

par Hervé Pugi

TROIS DÉCENNIES DANS LE RÉTROVISEUR ET CINQ ANNÉES ENCORE (AU MOINS) À DEVOIR CHEMINER VERS UN HORIZON QUI NE SEMBLE RIEN OFFRIR D'AUTRE QU'UNE SENSATION DE DÉJÀ-VU. LE DESTIN DE L'OUGANDA RESTE DONC IRRÉMÉDIABLEMENT LIÉ À CELUI DE SON PRÉSIDENT, YOWERI MUSEVENI. L'ATYPISME DE L'HOMME, COMME DE SON PARCOURS, N'EST PAS SANS RAPPELER CELUI DE CERTAINS DE SES HOMOLOGUES SUR LE CONTINENT. AU POINT QUE LE PARTICULARISME S'EST TRANSFORMÉ AVEC LE TEMPS EN VÉRITABLE CAS D'ÉCOLE.

LOOKING BACK OVER THREE DECADES, WITH FIVE MORE YEARS TO COME (AT LEAST), TOWARDS A HORIZON THAT SEEMS TO OFFER NOTHING BUT A FEELING OF *DÉJÀ-VU*. UGANDA'S FATE REMAINS IRREDEEMABLY LINKED TO THAT OF ITS PRESIDENT, YOWERI MUSEVENI. THE ORIGINALITY OF THE MAN, LIKE THE COURSE HE HAS TAKEN, IS REMINISCENT OF SOME OF HIS COUNTERPARTS ON THE CONTINENT. TO THE POINT THAT OVER TIME HIS IDIOSYNCRASIES HAVE CREATED A REAL TEXTBOOK CASE.

Il n'a pas si mal vieilli que ça Yoweri Museveni. Du haut de ses 71 ans, l'inflexible combattant s'est changé en vieil homme à l'air débonnaire. Il faut toutefois se méfier de cette bonhommie apparente vous avertiront ses détracteurs. L'homme s'est arrondi, physiquement, mais le dirigeant s'est raidi, intérieurement, vous expliqueront-ils. Il faut dire qu'en un demi siècle d'activisme politique, le président ougandais aura troqué le treillis forcément poussiéreux de chef de guérilla pour le costume ajusté par ses alliés occidentaux de despote éclairé pour finalement arborer celui bien plus élimé (mais toujours d'actualité) d'autocrate décrié. Un parcours qui en rappelle quelques autres. Ainsi est allé Museveni. Ainsi va l'Afrique. Trop souvent…

Combien sont-ils à ne pas pouvoir, ne pas vouloir en fait, la quitter cette ***« bananeraie »*** qui ***« commence à donner ses fruits »*** ? Combien sont-ils à s'imaginer les usufruitiers naturels, les pleins propriétaires en réalité, d'une nation ?

Il ne s'agit pas de dénier au natif de Ntungamo son importance dans l'histoire de son pays. La lutte menée à la tête du *Front for National Salvation* (FRONASA) contre la dictature d'Amin Dada puis la création du *National Resistance Movement* (NRM) et sa branche armée (NRA) qui viendra à bout du peu inspiré et finalement oppressif Milton Obote, son prédécesseur à la présidence.

© minifastcar

Durant ces années de combat, engagé depuis la socialisante Tanzanie de Julius Nyerere, quelques rencontres marquantes : John Garang, considéré comme le père du Soudan du Sud, mais aussi un certain Paul Kagame qui combattra fidèlement sous ses ordres au début des années 80. Fidèle à ses amis et leurs convictions, celui que l'on surnomme « M7 » l'est assurément. Ainsi, il appuiera la rébellion sud-soudanaise dans sa lutte sécessionniste. Même après le décès tragique du fondateur de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA) en 2005. Garang rentrait d'un meeting dans la capitale ougandaise à bord d'un… hélicoptère présidentiel. De fait, Kampala resterait un refuge pour une grande partie de ce que le Soudan compte de rebelles. Au grand dam de Khartoum avec qui il a finalement repris langue en septembre 2015.

Surtout, il ne manquera pas de rendre la pareille à son frère d'armes rwandais au début des années 90. Paul Kagame, c'est l'élève qui a rattrapé (dépassé ?) le maître. C'est le précieux comparse dans les fumeuses aventures congolaises de triste mémoire. C'est l'alter ego aux yeux de la communauté internationale, l'un des porteurs d'une nouvelle gouvernance sur le continent africain. Vraiment, il fut un temps où le vent du changement semblait souffler depuis l'Afrique de l'Est. Yoweri Museveni, alors fringant quinquagénaire, apparaissait comme l'homme du renouveau. Celui de la paix retrouvée, du redressement économique, d'un nouvel ordre dans la sous-région. Peu importe les « dérapages » ici où là (en RDC notamment). Tant que la doctrine politique, économique et diplomatique ougandaise servait les intérêts des États-Unis, l'ancien rebelle apparaissait comme un précieux allié. Bill Clinton puis George W. Bush sauront s'appuyer sur ce partenaire… le temps qu'il faudra.

Yoweri Museveni has not aged so badly. Now over 71 years of age, the inflexible combatant has become an old man with a kindly appearance. However, his critics warn that we should be suspicious of this apparent affability. They explain that the man is rounded, physically, but that the leader is tough inside. In half a century of political activism, the Ugandan President will have swapped the dusty fatigues of a guerrilla leader for the suit of an enlightened despot fitted by his Western allies, finally sporting the more worn (but still current) suit of a discredited autocrat. A path reminiscent of others. That was the way for Museveni. That is the way for Africa. Too often…

How many cannot, or in fact do not want to, leave this ***"banana plantation"*** that ***"is starting to bear fruit"***? How many imagine themselves natural usufructuaries, even owners, of a nation? It's not about denying the native of Ntungamo his importance in the history of his country. The struggle for leadership of the Front for National Salvation (FRONASA) against the dictatorship of Amin Dada followed by the creation of the National Resistance Movement (NRM) and its armed branch (NRA), which overcame the uninspired and oppressive Milton Obote, his predecessor to the presidency.

During these years of combat, since the Socialist Tanzania of Julius Nyerere, there have been some significant encounters: John Garang, considered the father of South Sudan, but also a certain Paul Kagame, who fought loyally under his orders at the start of the 1980s. The one nicknamed "M7" is most certainly loyal to his friends and their convictions. He backed the South Sudanese rebellion in its secessionist struggle. Even after the tragic death of the founder of the Sudan People's Liberation Army (SPLA) in 2005. Garang had been travelling back from a meeting in the Ugandan capital on-board the… presidential helicopter. In fact, Kampala would remain a refuge for a significant number of those Sudan would count as rebels. To the great displeasure of Khartoum with whom he finally made contact in September 2015.

Above all, he returned the favour of his Rwandan brother in arms at the start of the 1990s. Paul Kagame was the pupil who caught up with (overtook?) the master. He was his invaluable sidekick on the hazy Congolese adventures, a sad memory. He was his alter ego in the eyes of the international community, one of the champions of a new type of governance on the African continent. In truth, there was a time when the wind of change seemed to blow from East Africa. Yoweri Museveni, then a dashing fifty-year-old, appeared to be the man to bring about the revival: of renewed peace, of economic recovery, of a new order in the sub-region. Regardless of the occasional "blunders" here and there (in particular in the RDC). As long as the Ugandan political, economic and diplomatic doctrine was serving the interests of the United States, the former rebel appeared to be an invaluable ally. Bill Clinton then George W. Bush relied on this partner… when they needed him.

L'idylle a fait long feu. Sûr de son fait et fort d'un bilan respectable mais aussi du soutien apparent de certains puissants de la planète, Yoweri Museveni a fini par faire sienne la fameuse maxime d'Oscar Wilde : ***« Le meilleur moyen de résister à la tentation, c'est d'y céder. »*** Précurseur, celui qui dénonçait un temps ***« les dirigeants qui veulent rester trop longtemps au pouvoir »*** décidait dès 2005 de changer la Constitution pour briguer un nouveau mandat. L'exemple devient caricature. Au diable les idéaux, la famille Museveni truste les responsabilités, l'opposition est muselée, les homosexuels persécutés et l'Ouganda voit son influence s'éroder sur la scène africaine. M7 n'en a cure. Il en est convaincu : après lui, le déluge ! Combien sont-ils à (dé)raisonner de la sorte ? ■

But the romance fizzled out. Self-assured and with a respectable balance sheet and the apparent support of some of the most powerful nations, Yoweri Museveni ended up embracing Oscar Wilde's famous quote: ***"The only way to get rid of a temptation is to yield to it"***. The trail-blazer, who once denounced ***"leaders that want to spend too long in power"***, decided in 2005 to change the Constitution to seek a new term in office. Making himself a caricature. To hell with ideals, the Museveni family monopolises positions of power, opposition is gagged, homosexuals persecuted and Uganda's influence in Africa is in decline. M7 has no remedy. He is convinced: after him, the deluge! How many reason (ramble) in this way? ■

L'HOMME S'EST ARRONDI, MAIS LE DIRIGEANT S'EST RAIDI

Tout est là pour vous faire vivre une vraie expérience Seychelloise.

Niché au cœur d'un jardin tropical, sur la plage de Grande Anse, cet hôtel plein de charme est un vrai trésor caché de Praslin, managé par des propriétaires Seychellois.Indian Ocean Lodge, est le lieu parfait pour se détendre et le pied-à-terre idéal pour visiter Praslin et les iles environnantes. La décoration intérieure, la restauration locale, les visages souriants qui vous accueillent…

INDIAN OCEAN LODGE

PRASLIN ■ SEYCHELLES

www.indianoceanlodge.com reservations@indianoceanlodge.com Folloe Us:

LE LIBERIA TIENDRAIT-IL SON NOUVEAU PRÉSIDENT ?

MIGHT LIBERIA HAVE ITS NEXT PRESIDENT?

par Sandra Wolmer

Après deux mandats consécutifs de six ans et comme le lui enjoint la Constitution, la chef d'État libérienne, Ellen Johnson Sirleaf, doit s'en aller. Qui donc pour succéder à celle qui marqua l'histoire du continent en devenant la première présidente élue d'Afrique ? Alors que la liste des candidats désireux d'accéder en 2017 à la plus haute magistrature ne cesse de s'allonger un nom commence à circuler. Celui de Benoni Urey. Et il n'est pas de ceux à faire pâle figure. Cet homme d'affaires accompli, devenu le plus grand employeur du pays, a pénétré le cercle des multi-millionnaires. Ses expériences acquises à divers postes gouvernementaux parlent pour lui. Et, le moins que l'on puisse dire c'est que ce fils d'ancien prisonnier politique nourrit de grandes ambitions pour son pays et ses compatriotes. Il les détaille pour 54 ÉTATS. ZOOM.

As required by the Constitution, the Liberian head of state, Ellen Johnson Sirleaf, must step down after two consecutive six-year terms. But who will take the place of the woman who made history by becoming Africa's first elected female head of state? Although the list of candidates vying to assume the country's highest official rank in 2017 keeps growing, one name in particular has started to circulate: that of Benoni Urey. And he is certainly capable of rising to the occasion. This successful businessman, now the country's largest employer, has joined the circle of the multimillionaires. The experience he's earned in multiple governmental offices speaks for him. And if nothing else, it can certainly be said that this son of a former political prisoner has great ambitions for his country and countrymen. He explains these ambitions to 54 ÉTATS. ZOOM.

© Mark Fisher

54 ÉTATS : De nombreuses élections se tiennent en Afrique. Dans certains pays, le dirigeant en place désireux de conserver les rênes du pouvoir ne tolère pas les adversaires politiques. En tant que candidat à l'élection présidentielle de votre pays, pouvez-vous nous dire quelle est votre vision de la démocratie libérienne et du monde politique?

B. U. (Benoni Urey) : Ce n'est pas seulement une question de démocratie libérienne, d'adversaires politiques ou de dirigeant sortant. Il y a quelque chose d'inquiétant à présenter les choses de cette façon. Respectons l'essence de la démocratie — *présenter leur les choix et laisser les choisir.* Je me range à ce principe et le tiens pour sacré. Ceux qui expriment des points de vue diamétralement opposés au mien doivent pouvoir être entendus et respectés mais, en fin de compte, il appartient aux individus de décider de ce qu'ils veulent. L'essentiel consiste a créer un environnement favorable à l'instauration de la démocratie que les gens jugent comme étant équitable. La Constitution et les autres dispositions juridiques qui garantissent ces droits ne devraient jamais être manipulées. C'est ce que nous espérons.

54 ÉTATS : Que pensez-vous du mandat d'Ellen Johnson Sirleaf ?

B. U. : Je la félicite. Le Liberia est beaucoup plus sûr aujourd'hui mais davantage de choses auraient pu être accomplies. Je crois que les Libériens restent toujours profondément divisés sur les questions tribales, religieuses et politiques. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les thèmes de l'inclusion sociale et de la réconciliation constituent des priorités de l'agenda du *All Liberian Party (ALP)*, le parti de Tous les Libériens. Le Liberia ne peut espérer progresser sans se soucier de l'unité libérienne. C'est là que se situe la différence, raison pour laquelle la majorité d'entre eux ne ressentent pas le changement. Cette division s'est répercutée sur sa capacité à se concentrer sur les priorités nationales. Nous avons pour préoccupation de satisfaire les individus ou groupes. Nous combattons également les passes d'armes politiques injustifiées. Les Libériens doivent encore développer leur sens du patriotisme, améliorer les relations qu'ils entretiennent les uns avec les autres et comprendre l'importance que revêt le respect de la culture et de la religion de chacun. Je la félicite pour la paix dont nous jouissons mais nous aurions pu en tirer davantage profit.

54 ÉTATS: Africa is a place where many presidential elections are taking place. In some countries there is less tolerance for political opponents, due to the culture of incumbent's desire to hang on to power. In this context, what is your vision of Liberian democracy and the political environment, as it relates to your candidacy?

B. U. (Benoni Urey): It is not about the 'Liberian democracy,' political opponents or the incumbent. It sounds scary when you frame it that way. Let's respect the essence of democracy – *tell them the choices and let them decide*. I recognize this principle and hold it sacred. Those with views even diametrically opposed to mine must be heard and respected, but ultimately, the people must decide what they want. The key issue is the ability to create the enabling environment for democracy to exist and for people to see it as being fair. Constitutional and other legal provisions guaranteeing these rights should never be tampered with. This is what we hope for.

54 ÉTATS: What are your views about Ellen Johnson Sirleaf's mandate?

B. U.: I commend her. Liberia is a safer place today but we could have done more. I still believe that Liberians are still deeply divided on tribal, religious, and political lines. This is why social inclusion and reconciliation is the first item on the All Liberian Party's agenda. Liberia cannot progress without focusing on unity amongst Liberians. This is where we see a major difference and hence, the reason why most don't feel a change. The 'divide' has impacted her ability to focus on the national priorities. I think we are still concern with pleasing few individuals or groups, or still grappling with unwarranted political games. Our people must, again, develop the spirit of patriotism, improve relationships with each other, and understand the importance of respecting each other's culture and religion. I commend her for the peace we have but we could have taken advantage of the dividend it brought.

54 ÉTATS : Votre pays a connu la guerre. Qu'en est-il de la réconciliation? Le nom de votre formation *"All Liberian Party"* est-il directement lié à cette idée ?

Benoni Urey (B. U.) : Le *All Liberian* Party concerne tous les Libériens et son nom reprend les idées d'inclusion sociale et de réconciliation, lesquelles vont de pair et constituent la base à partir de laquelle nous souhaitons diriger le pays

54 ÉTATS : Considérez-vous que votre statut d'homme d'affaires expérimenté constitue une valeur ajoutée pour diriger le pays?

B. U. : Précisément. Mon expérience d'homme d'affaires influencera nécessairement ma manière de diriger le pays puisqu'en tant que tel je suis intéressé par les résultats – les résultats positifs découlant de tout investissement. Les Libériens doivent constater et palper les retours sur investissements que nous faisons dans le système de santé ainsi que dans le système éducatif et social. Lorsque nous procédons à un changement de politique ou élaborons de nouvelles règles, les gens doivent en comprendre les bénéfices. Par contre, cela suppose des choix difficiles. En tant qu'homme d'affaires, je suis confronté quotidiennement à ce genre de situations, je suis donc le mieux placé pour prendre ce type de décisions pour mon pays.

54 ÉTATS: Your country was hurt by war. What about the issue of reconciliation? Is the name of your party "All Liberian Party" directly linked to this idea of reconciliation?

Benoni Urey (B. U.): The All Liberian Party is for all Liberians and the name underpins social inclusion and reconciliation. Reconciliation and social inclusion go hand in hand and form the basis for how we intend to manage the country.

54 ÉTATS: You have a business background. Do you think it is an added value to manage the country?

B. U.: Precisely. My business experience will play a significant role in how the country is managed. As a businessman, I am interested in results – positive results from any investment. People must see and feel the returns on the investments we make in healthcare, education and social systems. Even if we change a policy or create a new regulation, the people must also understand the benefits. On the flip side, we have to understand that this requires us to make some tough choices. As a businessman, I am faced with that every day so I am best positioned to do that for my country.

> TODAY, LIBERIANS JUST WANT TO LIVE A BETTER LIFE AND AWAY FROM THE PERVASIVE IMPOVERISHMENT

© jbdodanabis

54 ÉTATS : Y-a-t-il de l'espoir parmi les Libériens ? Qu'espèrent-ils, selon vous, à l'issue de la présidentielle de 2017 ? Comment comptez-vous renouveler ou conforter l'espoir au sein de la population libérienne, notamment auprès des jeunes qui en représentent plus de 60 % ?

B. U. : Les Libériens souhaitent tout simplement vivre une meilleure vie, loin de la pauvreté si largement répandue. Ils veulent comprendre pourquoi les prix des produits de base continuent de monter en flèche alors qu'ils n'ont pas l'emploi qui leur permettrait de les acheter. Ils veulent comprendre pourquoi le système éducatif ne leur permet pas d'exprimer le meilleur d'eux-mêmes alors que les frais de scolarité continuent de grimper. Ils veulent comprendre pourquoi les services sociaux de base se sont effondrés. Ils veulent comprendre pourquoi le gouvernement ne semble pas se soucier de leur bien-être alors que le budget est passé de $80 millions à plus de $600 millions.

J'admire le fait que les Libériens, en dépit de cette situation, n'aient pas basculé dans la violence et qu'ils attendent patiemment un changement. Ils sont endurants. Ils perçoivent la lumière fin 2017 — la transformation est on ne peut plus proche. La population souhaite que cet étau de la corruption enracinée dans la pauvreté se desserre enfin.

J'entends poursuivre mes activités humanitaires et réfléchir à des moyens de créer directement ou indirectement de l'emploi pour les jeunes. D'autres programmes permettant de rendre les jeunes autonomes seront à l'étude. Les jeunes d'aujourdhui sont nos leaders de demain, nous devons donc faire des efforts de façon à être certains qu'ils seront prêts lorsque le moment viendra.

54 ÉTATS: Would you say that, currently, there is hope among Liberians? What do you think Liberians hope for after they have elected a new president in 2017? How do you plan to renew or keep the hope among the Liberian population, particularly the youth, who make up over 60% of the population?

B. U.: I don't think a lot of people have hope in this situation. I think they are hoping that 2017 will bring the changes that they anticipated in 2006.

Today, Liberians just want to live a better life and away from the pervasive impoverishment. They want to know why prices of basic commodities continue to skyrocket when they don't have any jobs to afford these essential items. They want to know why the education system is not making them competitive but the cost continues to soar. They want to know why the basic social services have fell apart. They want to know why the budget has grown from $80 million to over $600 million and the government doesn't seem to be paying attention to their well-being.

What I have admired is that we have not resulted to violence but are patiently waiting for the change. The Liberian people are resilient. They see the light at the end of 2017 – transformation is right around the corner. The people are looking for relief from this stranglehold of poverty entrenched corruption.

I shall continue my humanitarian works and seek ways to directly or indirectly create jobs for the youth. Other programs which may empower the youth will be considered. These are our future leaders and efforts must be exerted to ensure that when the time comes, they shall be ready.

54 ÉTATS : Pouvez-vous nous expliquer quelles seront vos priorités en tant que président?

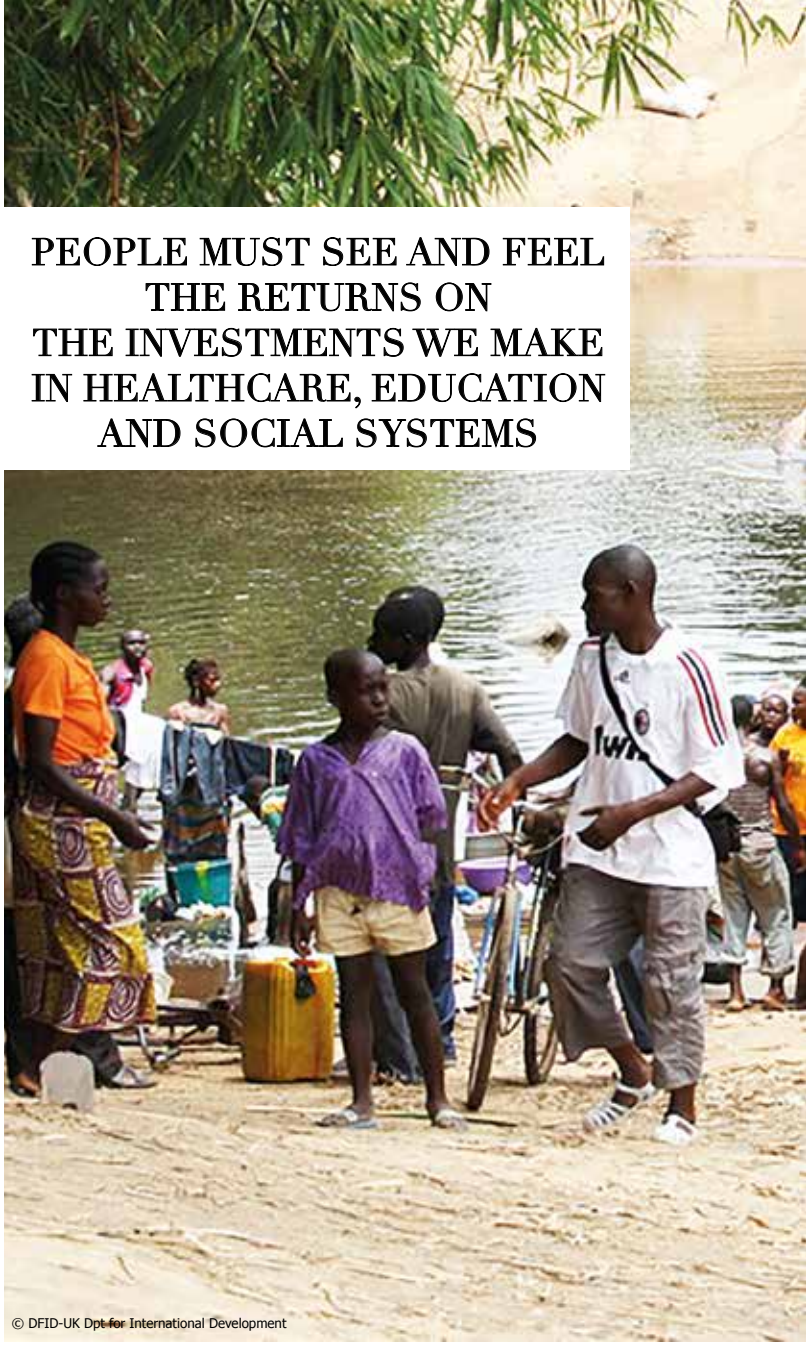
B. U. : C'est la question la plus difficile qui se pose à toute personne voulant accéder à la plus haute magistrature. En dépit des progrès faits par le pays au cours des dix dernières années, le Liberia n'en est qu'à ces débuts. Nous continuons à nous battre et à nous reconstruire après les longues années de guerre et l'épidémie d'Ebola. Clairement, il y a des priorités concurrentes. La priorité de l'ALP sera de se concentrer sur le peuple libérien, son bien le plus grand et le plus précieux. Ainsi, les priorités auxquelles s'attèlera notre administration seront les suivantes :

- **Soins de santé, Sécurité, Services sociaux de base (« Nous nous soucions du bien-être. »)** – Assurer la sécurité, investir dans le bien-être des personnes et fournir des services sociaux efficaces constituent des mesures non négociables. Ce sont les domaines où les gens peuvent se rendre compte des retours sur investissement. Nous devons nous concentrer sur l'accès à l'électricité, la fourniture d'eau potable, l'augmentation de l'accès aux soins et l'amélioration des routes de façon à les interconnecter.

- **Éducation (« Nous devons être prêts. »)** – C'est un secteur immense qui exige énormément d'investissements, en temps et en ressources. Ceci sous-entend un engagement à long terme qui doit débuter dès à présent. Une nation ne se construit pas sans un peuple éduqué. Nous devons toutefois veiller à ce que notre système éducatif s'harmonise avec notre agenda socio-économique. Par exemple, nous avons attiré de nombreux investissements dans le secteur de l'huile de palme mais quels changements ont-ils apporté à nos systèmes éducatifs ? Les gens sont-ils prêts ? Les secteurs des télécoms et banques soulèvent les mêmes questions. Les Libériens doivent être éduqués pour prendre leur pays en main.

- **Croissance économique portée par le secteur privé (« Nous devons créer des options. ») –** La création de richesses façonne un pays. Elle permet aux individus de s'extraire de la pauvreté pour se hisser au sein de la classe moyenne. Cela ne dépend pas uniquement du gouvernement. Tel est l'enseignement que je tire de ces dix dernières années : les gens s'en remettent au gouvernement pour dresser les grandes lignes du développement. Il incombe au gouvernement de créer un environnement propice au sein duquel le secteur privé peut prendre ses droits. Mon gouvernement veillera à ce que nos politiques, règles et lois incitent le secteur privé à en faire davantage. Nous ne devons pas nous mettre en travers de sa route. Parole d'homme d'affaires expérimenté.

- **Agriculture (« Nous devons nous nourrir. »)** – Nous devons atteindre l'autosuffisance. Nous devons aussi faire travailler les gens et réduire leur dépendance au gouvernement. Nous possédons les terres, des conditions climatiques favorables, des ressources hydrauliques abondantes et, surtout, des ressources humaines inactives. ■



PEOPLE MUST SEE AND FEEL THE RETURNS ON THE INVESTMENTS WE MAKE IN HEALTHCARE, EDUCATION AND SOCIAL SYSTEMS

© DFID-UK Dpt for International Development

54 ÉTATS: Can you explain to us what your priorities will be as a president?

B. U.: This is the toughest question for anyone assuming the leadership. With all of the progress the country has made over the last ten years, Liberia is still at its infancy. We are still battling and rebuilding after the long years of war and struggling from the aftermath of Ebola. Clearly, there are competing priorities. For ALP, our priorities will center on our biggest and most important asset, the Liberian people. Given that, we can sum off the priorities of our administration to be the following:

- **Social Inclusion and Reconciliation *("We are all part of this.")*** –We are not talking about having programs to say, "we are sorry" or ad campaigns. We have to build an inclusive society so that each person understands their importance and see their place in the country's vision. Social inclusion has to be the underlining theme for whatever we do – our budgeting decisions, laws, policies, economic partnerships and foreign relationships. People want to know that we understood their wrongs and they now have a part to play. In my opinion, that is the essence of saying sorry. For ALP, this is very important.

© Brittany Danisch

RETROUVEZ L'INTERVIEW DE BENONI UREY EN INTÉGRALITÉ SUR **WWW.54ETATS.FR**

© Veronica Sparks

• **Healthcare, Security and Basic Social Services** ***("We care.")***–Ensuring safety, investing in the well-being of people and providing efficient social services are non-negotiable. These are the areas where the people see what are they getting in return for their resources. We have to make electricity affordable, provide safe drinking water, increase access to healthcare and improve the roads so that they can reach one another.• **Education** ***("We must be ready.")***– This is a huge area and an area that requires a lot of investment in time and resources. It is a long term commitment but we must startnow. If we cannot educate our people, we cannot build a nation. However, we must ensure that our educational systems are aligned with our socio-economic agenda. For example, we have attracted a lot of investments in the oil palm sector, but what has changed in our educational systems? Are the people ready? The same can be said for the telecoms or banking sectors. Liberians must be educated to take over Liberia.

• **Private sector-led economic growth** ***("We must create options.")***– Wealth creation is what makes a country and what will lift us from poverty to the middle-income status. This is not the work of the government alone. This is one lesson I have learned over the last 10 years: the people rely on the government to chart the course of development. The government should create the enabling environment and let the private sector lead. My government will ensure that our policies, regulations and laws are pushing the private sector to do more. We should not be in the way. I experience this as a businessman.

• **Agriculture** ***("We must feed ourselves.")***– We have to be self-sufficient. We also have to put our people to work and reduce their reliance on government. We have land, a favorable climatic condition, an abundance of water resources, and more importantly, the unemployed human capital. That is where I should stop. I think you get the picture. ■

© Render

SORTEZ DE VOTRE BULLE ET REJOIGNEZ EKUMFI TRUST!

BURST THE BUBBLE AND JOIN EKUMFI TRUST!

par Hervé Pugi

« J'ai vécu des moments fabuleux à l'école. » Voilà où s'enracine l'engagement humanitaire de Miriam Bouchiba. Cette dentiste établie à Londres soutient humblement toute une communauté au Ghana à travers son association caritative *Ekumfi Trust*. Et, ce n'est qu'un début ...

"Some of the best days of my life were spent at school". That's the starting-point of the humanitarian commitment of Miriam Bouchiba. The London-based dentist has turned into a benefactress for a whole community in Ghana with her charity association: Ekumfi Trust. But it's just a beginning…

54 ÉTATS : Quel est l'objectif de votre association caritative et comment a-t-elle été fondée ?

Miriam Bouchiba (M. B.) : Diplômes de l'université et de l'école de médecine dentaire en poche, j'ai décidé de partir au Ghana en tant que membre d'une équipe de soignants prodiguant des premiers soins médicaux/dentaires d'urgence. C'est ainsi que j'ai eu l'opportunité de travailler au sein de la communauté Ekumfi Etsibeedu. Il ne m'aura d'ailleurs pas fallu énormément de temps pour cerner ses besoins. De retour au Royaume-Uni, je me suis fait la promesse d'accomplir quelque chose et je me suis dit : comment valoriser au mieux une communauté, si ce n'est en développant ses infrastructures éducatives ? J'ai donc fondé en 2013 l'association caritative *Ekumfi Trust* pour soutenir le développement du système éducatif au sein des régions rurales du Ghana et dans les autres parties du continent africain.

54 ÉTATS: What's the aim of your charity and how was it founded?

Miriam Bouchiba (M. B.): Soon after graduating from university and dental school, I went to Ghana as part of a medico-dental brigade providing basic emergency dental treatment. It was then that I had the opportunity to work within the Ekumfi Etsibeedu community. It did not take long before I could see where further help was needed in the community. I came back to the UK and made a vow to myself to achieve something. What better way to empower a community than to develop their educational infrastructure? So, I founded the Ekumfi Trust back in 2013 to support the educational development of schools in rural Ghana and other parts of the African continent.

SOME OF THE BEST DAYS OF MY LIFE WERE SPENT AT SCHOOL

54 ÉTATS : Comment procédez-vous pour identifier les besoins ?

M. B. : C'est vraiment simple. Nous évaluons les communautés en nous fondant sur des critères tels que l'existence de bibliothèques, l'état de délabrement des écoles, etc… J'ai vécu des moments fabuleux à l'école. Je me souviens encore aujourd'hui des livres que j'ai lus, des salles de classe que j'ai fréquentées de ma première à ma sixième année de scolarité… L'idée consiste à trouver des écoles qui ont besoin d'être rénovées et aménagées et ainsi insuffler un brin d'inspiration chez les enfants. Nous recensons plutôt ce type d'école en milieu rural, dans les villages.

54 ÉTATS : Pouvez-vous nous en dire plus sur vos projets antérieurs ?

M. B. : Lors de mon premier déplacement au sein de cette communauté, nous avons doté l'école d'un dispensaire. Même si cet établissement scolaire était délabré et laissé à l'abandon, la communauté en était très fière et le considérait comme un lieu essentiel. Il n'aura fallu que deux semaines pour rénover ses six classes. La communauté a travaillé à cette fin sans relâche avec l'équipe qui ne comptait que trois personnes : deux amis et moi-même. Dans cette école fraîchement réhabilitée, j'ai dès lors pu organiser des ateliers éducatifs sur le thème de la santé de la mère et de l'enfant.

54 ÉTATS: How do you assess areas of need?

M. B.: It's simple really; you have to assess communities based on where there are no libraries, run-down schools and so forth. Some of the best days of my life were spent at school, I can still remember to this day the books I read, my classrooms as I progressed from reception to year six... The idea is to find schools that need regenerating and development to help inspire children. These tend to be in rural villages.

54 ÉTATS: Can you tell us a bit about past projects?

M. B.: During my first visit to the community, we had set up clinical stations inside the school. The school appeared run down and looked derelict, nonetheless, the community has great pride in their school and saw it as the focal point of their community. All six classrooms of the school were regenerated over the course of two weeks. The community worked tirelessly alongside the team - which at this point was only two friends and I! - to complete the project. Mother 'n' baby health education workshops were then held inside the regenerated school by me.

54 ÉTATS : Quels sont vos projets actuels ?

M. B. : La première bibliothèque du village Ekumfi Etsibeedu devrait être achevée le mois prochain. Celle-ci comptera trois pièces : l'une accueillera un espace d'étude doté de bureaux, l'autre réunira tous les livres et étagères, et la dernière sera réservée aux ordinateurs. Les livres proviennent d'œuvres de bienfaisance ou ont été acquis par le biais de sites tels que *Freecycle*. Ces sites présentent un réelle utilité puisqu'ils permettent aux personnes de votre entourage de se débarrasser des choses dont elles n'ont plus besoin sans pour autant les jeter à la poubelle. Les déchets de l'un sont les trésors de l'autre ! Les ordinateurs proviennent également du Royaume-Uni, d'organisations telles que *Computer Aid Programme*. La collaboration avec d'autres associations caritatives reste un facteur clé de la belle réussite de *Ekumfi Trust*.

54 ÉTATS: What are your current projects?

M. B.: The first library in the Ekumfi Etsibeedu village should be achieved within the next month. The library will contain three separate rooms, one of which will be a quiet study area with desk space, the second will be a communal area with all the books shelves, and the third a computer area. Books have been sourced from kind donations and also through sites such as Freecycle; these sites are a really useful way for people in your local community to give away stuff that they no longer need instead of throwing it in the dump. One man's trash is another man's treasure as they say! The computers will also be sourced from the UK, from organisations such as the Computer Aid Programme. Collaboration with other charities will be the key to making the Ekumfi trust a huge success.

54 ÉTATS : Comment levez-vous des fonds et comment les gens peuvent-ils s'impliquer ?

M. B. : J'ai organisé des soirées Afrobeat à Brixton. Un moyen efficace pour célébrer la nouvelle musique et culture africaine tout en soutenant parallèlement une cause. Les organisateurs de eNCORE, probablement l'événement Afrobeat le plus important à ce jour au Royaume-Uni, soutiennent aussi l'association en lui reversant une partie de leurs recettes. Les dons privés ont aussi été exceptionnels ! Pas seulement de l'argent, mais aussi des livres et même un maillot porté par Drogba, signé et offert par toute l'équipe de football de Chelsea… Les gens peuvent se porter volontaires, travailler directement avec la communauté et ainsi faire en sorte que des bibliothèques voient le jour. L'équipe qui s'est investie dans le projet de la première bibliothèque part le 18 juin. Les dons matériels restent les bienvenus, nous récupérons volontiers les livres pour enfant ou toute autre ressource pédagogique.

54 ÉTATS : Le fait de vous occuper d'une œuvre caritative vous donne une nouvelle perspective ?

M. B. : À Londres, au Royaume-Uni et dans les pays développés, nous vivons dans une bulle. Des fois, nous avons besoin de sortir de cette bulle pour prendre du recul. Voir le monde à travers les yeux d'une autre vraie personne, non pas à travers des journaux, des réseaux sociaux et ainsi de suite. C'est un moment qui permet de se remettre en cause soi-même, de remettre en cause les choses qui ont vraiment de la valeur, car nos idées sont souvent influencées par notre subconscient ou par nos structures sociales. Passer deux courtes semaines dans un village sans accès aux médias sociaux, à la culture de la célébrité et à la consommation de masse vous donne le temps de réfléchir, pour ainsi dire ! Votre temps est dédié à ceux qui vous entourent. Prendre du recul est un processus permanent, qui n'est jamais statique.

54 ÉTATS : Enfin, quel est l'avenir de votre association caritative ?

M. B. : Née d'un père d'origine nord-africaine, j'adorerais ajouter une touche personnelle en construisant la prochaine bibliothèque au Maroc. En avril dernier, je me suis rendue dans le village de son enfance, qui en est dépourvu. C'est donc tout logiquement le pays sur lequel l'association se concentrera. Maintenant que j'ai défini la marche à suivre pour construire des bibliothèques et que je dispose d'un réseau extraordinaire de personnes sur lesquelles je peux compter, les choses devraient se dérouler beaucoup plus rapidement. Mais Dieu seul sait combien de bibliothèques verront le jour au cours des cinq prochaines années ! J'ai aussi l'intention de diversifier mon activité et d'apporter des conseils aux personnes désireuses de fonder leur propre association caritative. Le processus est bel et bien lancé ! ■

Miriam Bouchiba, Fondatrice d'Ekumfi Trust

© Headshot

54 ÉTATS: How do you fundraise and how can people get involved?

M. B.: I hold Afrobeats nights in Brixton. They are a great way to celebrate new African music and culture and at the same time, support a cause. Event's organisers for eNCORE, probably the largest Afrobeats event in the UK at present, also support the charity, with some of their proceeds going towards it. Support from personal donations has also been amazing! Not only money but, books too and even a worn Drogba shirt, signed and donated by the entire Chelsea football team... People can volunteer and work directly alongside the community constructing the libraries. The first library project team is heading out June 18th. Donations are also still welcome to dig out any children's books or educational resources you no longer need.

54 ÉTATS: Does running a charity offer you a new perspective?

M. B.: We live in a bubble in the UK, in London, in developed countries. Sometimes we need to burst that bubble to gain perspective. See the world through the eyes of another instead of through newspapers, social media and the like. It's allowing me to deconstruct myself too and assess what is of value to me because sometimes we have ideas of what's important, and these are often ideas simply imposed upon us subconsciously by social structures. Spending only a short, two weeks in a village with no access to social media, celebrity culture and mass consumerism gives you time to reflect, put it that way! Your time is dedicated to those around you. Gaining my perspective is a continual process, never static.

54 ÉTATS: So, finally, what's the future for the charity?

M. B.: Having a father of North African descent, it would be nice to add a personal touch and build the next library in Morocco. Last April, I visited the village where he grew up as a child. There are still no libraries there and so what better place to next support! Now that I have devised a blue-print for library construction and an amazing network of people that I know I can rely upon, the process should be much quicker, meaning God only knows how many libraries will be built in the next five years! I also intend to branch out and act in the capacity as an advisor to help others start up their own charities; these wheels are in motion. ■

www.ekumfitrust.org

THE EKUMFI ETSIBEEDU COMMUNITY

The Ekumfi district is located in the central region of Ghana, a 3 hour drive west of the capital, Accra. It lies close to the Cape Coast, which is cemented in history as being where many slaves were held before their journey on the *Middle Passage*. The Ekumfi Etsibeedu village is surrounded by Mr. Emmanuel's pineapple farm providing the community with bountiful supplies of fresh, sweet pineapple! It has close to 500 inhabitants, of which children make up a large percentage. Their only school was first established in 1961 and now enrols 189 pupils of the age range 5-11 years. The school, as for the entire village, has limited access to basics including electricity, as the sun sets, lights are out; a village controlled by the laws of nature.

LA COMMUNAUTÉ D'EKUMFI ETSIBEEDU

Situé dans la région centrale du Ghana, à 3 heures de trajet en voiture à l'ouest de la capitale Accra, le district Ekumfi se trouve à proximité de Cape Coast, gravé dans l'histoire comme étant le lieu de regroupement et de détention des esclaves avant leur traversée du *« passage du milieu »*. Le village Ekumfi Etsibeedu est entouré par l'exploitation d'ananas de M. Emmanuel qui fournit à la communauté des quantités importantes de ces fruits sucrés et frais. Environ 500 personnes, pour la plupart des enfants, y vivent. L'unique école a été créée en 1961 et accueille maintenant 189 élèves âgés de 5 à 11 ans. Tout comme le village, l'école bénéficie d'un accès limité à des services de fournitures d'énergie, y compris l'électricité. Quand le soleil se couche, les lumières s'éteignent dans un village soumis aux lois de la nature.

© Render

THE KURDS S'INVITENT AU CENTRE DU JEU

HAVE INVITED THEMSELVES CENTER-STAGE

par Hervé Pugi

La « question kurde » ! Tout le monde en parle mais qu'en sait-on vraiment ? Nous sommes allés chercher des réponses auprès du professeur Jean Marcou, directeur du Master « Méditerranée-Moyen-Orient » de Sciences Po Grenoble. Une précieuse contribution afin de recadrer les termes d'un débat souvent caricaturé.

Une longue histoire que celle liant Turcs et Kurdes. Une communauté ***« multiple et variée, comme tous les peuples »*** précise Jean Marcou qui tient à mettre en lumière ***« les différences religieuses et linguistiques »*** existantes parmi les 30 à 40 millions de membres de ceux qui sont ***« parmi les plus anciens habitants du Moyen-Orient »***. En Turquie, ils seraient 15 millions principalement (mais pas seulement) basés au sud-est du pays. Loin de vivre à la marge de la nation, notre spécialiste rappelle que ceux-ci ***« ont participé, aux côtés des Turcs, entre 1919 et 1922, à la guerre d'indépendance qui a débouché, en 1923, sur la création de la République de Turquie »***. Là est peut-être à chercher leur première revendication : ***« Ils ne se considèrent pas comme une minorité, mais bien comme un peuple qui a contribué à la fondation de l'État turc contemporain. »***

***"The Kurdish Question"*! Everyone's talking about it but what do we really know? We went looking for answers, to Prof. Jean Marcou, the *"Mediterranean-Middle-East"* Masters program director at the Grenoble School of Political Science (Sciences Po Grenoble). Hoping to make a valuable contribution to reestablishing the terms of reference of a debate often trivialized by caricature.**

Turks and Kurds go back a long way. A ***"multifaceted and diverse community, like every people,"*** says Jean Marcou, who strives to highlight ***"the religious and linguistic differences"*** between the 30 to 40 million people who are ***"among the most ancient inhabitants of the Middle East."*** Some 15 million Kurds live in Turkey, mostly (but not only) in the southwestern part of the country. Far from remaining at the fringes of the nation, Marcou emphasizes that ***"they fought alongside the Turks, between 1919 and 1922, in the war for independence which resulted, in 1923, in the creation of the Republic of Turkey."*** And that may well be the main basis for their grievance: ***"They don't see themselves as a minority, but as a people who contributed to founding what is modern Turkey."***

© Kurdishstruggle

Pourtant, le directeur du Master « Méditerranée-Moyen-Orient » de Sciences Po Grenoble le reconnaît aisément ***« leur intégration et l'ignorance du fait kurde par les autorités turques ont posé des problèmes depuis les débuts de la République »***. À l'affirmation identitaire s'oppose depuis maintenant presqu'un siècle une répression étatique endémique. C'est dans le contexte du coup d'État de 1980 qu'une ***« guérilla tenace apparaît »***, dont la figure de proue n'est autre que le *PKK*. Pourtant, ce serait faire fausse route que de vouloir accoler à l'ensemble de la population kurde une sympathie quasi innée pour le Parti des travailleurs du Kurdistan et ses aspirations.
Une idée que bat en brèche Jean Marcou en rappelant que ***« sur le plan politique, en Turquie, on trouve des Kurdes autonomistes, indépendantistes, de gauche et d'extrême-gauche, de droite et d'extrême-droite, conservateurs, islamistes, et même salafistes ou djihadistes »***. Oui, même djihadistes : ***« Au cours des deux dernières années, si beaucoup de Kurdes ont apporté leur soutien, dans le conflit syrien, au PYD (Partiya Yekitiya Demokrat – Parti d'union démocratique), formation d'inspiration marxiste-léniniste à l'origine, qui administre actuellement le Rojava (Kurdistan syrien), d'autres en revanche ont pris le parti de Daech qu'ils ont même rejoint parfois pour combattre à ses côtés. »***

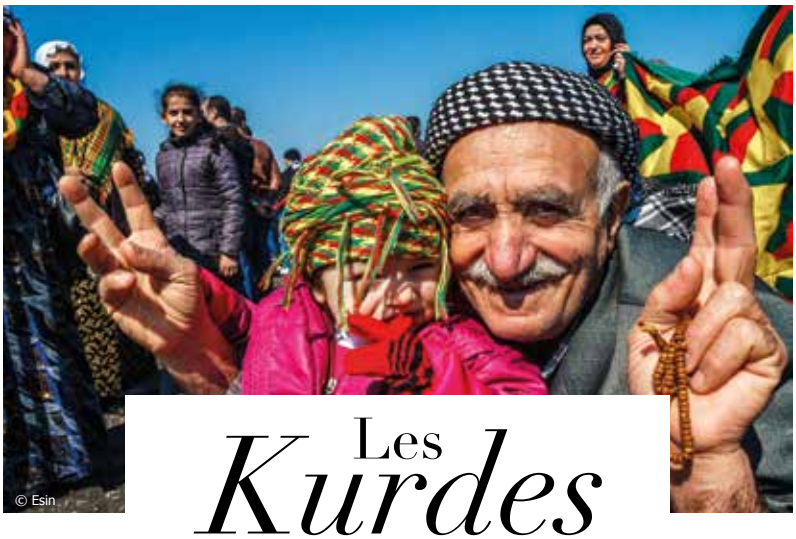
LA HANTISE D'ANKARA ? VOIR LE KURDISTAN SYRIEN SE TRANSFORMER EN BASE-ARRIÈRE DU PKK.

However, the director of the Mediterranean-Middle-East Masters program at the Grenoble School of Political Science is quick to admit that ***"their difficulties integrating and their being ignored by Turkish authorities have created problems since the early days of the Republic."*** Nearly a century of State repression resulted in a drive for recognition of Kurdish identity. Nearly a century of State repression has opposed the drive for recognition of Kurdish identity. It was against the background of the 1980 *coup d'État* that ***"fierce guerrilla action appeared"*** led by none other than the PKK (Kurdistan Workers Party). However, it would be wrong to pretend that the PKK and its goals were supported by most Kurds.

This is a claim that Jean Marcou demolishes by pointing out that ***"in Turkey we find every type of Kurdish persuasion: independents, separatists, left-wing and extreme-left, right-wing and extreme right, conservatives, Islamists, and even Salafists and Jihadists."*** Yes, even Jihadists: ***"In the past two years, although many Kurds in the Syrian conflict have been supporting the Marxist-Leninist-inspired PYD (Partiya Yekitiya Demokrat – Democratic Union Party) which currently governs Rojava (Syrian Kurdistan), others have opted to follow Daesh and have even sometimes fought alongside it."***

Surtout, c'est dans les urnes que les Kurdes font entendre leur voix. Et pas seulement en faveur du *HDP* (*Hakların Demokratik Partisi* – Parti démocratique des peuples), l'*AKP* (*Adalet ve Kalkınma Partisi* – Parti de la justice et du développement) du président Erdoğan a ses supporteurs au sein du peuple kurde. Une étrangeté ? Pas tant que ça aux yeux du professeur Marcou qui analyse : ***« Ce vote reflète la polarisation qui traverse la société kurde et qui schématiquement la divise en deux camps principaux : celui qui soutient le gouvernement par conservatisme religieux, mais aussi parce qu'il considère que l'AKP a amélioré la situation des Kurdes et celui qui estime que l'AKP a renoué avec les politiques antérieures de répression et qu'il faut continuer la lutte pour une reconnaissance de la spécificité kurde. »***

But it's in the ballot boxes that the Kurds have really made their mark. And not just by voting for the HDP (Hakların Demokratik Partisi – People's Democratic Party), or for President Erdoğan's Kurdish AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi – Justice and Development Party). Strange? Not for Prof. Marcou: ***"These allegiances reflect the polarization that cuts across Kurdish society and symbolizes its division into two main camps: those who support the government with religious conservatism because they also feel that the AKP has improved Kurdish people's lives and those who do consider that AKP has thereby renewed their commitment to shrug off the yoke of repression and keep fighting for recognition of Kurdish identity."***


© Esin

Les *Kurdes* NE SE CONSIDÈRENT PAS COMME UNE MINORITÉ

Autrement dit, vouloir lire le monde politique turc selon le seul prisme d'un quelconque communautarisme est une grossière erreur. Tout d'abord car ***« comme les Turcs, les Kurdes de Turquie sont très majoritairement sunnites mais il y a aussi parmi eux une proportion non négligeables d'alévis. On trouve aussi des yézidis, des druzes, des yarsanis, des chrétiens ou des juifs »***. Ensuite car le *HDP* lui-même a su se refonder ***« en sortant d'une logique exclusivement ethnique et prétend aussi représenter tous les oubliés de la République : alévis, chrétiens, Arméniens, femmes, démocrates turcs inquiets de la montée en puissance de l'autoritarisme, environnementalistes, homosexuels... »*** Une stratégie fructueuse puisque le parti compte désormais 59 députés au parlement.
Malheureusement, loin du seul débat politique, la « question kurde » se repose dans ses termes les plus violents avec, comme toile de fond, le conflit en Syrie. Ankara aurait une hantise : voir le Kurdistan syrien se transformer en refuge du *PKK* et plus encore que ***« le régime de Damas cherche à instrumentaliser les Kurdes syriens contre lui, comme cela avait été le cas dans les années 1990 »***. Des peurs viscérales qui, selon le professeur de Science Po Grenoble, ***« explique que la Turquie ait, pendant les premières années du conflit, toléré que son territoire serve de base-arrière à des réseaux djihadistes liés à Daech ».***

In short, it is a great mistake to see Turkey through the prism of a single community. First of all, ***"As are the Turks, most of the country's Kurds are Sunnis, with significant numbers of Alevites. There are also Yezidis, Druzes, Yarsanis, Christians and Jews."*** Also, as the HDP has refocused ***"by abandoning an exclusively ethnic identity and instead focusing on representing the Republic's 'forgotten people' – Alevites, Christians, Armenians, women, Turkish democrats uneasy about increasing authoritarianism, environmentalists, homosexuals..."*** A clearly fruitful strategy as the party now has 59 Parliament members.

Unfortunately, far from being a single issue, the ***"Kurdish Question"*** is now more violent with, as backdrop, the conflict in Syria. Ankara has always been obsessed by the fear that Syrian Kurdistan would become a PKK stronghold and, what's more, that ***"Damascus would try to sign up the Syrian Kurds against it, as happened in the 1990s."*** These underlying fears which, according to the Grenoble Political Science Professor ***"explains why Turkey in the early days of the conflict allowed its territory to be used as a rear-base for Jihadists connected with Daesh."***

Quitte à se fâcher avec Washington qui, pour sa part, soutient assez ouvertement les milices du *PYD* (les *YPG – Yekîneyên Parastina Gel* – Unités de protection du peuple) dans ses combats au sol contre les terroristes. Et Jean Marcou d'expliquer que ***« pour la Turquie, cet appui militaire américain aux Kurdes syriens équivaut à un soutien indirect au PKK, au moment même où les affrontements entre les forces turques de sécurité et la guérilla ont repris, dans le sud-est »***. Sans oublier les attentats d'Ankara des 17 février et 13 mars 2016 (75 morts) revendiqués par une branche dissidente du *PKK*. Dans un tel contexte, notre expert est catégorique ***: « La question kurde influe, plus que jamais, sur l'appréciation du conflit syrien, qui est celle de la Turquie. »***

Bien évidemment, une question brûlante se pose : la crise régionale actuelle peut-elle faire bouger les lignes quant à la proclamation d'un éventuel Kurdistan indépendant ? ***« Cela paraît peu probable »*** répond sans hésiter notre expert qui précise que ***« sur l'échiquier régional, ces proto-États kurdes jouent leur propre jeu et entretiennent des relations mutuelles difficiles. On a indiscutablement assisté à une montée en force du fait kurde au Moyen-Orient, mais ce phénomène a aussi révélé que leur diversité n'était pas seulement identitaire, religieuse ou linguistique, mais qu'elle était aussi fortement politique et stratégique. »*** ■

RETROUVEZ L'INTERVIEW DE JEAN MARCOU EN INTÉGRALITÉ SUR WWW.54ETATS.FR

Even if this means getting upset with Washington for openly supporting YPG militants (People's Protection Units) in ground combat operations against terrorists. As Jean Marcou explains: ***"As far as Turkey is concerned, US support for Syria's Kurds amounts to indirect support for the PPK, at the very time that fighting between Turkish security forces and guerrillas has intensified, especially in the southeast."*** We should not forget the Ankara atrocities of February 17 and March 13, 2016 (75 dead) claimed by a dissident branch of the PKK. Against that background, our expert is categorical: ***"The Kurdish Question now impacts, more than ever, our assessment of the Syrian conflict, which is that of Turkey."***

Clearly, a burning question remains: Can the present regional crisis lead to a declaration of an independent Kurdistan? ***"That's unlikely,"*** says Marcou unhesitatingly, pointing out that ***"When you look at it regionally, these proto-Kurdish states have their own rules of the game and are struggling with their own relationship issues. Without a doubt, the Kurds have asserted themselves in the Middle East, but this phenomenon has revealed that their diversity is not just one of identity, religion and language, but also strongly political and strategic."*** ■

© Julia Buzaud

Le *HDP* A SU SE SORTIR D'UNE LOGIQUE ETHNIQUE

AFRICA
OUTSIDE

AUSTRALIA

Y'A PAS MOYEN !
NO WAY!

par Sandra Wolmer

© Stop the boat

Ils étaient des milliers de migrants à débarquer sur les rivages de l'île-continent. Originaires pour la plupart du Sri Lanka, de l'Iran, de l'Irak, de l'Afghanistan ou du Vietnam, ils optaient pour une traversée maritime périlleuse pour atteindre leur terre d'élection, l'Australie. Mais ça c'était avant. Avant que les choses ne se corsent au point de faire du migrant une *persona non grata*. Dans un premier temps, sous la houlette de l'ex-Premier ministre libéral John Howard, puis sous celle de son homologue Tony Abbott. Galvanisé par le durcissement de ton de celui-là, celui-ci a poussé à l'extrême la démarche en mettant en place dès 2013, sous contrôle de l'armée, l'opération *« Frontières souveraines »,* classée secret-défense. Une politique régissant l'immigration clandestine maritime d'une dureté sans pareil. Le pays s'en enorgueillit. Les critiques et dénonciations, elles, fusent de toutes parts.

Thousands of migrants had set off to reach the coast of this island continent. Mostly from Sri Lanka, Iran, Iraq, Afghanistan and Vietnam, they opted for a perilous sea crossing to reach their chosen destination, Australia. But that was before. Before things got complicated, to make migrants personae non grata. Initially under ex Liberal Prime Minister John Howard, and then his counterpart Tony Abbott. Galvanized by public opinion, he hardened his position in 2013, ordering the country's armed forces to launch "Operation Sovereign Borders", a defence measure subject to the Official Secrets Act. An unprecedentedly tough stance on people smuggling. And the country is proud of it. Criticisms and condemnations, however, are coming from every quarter.

« ARRÊTONS LES BATEAUX ! »

C'est clair, net et précis ! Tout comme l'objectif d'ailleurs : dissuader les demandeurs d'asile de pénétrer par la voie maritime sur le territoire australien. Comment ? En refilant la patate chaude aux voisins. Canberra, fermement décidée à ne pas se brûler les doigts met ces derniers à contribution. Ainsi donc, l'opération « *Frontières Souveraines* » prévoit l'interception au large des côtes des embarcations transportant les migrants avant même leur arrivée sur le continent puis leur refoulement systématique vers les pays d'Asie du Sud-Est, zone par laquelle ils transitent. Lorsqu'ils parviennent, malgré tout, à rejoindre le continent, ils sont redirigés vers les centres de rétention situés sur les îles Christmas, Nauru et Manus où ils sont détenus, pour une durée indéfinie, le temps d'instruire leur dossier... Enfin, si tant est que leur demande d'asile soit validée, le pays leur laisse drastiquement trois choix : le retour à la case départ — comprendre sur la terre qu'ils ont fuie —, l'installation dans les camps de rétention précités ou leur transfert au Cambodge, puisqu'il n'est nullement question *in fine* d'un accueil sur le continent. Ce principe sous-tend d'ailleurs les accords passés par le gouvernement australien, lequel troque de l'aide financière contre des zones de rétention situées en dehors de son territoire. Une démarche pas franchement morale et pas toujours rentable. ***« L'accord conclu en septembre 2014 avec Phnom Penh a coûté 40 millions de dollars australiens. Malgré les sommes versées, seuls cinq individus y ont été transférés. Cela fait très cher le réfugié »***, ironise David Camroux, professeur de sciences politiques au CERI à Paris. C'est néanmoins, le prix que le continent est disposé à payer pour se délester de ce qu'il considère comme un fardeau.

"STOP THE BOATS!"

Clear, neat, precise... Like all its other objectives: dissuade asylum seekers from taking the sea route to Australia. How? By passing the hot potato to neighbours... But so as not to get its fingers burnt, Canberra has nonetheless leaned on them for a contribution.*"Operation Sovereign Borders"* now aims to intercept migrant boats on the high seas before they can reach Australian shores, and send them back to wherever they came from in Southeast Asia. If, despite it all, they manage to reach the continent, they are herded to detention centres on Christmas Island, Nauru and Manus where they are detained indefinitely while applying for asylum... Although Australia allows them to land, it leaves them with three drastic choices: go back to where they came from including the country they fled from, stay at the detention centres where they are now, or be shipped to Cambodia, as there is no chance of them ever being admitted into Australia. This principle, by the way, underlies the agreements ratified by the Australian government to provide financial aid in return for operating detention centres located beyond its territorial waters. An approach that is frankly unethical, and indeed not always profitable. ***"The September 2014 agreement with Phnom Penh cost 40 million Australian dollars. Despite this massive outlay, only five migrants were actually transferred. That's pretty expensive per refugee,"*** notes David Camroux wrily, Political Science Professor at CERI in Paris. Nonetheless, it's the price that Australia is prepared to pay to rid itself of what it sees as a millstone.

IL N'EST NULLEMENT QUESTION *IN FINE* D'UN ACCUEIL SUR LE CONTINENT

LE JOUR OÙ LES POLITIQUES S'EN SONT MÊLÉS…

Sur cette terre d'immigration où la gravité de la situation liée aux migrants clandestins reste sans commune mesure avec celle rencontrée en Europe, la mise en place d'une telle politique interpelle. Le maître de conférences nous éclaire sur le pourquoi du comment : ***« Il y a eu un basculement intervenu sous John Howard* (1996-2007)*, lequel a fait de cette question un enjeu politico-électoral. Les migrants clandestins ont commencé à être décrits non plus comme des réfugiés, mais comme des immigrants économiques ne jouant pas le jeu en faisant fi des procédures d'immigration conventionnelles. Les politiques se sont mis à criminaliser ces "queue jumpers" ;*** ces « *resquilleurs* » qui, à l'inverse d'autres, ne font pas la queue pour déposer leur demande d'immigration. David Camroux précise : ***« Pays insulaire, au sens géographique du terme, l'Australie l'est aussi dans la psychologie. Les Australiens n'ont pas de carte d'identité. Une fois arrivé vous faîtes partie de la Nation. En contrepartie, une véritable scission s'exprime à l'égard des individus venus de l'extérieur considérés comme des tricheurs. »*** Ajoutez à cela que les réfugiés nourrissent, bien malgré eux, les fantasmes liés aux menaces qui pèsent sur le continent. Telle la paranoïa sur l'État islamique qui s'est développée en Australie, laquelle mène avec les États-Unis des raids aériens sur les sites de Daech. Et de souligner : ***« Une dizaine d'Australiens est partie en Syrie. Ce qui concerne une infime minorité de personnes, mais cela a suffi pour créer une psychose autour du terrorisme. L'Australie vit un peu comme les États-Unis après le 11 septembre. Ce qui ne va pas sans s'accompagner d'une forme de psychose sécuritaire. »***

Les migrants qui arrivent par bateau cristallisent par conséquent négativement toute l'attention. Les politiques se sont tout logiquement fait un devoir de s'emparer de la question.

Et, en la matière, s'il est exagéré de parler d'union sacrée, le consensus est de mise. Libéraux comme Travaillistes s'inclinent devant la dureté de la politique instaurée qui trouve d'ailleurs un écho auprès d'un certain nombre d'Australiens. L'arrivée en septembre 2015 au pouvoir de Malcolm Turnbull, libéral certes réputé plus progressiste que les autres membres de son parti, ne changera probablement pas la donne, comme le souligne le maître de conférences, ***« S'il ne tient pas le même discours que son prédécesseur, il doit néanmoins faire face à la ligne droite de son parti. Quant au Parti travailliste, il n'osera pas non plus aller vers plus de modération »,*** alors que les élections anticipées de juillet se profilent et que l'immigration peut faire basculer d'un côté ou de l'autre le résultat des élections.

THE DAY THAT POLITICIANS GOT INVOLVED…

In this land of immigrants, which is now experiencing migrant smuggling although nothing like the numbers in Europe: What is the cost of implementing such a policy? The Prof explains: ***"There was a fundamental change under John Howard (1996-2007), who made this a political/electoral issue. Illegal immigrants began to be described no longer as refugees, but as economic migrants not playing the game by defying conventional immigration procedures. Politicians began criminalizing them as "queue jumpers"*** that is to say as people who, unlike others, jump the queue to file an immigration application. As David Camroux puts it: ***"An island country geographically, Australia is also psychologically insular. Australians don't have identity cards. Once you arrive, you're part of the Nation. On the other hand, reflecting a form of split mentality towards people coming from abroad regarded as tricksters."*** Added to that is the fact that refugees, for nothing that they've done, fuel fantasies of threats, an attitude rife on the continent. Such is the paranoia that has developed in Australia about Islamic State, that the government is operating air raids alongside the U.S. against Daesh sites. He emphasizes: ***"Some 10 Australians have left for Syria. Which is a tiny minority, but is enough to create a psychosis surrounding terrorism. Australia is going through something similar to what the U.S. experienced after 9/11. Which cannot but sustain a psychotic obsession with security."***

Migrants who arrive by boat are consequently crystallizing negative attention. Politicians, of course, are seizing on the issue.

And speaking in glowing terms about the need for unity and consensus. Liberals and Labourites alike are bowing to the tough policy introduced, which by the way strikes a chord with many Australians. Malcolm Turnbull's accession to power in 2015, acknowledged as the most progressive liberal in his party, will probably usher in little change, says Camroux: "Although he's using different words than his predecessor, he's still bound to follow the party line. As for the Labour party, it won't dare lean towards moderation either," especially with elections anticipated in July and immigration likely to be a polarizing issue.

... LES PORTES DE L'ENFER SE SONT OUVERTES

Lorsque ce ne sont pas les associations et ONG qui s'insurgent contre les atteintes aux droits de l'homme répétées, les médecins s'horripilent en constatant les traitements réservés aux migrants *illégaux*, qui font état des violences physiques et morales qu'ils subissent.

Amnesty International pour ne citer qu'elle dénonçait déjà en 2012 les conditions de vie atroces de ces camps : ***« Une situation de plus en plus explosive, résultant d'un mélange toxique d'incertitude, de détention illégale et de conditions de vie inhumaines, est en train de s'installer dans le camp de rétention pour demandeurs d'asile ouvert par l'Australie hors de son territoire, sur l'île de Nauru, et illustre le manquement spectaculaire du gouvernement à son devoir de protection. »*** Et que personne ne s'avise d'en toucher mot. Le gouvernement en plaçant sous le sceau du secret-défense son opération *« Frontières Souveraines »* musèle la parole, notamment celle du personnel soignant qui s'expose, en s'exprimant un peu trop et trop fort, à une peine d'emprisonnement de deux ans. Le drame qui se joue dans ces camps doit être tu.
Le changement de registre est là. Place au sécuritaire, c'en est fini des droits humains.

© The global panorama

...THE GATES OF HELL OPENED UP

When humanitarians and NGOs aren't condemning infringements of human rights, doctors are railing against the treatment of illegal immigrants, whereas the latter are bearing the scars of the physical and mental abuse they suffer.

Amnesty International, to mention but one, in 2012 condemned the atrocious living conditions in these camps: ***"An increasingly explosive situation, resulting from a toxic mix of uncertainty, unlawful detention, and inhuman living conditions, is taking hold in detention centres set up for asylum seekers by Australia outside its territorial waters, on Nauru Island, and illustrates the government's spectacular failure to honour its duty of protection."*** And let no one say a word against it. By placing *"Operation Sovereign Borders"* under the Official Secrets Act and muzzling reporting, any staff working there face two years imprisonment if they say too much too publicly. The drama playing out in these camps must be hushed up.

Things have changed. Forget human rights, it's all about security.

© John Englart

RESTE À SAVOIR POUR COMBIEN DE TEMPS ?

Signataire de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés de 1951, l'Australie ne doit pas refouler, faute de quoi, elle agit en violation du droit international. Le pays n'en a cure et continue d'externaliser ses engagements, en la matière, à des pays extrêmement pauvres ne pouvant offrir des conditions de vie et perspectives d'avenir décentes. À coup de campagnes de communication chocs, dispendieuses, traduites en dix-sept langues, diffusées jusque dans les pays de provenance de ces migrants, s'il vous plaît, Canberra martèle à qui doit l'entendre : ***« En aucune manière vous ne ferez de l'Australie votre patrie ! »*** Le zéro « arrivée maritime illégale » enregistré au 31 mars 2016 qu'affiche le site officiel de l'opération *« Frontières Souveraines »* ne va évidemment pas dans le sens d'une inflexion. Car ce zéro, c'est pour le continent, la preuve même de l'efficacité. Les hommes ne perdent plus leur vie en mer. Non ! Désormais, hommes, femmes et enfants, traités comme des criminels, au mieux croupissent quand ils ne crèvent pas dans ces zones d'une inhumanité telle que les personnes qui y travaillent en viennent à les comparer à des « camps de concentration ». Les voix, qu'elles s'élèvent de la société civile, des associations, des ONG, du clergé ou du milieu politique pour crier leur colère face à ce dispositif dont l'objectif initial annoncé consistait à empêcher les décès en mer des migrants et casser le *business* des passeurs. Est-ce à dire que sa mise en œuvre ne peut que s'opérer ainsi ? ■

HOW MANY TIMES DO WE HAVE TO SEE THIS?

As a signatory to the 1951 United Nations Convention Relating to the Status of Refugees, Australia cannot now backtrack and violate international law. The country has no cure and continues to outsource its obligations to extremely poor countries that can't offer decent living conditions or prospects for the future. So it is spending money on costly, shock advertising campaigns, if you please, translated into 17 languages, broadcasting to the countries the migrants are coming from, hammering the message: ***"No Way. You will not make Australia home".*** The zero "illegal maritime arrivals"reported at 31 March 2016 posted on the official "Operation Sovereign Borders" website clearly shows no signs of easing this policy. Because this "zero" statistic, being for the entire continent, certainly proves its effectiveness. Lives are not being lost at sea. No! Because now men, women and children, treated as criminals, are at best wallowing and at worst succumbing in inhuman conditions that the staff working there describe as "concentration camps". Voices are speaking out, from ordinary people, associations, NGOs, clergy and even politicians, expressing their anger at this practice the original stated purpose of which was to protect migrants from drowning and destroy traffickers' business. Is this the only way to achieve this goal? ■

Les Seychelles
ma destination préférée

Nichées dans un archipel de l'océan Indien, les Seychelles sont une évasion tropicale où les plages de sable blanc sont bordées de palmiers. On y trouve des jeunes mariés qui se promènent sur la plage, des familles qui en profitent pour se reposer ou d'autres qui profitent de la forêt tropicale. Les Seychelles offrent toute une palette d'expériences. Faites un voyage inoubliable avec Air Seychelles, qui vous offre maintenant des vols directs au départ de Paris trois fois par semaine.

the seychelles islands
another world

RÉSERVEZ MAINTENANT!

Visitez **airseychelles.com**, ou visitez l'agence de voyages la plus proche.

ETIHAD AIRWAYS PARTNER

air seychelles
Flying the Creole Spirit

© Flickr

CANADA
l'étonnant M. Trudeau

the amazing Mr Trudeau

par Hervé Pugi

Difficile d'exister à côté d'une exubérante superpuissance ! Le Canada en sait quelque chose. Plus encore après une décennie passée sous la houlette d'un « technicien » avéré mais sans grand charisme comme Stephen Harper. Avec l'arrivée au pouvoir de Justin Trudeau le 4 novembre 2015, le plus grand pays du continent américain sent toutefois un nouveau souffle – forcément frais – déferler sur sa société. En quelques mois seulement, le nouveau Premier ministre a fait bouger les lignes sur bien des sujets avec une rare radicalité.

Le candidat Trudeau avait promis un vent de renouveau, les Canadiens ont finalement vu s'abattre l'ouragan Justin une fois celui-ci élu. Porté par une opinion publique toute acquise à sa cause, le nouveau locataire de l'édifice Langevin n'a pas perdu de temps. Soucieux de capitaliser sur un certain état de grâce, le natif d'Ottawa a profité des fameux 100 premiers jours de sa mandature pour déposer son empreinte dans plusieurs sphères de la vie politique et sociale. Quoi de plus logique finalement ? Toute raison gardée, il y avait initialement dans l'opposition Harper/Trudeau lors des élections fédérales un petit « quelque chose » qui n'était pas sans rappeler le face-à-face Nixon/Kennedy pour la présidentielle américaine de 1960. Un fossé générationnel sur la forme comme sur le fond. Derrière la victoire du « beau gosse » quadra sur le rigide *WASP** vieillissant, c'est surtout une manière de penser, de voir le monde qui s'est imposée à des électeurs en quête de rupture.

*White Anglo-Saxon Protestant

It's hard living next to an exuberant superpower! Canada knows all about it. Even more so after a decade spent under the leadership of a "technician", with a proven track record but no great charisma, like Stephen Harper. When Justin Trudeau came to power on 4 November 2015, the largest country on the American continent felt new life being breathed into society. In just a few months, the new Prime Minister has shifted position on so many issues with rare radicalism.

As a candidate, Trudeau promised sweeping changes. Once elected, the Canadian people finally saw hurricane Justin sweeping in. Carried by positive public opinion, the new occupant of the Langevin office has wasted no time. Anxious to capitalise on his honeymoon period, the native of Ottawa took advantage of the famous first 100 days in office to make his mark on several political and social spheres. What could make more sense? Initially there had been a little "something" in the Harper/Trudeau conflict during the federal elections that was reminiscent of the Nixon/Kennedy showdown for the American presidential elections of 1960, but he kept his cool. A generation gap in form and content. Behind the victory of the "good-looking" forty-something over the rigid ageing WASP, was above all a way of thinking, of seeing the world which compelled voters to seek change.

Un ministre en turban, un autre en fauteuil roulant, une parité respectée, l'homme sait manier les symboles. Il sait surtout les dépasser. Les 15 femmes à œuvrer au gouvernement n'ont ainsi pas vocation à juste faire le nombre. Justice, Commerce iou Santé, les portefeuilles ont leur importance. Le premier est revenu à Jody Wilson-Raybould, une autochtone issue des Premières Nations. Diversité à l'honneur aussi au poste prestigieux de la Défense, récupéré par Harjit Singh Sajjan, un des quatre ministres de confession sikhe. Le nouvel exécutif compte également une réfugiée afghane, installée dans le pays depuis tout juste 20 ans, en la personne de Maryam Monsef. Enfin, deux autres ministres sont atteints par un handicap, le ministre des Anciens combattants Kent Hehr, en chaise roulante. L'athlète paralympique Linda Gauthier, déficiente visuelle, a quant à elle été nommée ministre des Sports et des Personnes handicapées. Interpellé sur le pourquoi de cette composition paritaire (et hors norme), Justin Trudeau se fendra d'un désarmant : ***« Parce que nous sommes en 2015 ! »***

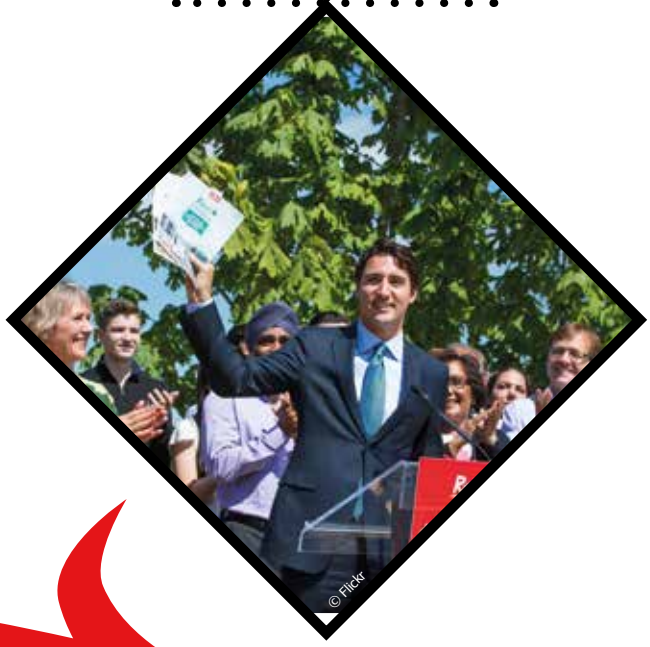
Évidemment, pour les détracteurs de l'homme fort du Parti libéral du Canada, ce storytelling à l'apparence révolutionnaire serait du « politiquement correct » pur. Du genre à se faire pâmer les foules et endormir les médias derrière un joli conte. Pas faux. Pourtant, force est de constater que cette communication s'est avérée gagnante. Il faut dire que le diplômé de l'université McGill de Montréal ne s'est pas arrêté à ces simples effets d'annonce mais a fait feu de tout bois. Ainsi, croire qu'un océan suffit à vous affranchir des contingences de ce monde apparaît bien hasardeux. À ceux qui se demandent de quoi peut bien débattre le Canada en cette année 2016, les thématiques ne manqueront pas d'apparaître familières. Déchéance de nationalité, accueil des réfugiés, lutte contre le terrorisme, relance économique ou écologie, la globalisation impose implacablement ses problématiques. Une évidence. Ce qui l'est moins, c'est la réponse que chacun y apporte.

UN MINISTRE EN TURBAN,
UN AUTRE EN FAUTEUIL ROULANT,
UNE PARITÉ RESPECTÉE,
L'HOMME SAIT MANIER
LES SYMBOLES.

A minister in a turban, another in a wheelchair, equality respected, the man knows all about using symbols. Above all he knows how to exceed expectations. The 15 women in his government aren't just there to make up the numbers. Justice, International Commerce and Health, these are important portfolios. The first went to Jody Wilson-Raybould, a member of the First Nations people. Diversity is also honoured in the prestigious post of Defence, taken by Harjit Singh Sajjan, one of four Sikh ministers. The new executive also includes an Afghan refugee, who has been living in the country for 20 years, Maryam Monsef. Lastly, two other ministers are affected by a disability, the Minister of Veterans Affairs, wheelchair user Kent Hehr. And visually-impaired athlete Linda Gauthier, appointed Minister of Sport and Persons with Disabilities. When asked the reasons behind this equal (and unusual) representation, Justin Trudeau retorted with a disarming: ***"Because it's 2015!"***.

Of course, for the critics of the strongman of the Liberal Party of Canada, this storytelling with an air of revolutionary feel is "political correctness" pure and simple. The type that sends the crowd into raptures and puts the media to sleep with a bedtime story. Not wrong. However, it must be acknowledged that this type of communication has a proven track record. And the graduate from McGill University, Montreal, didn't stop at these simple announcements, instead he pulled out all the stops. The view that an ocean can insulate you from what's going on in the world seems a risky stance. To those of you wondering what Canada might debate in 2016, the subjects won't be unfamiliar: deprivation of nationality, receiving refugees, fighting terrorism, economic revival and the environment. Globalisation creates constant problems. Fact. What is less constant, is everyone's response.

Dans la réalité et le contexte propre du Canada, il faut le souligner, Justin Trudeau a pris le contrepied de son prédécesseur mais aussi de nombre de ses homologues européens. La déchéance de nationalité ? ***« Cette loi a créé deux classes de Canadiens et nous croyons fortement qu'il n'y a qu'une classe de Canadiens »*** n'a pas hésité à lancer le ministre de l'Immigration John McCallum. Un projet de loi a ainsi été déposé fin février pour abroger cette disposition adoptée en 2015. La crise des réfugiés ? 25 000 Syriens ont déjà trouvé refuge dans cette lointaine contrée. ***« Nous avons 25 000 raisons d'être fiers d'être Canadiens, bienvenue aux réfugiés »,*** a lancé le même John McCallum sur son compte Twitter. Le Premier ministre pour sa part a osé un ***« bienvenue à la maison »***. 25 000 autres devraient suivre d'ici fin 2016.
Autre renversement de taille, le « fils de » a surpris son monde en annonçant le retrait de l'armée canadienne des opérations en cours en Syrie et en Irak. Pour Ottawa, il s'agit désormais de suivre un autre cap qui passerait par un investissement de 1,6 milliard de dollars sur trois ans. Fini les bombes, place à la formation et l'aide humanitaire. Si Stephen Harper a souvent été qualifié de « suiveur », Trudeau a lui annoncé vouloir ***« redonner au Canada sa voix ainsi que rétablir son leadership au sein de l'ONU ».*** Une manière d'affirmer sa position diplomatique basée sur le multilatéralisme.



In reality and in the context of Canada itself, it must be emphasised that Justin Trudeau has taken the opposite course to his predecessor but also to several of his European counterparts. Deprivation of nationality? ***"This law created two classes of Canadian and we strongly believe that there's only one class of Canadian"*** the Minister of Immigration John McCallum didn't hesitate to state. A bill was therefore introduced at the end of February to repeal this clause adopted in 2015. The refugee crisis? 25,000 Syrians have already sought refuge in this far-off land. ***"We have 25,000 reasons to be proud to be Canadians, we welcome the refugees"***, stated the same John McCallum on his Twitter account. For his part, the Prime Minister dared a ***"Welcome home"***. 12,000 more are set to follow between now and the end of 2016.
Another major turnaround, the "son of" surprised his world by announcing the withdrawal of Canadian armed forces from operations in Syria and Iraq. Ottawa now intends to follow a new course, one that requires investment of 1.6 billion dollars over three years. No more bombs, instead training and humanitarian aid. Stephen Harper may often have been described as a "sheep", but Trudeau has announced his desire ***"to give Canada its voice back as well as re-establish its leadership within the UN"***. A way of affirming its diplomatic position based on multilateralism.

DERRIÈRE LA VICTOIRE DU « BEAU GOSSE » QUADRA, C'EST UNE MANIÈRE DE PENSER LE MONDE QUI S'EST IMPOSÉE.

JUSTIN TRUDEAU HAS TAKEN THE OPPOSITE COURSE TO HIS PREDECESSOR BUT ALSO TO SEVERAL OF HIS EUROPEAN COUNTERPARTS.

© Flickr

Enfin, au plan national, les premiers signaux donnés tranchent tout autant dans le vif avec le conservatisme ambiant des dernières années. Ainsi, fin juin, les organisateurs de la *Gay Pride* de Toronto ont pu se féliciter d'accueillir un invité prestigieux : ***« Le défilé cette année marquera l'histoire canadienne, puisque avec la participation de Justin Trudeau ce sera la première fois qu'un Premier ministre en exercice »*** assistera à l'événement. Par ailleurs, dans un autre domaine, la position de ce père de trois enfants peut surprendre. Justin Trudeau a promis de faire du Canada le premier pays du G7 à légaliser le cannabis à des fins récréatives !

Trudeau détone, marque les esprits mais n'ignore pourtant pas qu'il est attendu sur d'autres sujets brûlants. Le Canada est ainsi violemment touché par la chute des prix du pétrole. L'affable Premier ministre sait que relancer la machine ne sera pas chose aisée. Quitte à abandonner ses idéaux environnementaux ? À voir. Lui, en tout cas, a prévenu : ***« Une responsabilité fondamentale de n'importe quel Premier ministre canadien, c'est de permettre à nos ressources de se rendre vers les marchés (….) Mon rôle en tant que chef de gouvernement, ce n'est pas de faire plaisir à tout le monde. Mais c'est d'écouter tout le monde, de comprendre ses préoccupations et d'essayer de façon raisonnable de présenter quelque chose qui a de l'allure. »*** Voilà qui a le mérite d'être clair. Tout comme l'est la prédiction de l'environnementaliste David Suzuki ***: « Je m'attends à être déçu*** (par Justin Trudeau)***, mais c'est ça la politique. »*** ■

Lastly, on a national level, the first signs are cutting right into the heart of the pervading conservatism of recent years. At the end of June, organisers of Toronto's Gay Pride are pleased to welcome a prestigious guest to the event: ***"This year's parade will make Canadian history, as Justin Trudeau will be the first Prime Minister in office to take part"***. And on another matter, the position of this father-of-three may surprise you. Justin Trudeau has promised to make Canada the first G7 country to legalise cannabis for recreational purposes!

Trudeau is making his mark, creating impact, but appreciates that people are still waiting for him to take action on other burning issues. Canada has been severely affected by the drop in petrol prices. The affable Prime Minister knows that getting things up and running again will be no mean feat. Will it mean abandoning his environmental ideals? We'll see. In any case he has warned us: ***"A fundamental responsibility of any Canadian Prime Minister is to enable our resources to reach the markets (...) My role as head of government is not to please everyone. But to listen to everyone, understand their concerns and try in a reasonable manner to present something appealing."*** We'll give him credit for telling it like it is. Just like the prediction by environmentalist David Suzuki: ***"I expect to be disappointed (by Justin Trudeau), but that's politics."*** ■

SEYCHELLES

ENTRE TERRE ET MER
BETWEEN LAND AND SEA

par Hervé Pugi

© Gerwin Sturm

Arpentez rues et ruelles de n'importe quelle grande cité et prononcez le mot « Seychelles ». Les visages s'illuminent et les regards se troublent. Il y a ceux qui y sont allés et n'en sont jamais véritablement revenus puis il y a ceux qui rêvent du fameux triptyque : plages, mer, cocotiers. Le tout dans un cadre paradisiaque ! Pas question pour autant de résumer l'archipel, baigné par l'océan Indien, à cette simple carte postale, aussi idyllique soit-elle…

Walk the streets and alleys of any large city and utter the word "Seychelles": faces light up and gazes drift away. Some have been there and never really came back, some dream of the famous threesome: beaches, sea, palm trees. All in an idyllic setting! However, it would be over simplistic to reduce this archipelago, lying in the Indian Ocean, to a mere postcard, as idyllic as it may be…

Mahé, Praslin, La Digue, Denis, Alphonse, Desroches… Ce sont là les noms de quelques-uns des 115 îles et îlots qui façonnent les Seychelles, au large des côtes orientales de l'Afrique. Plus qu'une simple destination de vacances, l'archipel apparaît comme un véritable creuset culturel qui doit beaucoup à son histoire. Africains, Indiens, Chinois, Français, Portugais ou Anglais ont un jour abordé les rivages de l'archipel pour apporter leur pierre à cet édifice qu'est devenu la nation seychelloise. Métissage, tel est le grand mot pour tout ce qui touche au « traditionnel » : les danses africaines sega et moutia partagent le haut de l'affiche avec l'européenne kanmtole, revisitée à travers le temps. Le tout sur le rythme de musiques parvenant de toutes les rives de l'océan Indien. Une richesse, née de la diversité, qui se retrouve également dans la cuisine créole. Souvent présentée comme l'une des meilleures de la région. Riz et poissons sont bien évidemment à l'honneur. Frugale, ce menu ? C'est oublier un peu vite les mille saveurs épicées de plats sans cesse réinventés.

INFO +

CAPITALE
Victoria

SUPERFICIE
400 000 km² mais seulement 280 km² de terre.

LANGUES OFFICIELLES
créole, anglais, français.

MONNAIE
Roupie seychelloise (SCR)

POPULATION
83 000 habitants

VACCINS OBLIGATOIRES
Non

UNE ÎLE PARTICULIÈREMENT HOSPITALIÈRE

Mahé, Praslin, La Digue, Denis, Alphonse, Desroches… Just some of the names of some of the 115 islands and islets that form the Seychelles, off the east coast of Africa. More than just a holiday destination, the archipelago is a real cultural melting pot that owes a lot to its history. Africans, Indians, Chinese, French, Portuguese and English have all landed on the shores of the archipelago to make their contribution to the Seychellois nation. *"Métissage"* (mixing), the fancy word for all things "traditional": the African dances Sega and Moutia come joint top of the bill with the European Kanmtole, revisited over time. All to the rhythm of music from all the shores of the Indian Ocean. A richness arising from diversity, which is also found in the creole cuisine, often presented as one of the best in the region. Rice and fish are of course much in evidence. Is it a frugal menu? Not if you consider the thousands of spices used in dishes that are being constantly reinvented.

© Andrew Moore

PARADIS CONFIDENTIELS

Alors, évidemment, les Seychelles vivent essentiellement du tourisme, avec une approche raisonnable et responsable qui participe à faire de ses lieux une terre particulièrement hospitalière. Des îles enchanteresses, surtout, avec ces plages magiques au sable blanc et aux emblématiques blocs de roches lisses échoués-là alors que l'océan, translucide, semble venir caresser le tout. Beau Vallon, Anse Lazio ou Anse Source d'Argent, entre autres sites, sont ainsi régulièrement cités comme autant de paradis confidentiels où il fait bon, intensément, pratiquer… le farniente !

Vous ne partagez pas cette passion pour la bronzette ? Il y en a pour tous les goûts : des fonds marins exceptionnels pour les plongeurs, des activités nautiques (surf, kit-surf, kayak ou catamaran…) à foison pour les sportifs. Pas question toutefois de se cantonner au littoral, aussi envoûtant soit-il. Ce serait tourner le dos à l'incroyable variété d'une faune et d'une flore unique en son genre. La randonnée, notamment sur les 12 sentiers balisés sur l'île principale de Mahé, est ainsi un autre moyen de découvrir les mille trésors seychellois, dont le célèbre coco de mer !

BREF, PAS DE QUOI S'ENNUYER ! ■

PRIVATE PARADISES

Of course the Seychelles rely essentially on tourism, with a reasonable and responsible approach that helps make its locations particularly hospitable. Enchanting islands with magical white sandy beaches and the symbolic smooth rocks, seemingly caressed by the translucent ocean. Beau Vallon, Anse Lazio and Anse Source d'Argent, among other locations, are regularly cited as private paradises, perfect for enjoying some serious down-time!

But what if you don't like sunbathing? There's something for everyone: exceptional sea beds for the divers among you, loads of water sports (surfing, kitesurfing, kayaking and catamaraning, etc.) for the sports enthusiasts among you. But there's no need to confine yourself to the coast though, no matter how entrancing it may be. That would mean turning your back on the incredible variety of unique flora and fauna. Hiking, in particular on the 12 signposted routes on the main island of Mahé, is another way to discover the thousands of Seychellois treasures, including the famous sea coconut!

IN SHORT, YOU WON'T BE BORED! ■

QUAND PARTIR ?

Grâce à un climat tropical humide, les Seychelles bénéficient d'une température moyenne de 30°C toute l'année. L'eau oscille entre 27°C et 30°C. La meilleure période pour aller aux Seychelles se situe entre avril et octobre pour éviter de fortes chaleurs humides et un vent parfois violent.

Sites inscrits au Patrimoine mondiale de l'UNESCO : l'atoll d'Aldabra et la réserve naturelle de la vallée de Mai.

INFO +

CAPITAL CITY
Victoria

AREA
400,000km² but only 280km² of land.

OFFICIAL LANGUAGES
Creole, English, French.

CURRENCY
Seychellois Rupee (SCR)

POPULATION
83,000 inhabitants

OBLIGATORY VACCINATIONS
None

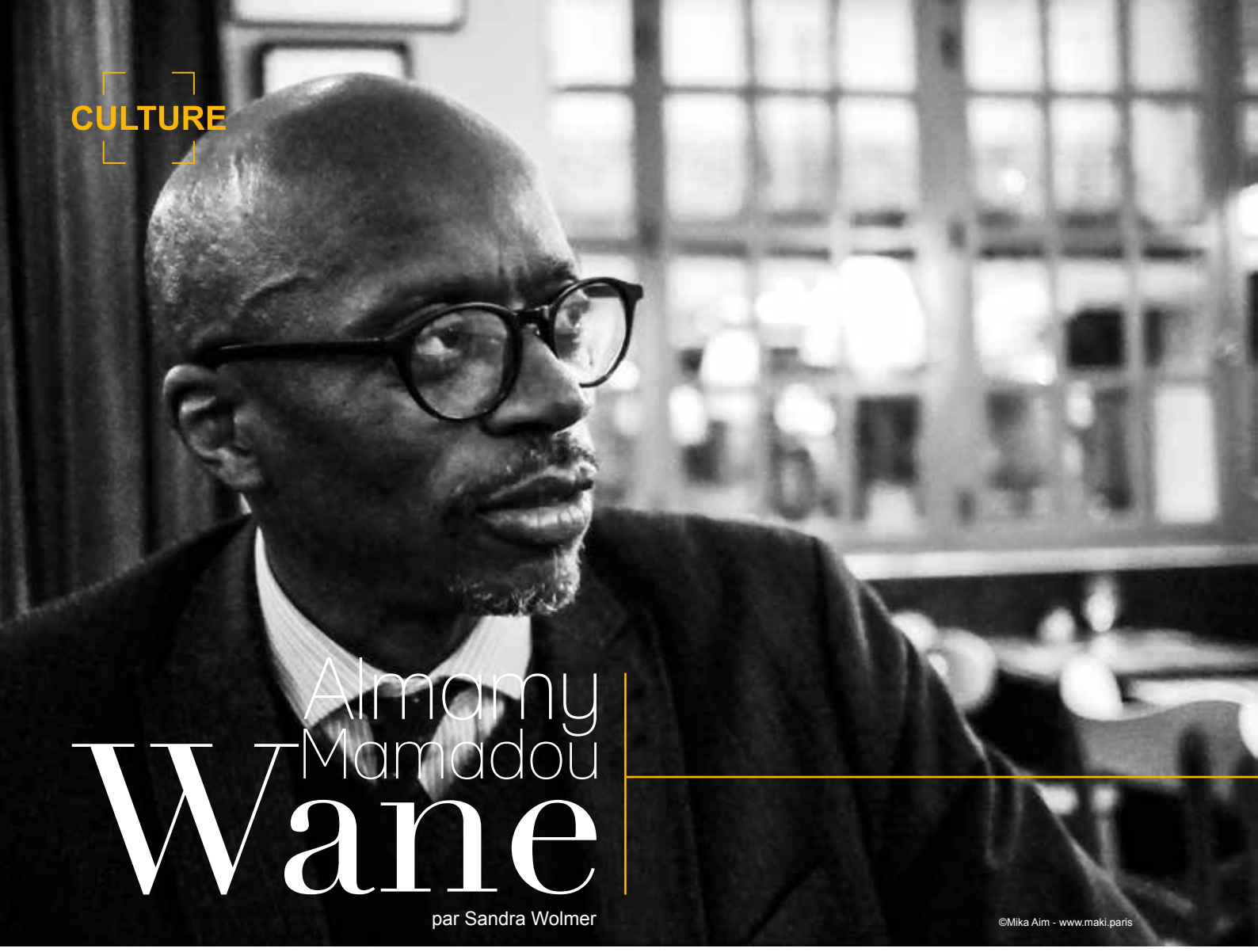
WHEN TO GO ?

Thanks to its humid tropical climate, the Seychelles enjoys an average temperature of 30°C throughout the year. The water ranges from 27°C to 30°C. The best time to go to the Seychelles is between April and October to avoid the intense humid heat and sometimes violent winds.

Sites listed as a UNESCO World Heritage Sites: the Aldabra atoll and the May Valley nature reserve.

DES PLAGES MAGIQUES DE SABLE BLANC

© Sa Seychelles



Almamy Mamadou Wane

par Sandra Wolmer

©Mika Aim - www.maki.paris

REGARD D'UN POÈTE MILITANT
THE EYES OF A FIREBRAND POET

À l'époque, son ouvrage pamphlétaire *Le Sénégal entre deux naufrages ? Le Joola et l'Alternance* était resté en travers de la gorge. Il lui aura d'ailleurs valu un procès intenté et perdu par l'ancien ministre de la Justice et garde des Sceaux sénégalais Cheikh Tidiane Sy pour propos diffamatoires. Qu'à cela ne tienne ! Cette procédure-fleuve n'aura en rien entamé son désir d'écriture. Convictions chevillées au corps, Almamy Mamadou Wane, reprend cette fois-ci la plume pour égréner page après page les ingrédients qui empêchent la mayonnaise africaine de prendre. Au détriment des plus démunis. État, fraude électorale, impunité… Dans *La cuisine françafricaine*, l'auteur recense ces tambouilles qui, au pays de la Teranga et plus généralement sur le continent, ne ravissent qu'une minorité. Pas certaine que cela soit du goût de tout le monde.

AT the time, his polemical work *Le Sénégal entre deux naufrages ? Le Joola et l'Alternance*[1] stuck in some people's throats. So much so that Senegal's Justice Minister Sheik Tidiane Sy filed (and lost) a libel suit against the author. Never mind! The marathon proceedings didn't remotely dampen his desire to write. Wearing his convictions on his sleeve, Almamy Mamadou Wane has now picked up his pen again to detail, page by page, the ingredients that are preventing Africa's mayonnaise from forming – to the detriment of its most needy. State, electoral fraud, impunity...: in *La cuisine françafricaine*[2], the author recounts the daily diet that, in Senegal and generally across the continent, delights only a minority. Not sure it's to everyone's taste...

[1] Senegal between two Wrecks? Joola and Regime Change
[2] The Frenchafrica Kitchen

54 ÉTATS : Quelles sont les raisons qui ont motivé l'écriture de ce livre ?

Almamy Mamadou Wane (A. M. W.) : Écrire ce livre a été pour moi une nécessité, un réflexe de survie, je veux dire par là sans ironiser que j'ai été aussi pendant 20 ans un militant actif de l'association française Survie. J'ai été au contact d'un homme exceptionnel : François-Xavier Verschave (Ndlr : passionné par les relations franco-africaines, cet économiste de formation auteur de nombreux ouvrages a notamment été directeur de publication de la lettre mensuelle de l'association Survie : *Billets d'Afrique et d'ailleurs*). Dans son combat, cet homme talentueux, désintéressé et droit avait décrit très tôt les problèmes franco-africains pour parvenir à l'instauration de meilleures relations entre la France et l'Afrique. J'ai estimé malgré les multiples œuvres de spécialistes de l'Afrique que l'on continuait les mêmes pratiques, les mêmes dérives. Le tout enveloppé dans un double langage alors que tout le monde sait que l'Afrique rapporte beaucoup au détriment des populations parmi les plus pauvres au monde. Aujourd'hui, rien n'a changé. Au contraire, le « somnambulisme » d'une certaine classe politique française a permis l'arrivée de nouveaux prédateurs concurrents dans un monde en pleine effervescence devant composer désormais avec le terrorisme. Que faisons-nous face à cela ? Le cocktail État faible/pays pauvre est détonnant et l'affaiblissement des États africains est dû notamment à l'instauration de ce type de relations d'un autre temps qui perdure. Cela a bien évidemment un effet dévastateur.

© Jla cuisine françafricaine

© Jeff Attaway

54 ÉTATS: What motivated you to write this book?

Almamy Mamadou Wane (A. M. W.): I needed to write this book, it was a survival reflex, by which I mean – no irony intended – that for 20 years I was an active militant in the French NGO Survie ("survival"). I had been in touch with an exceptional man: François-Xavier Verschave. [ed: An economist by training and passionate about French-African relations, Verschave was a prolific writer and edited Survie's monthly newsletter Billets d'Afrique et d'ailleurs (Notes from Africa and Elsewhere).] In his battles, this talented, objective, upstanding man had described very early the French-African problems that would have to be overcome to establish better relations between France and Africa. And in my view, despite the many works by Africa specialists, the same practices, the same mistakes, were still continuing. All of it wrapped up in double-speak, while everyone knows that the hardest-hit are Africa's population who are already among the poorest in the world. Today, nothing has changed. On the contrary, a certain "sleepwalking" French political class has allowed new competitive predators to arrive in a turbulent world which now also has to deal with terrorism. What do we do in the face of that? The Weak State / Poor Country cocktail that is so explosive and debilitating to African States is mainly due to this type of relations from a bygone era continuing to persist today. It is clearly having a devastating effect.

LA MUTATION ULTIME DE L'ÉTAT POST-COLONIAL C'EST L'IMPLOSION, CAR TROP D'INTELLIGENCES CRIMINALISÉES, TROP DE MÉDIOCRITÉ AU SERVICE DE L'ARGENT.

54 ÉTATS : Pourquoi avoir choisi de structurer votre livre ainsi ?

A. M. W. : J'ai estimé que beaucoup de choses avaient été dites à propos de la Françafrique devenue Africafrance par la magie de la cuisine politique africaine dont il est question dans mon livre. Par conséquent, les choses pouvaient être racontées autrement. Pour ce faire, il me fallait décomplexifier les dynamiques franco-africaines en matière politique, économique et militaire pour les rendre plus lisibles, plus accessibles et moins alambiquées. On peut en tirer toutes sortes de conclusions.
Le livre commence par les intellectuels, car il s'agit de labourer les consciences citoyennes quelque peu malmenées par la pauvreté pour ensuite asseoir une forme de domination économique, sociale ou autre. Bien évidemment, cela n'aurait jamais pu se faire sans le concours zélé des « élites » africaines très attirées par la politique du ventre.

54 ÉTATS : Vous avez gagné le procès intenté à votre encontre par Cheikh Tidiane Sy, ancien ministre de la Justice et garde des Sceaux sénégalais. Cette affaire-a-t-elle influencé votre travail d'écriture ?

A. M. W. : Ce procès a duré 12 longues années au cours desquelles j'ai eu droit à toutes sortes d'intimidations, de tracasseries policières et de censure de mes livres. J'en profite pour remercier le courage et la pugnacité de mon avocat M[e] Antoine Comte qui a permis cette issue heureuse. Au départ, Abdoulaye Wade (Ndlr : président de la République du Sénégal du 1[er] avril 2000 au 2 avril 2012) souhaitait me poursuivre en justice en France. Cela m'a motivé jusqu'à présent. Je considérais que mon procès était un procès par personne interposée. En réalité, tout l'exécutif sénégalais de l'époque s'était ligué contre moi pour laver l'affront car mon livre évoquait le naufrage du bateau *Le Joola*, l'un des plus graves de l'histoire de la navigation maritime, plus de deux mille morts. Les débats lors du procès ont tourné autour de la Casamance, de la corruption, des problèmes économiques et de l'avenir de l'Afrique. Cela m'a renforcé dans l'idée qu'il fallait user du sang de l'esprit afin de paver les chemins de la gestion rigoureuse concernant les affaires publiques dans mon pays.

J'ai l'habitude de dire que la mutation ultime de l'État postcolonial c'est l'implosion, car trop d'intelligences criminalisées, trop de médiocrité au service de l'argent. Au bout du tunnel, à l'âge de la maturité politique, seul l'affrontement ethnique ou désormais constitutionnel paraît viable, ceci dans une logique d'accaparement et de conservation du pouvoir. Le Sénégal est aujourd'hui confronté à ce problème avec le président Macky Sall qui a décidé à la surprise générale de prolonger son bail au sommet de l'État par un jeu de passe-passe constitutionnel alors qu'il avait promis *urbi et orbi* de réduire son mandat de 7 à 5 ans.

54 ÉTATS: Why did you choose to structure your book in this way?

A. M. W.: I felt that many things had been written about Frenchafrica becoming Africafrance through the magic of some African political alchemy, which I question in my book. I felt things could be recounted differently. To do so, I had to uncomplicate French-African political, economic and military dynamics to make them more visible, more accessible and less convoluted. It lets you draw all sorts of conclusions.

The book starts with intellectuals, as you need to work on the public conscience, somewhat mauled by a poverty that permits a form of economic, social or other domination to be set up. Clearly, that could never have been done without the zealous support of African "elected officials" very attracted to gravy-train politics.

54 ÉTATS: You won the lawsuit filed against you by Sheik Tidiane Sy, Senegal's former Justice Minister. Did this affair influence your writing?

A. M. W.: The case lasted 12 long years, over the course of which I faced all sorts of intimidation, police harassment, and seeing my books censored. By the way, let me take this opportunity to thank my attorney Antoine Comte for his courage and pugnacity which enabled it to end happily. Initially, Abdoulaye Wade [ed: President of the Republic of Senegal from April 1, 2000 to April 2, 2012] wanted to sue me in France. That certainly drove me. I felt that the lawsuit had become personal. Actually, every Senegalese official at the time wanted to sue me for their loss of face, my daring to insult them in my book about the Joola disaster, one of the worst-ever maritime disasters with over 2,000 souls lost. The arguments at the trial revolved around Casamance, corruption, economic problems and the future of Africa. It firmed in my mind the need to really get our brains working for a rigorous discussion of public affairs in my country.

I have often said that the ultimate transformation of the postcolonial State will be implosion, caused by too many criminal minds, too much mediocrity chasing money. At the end of the tunnel, when we reach political maturity, only an ethnic – or now constitutional – confrontation seems viable, for the monopolization and retention of power. Senegal faces this problem today with President Macky Sall who has decided, to everyone's surprise, to extend his stewardship of the State by a constitutional sleight-of-hand despite having promised all and sundry that he would reduce his term of office from 7 years to 5.

© UNMISOM Public Information

54 ÉTATS : Quelle est votre vision de l'Afrique à l'horizon 2020 ?

A. M. W. : Concernant l'avenir de l'Afrique il y aura des délitements, des déflagrations qui prépareront des lendemains meilleurs, car ce continent a ses secrets (nous l'avons vu au Burkina), et nous pourrons enfin décoloniser les âmes…
En somme l'horizon n'est pas si sombre, car malgré toutes les agressions anciennes et contemporaines le continent africain n'est pas en dehors du monde. Il a son rythme donc son calendrier. J'ai personnellement à l'esprit de participer à l'éclosion d'une parole africaine restaurée qui consacrera sans aucun doute une nouvelle façon de faire de la politique. Et nous dirons à ce moment précis non pas l'Afrique aux Africains, mais l'Afrique de ceux qui lui veulent du bien en toute connaissance de cause. Si vous me le permettez j'aimerais conclure notre échange en citant Edgar Morin : ***« La vie a deux pôles : le prosaïque - les choses qui nous emmerdent et que nous sommes contraints de faire pour survivre et le poétique. Or, la vie, c'est la poésie ! C'est de l'effusion, de la communion, de l'amour, de la fraternité. Et c'est précisément cette poésie que les politiques ont perdue de vue. Donnons un sens prophétique au vers d'Hölderlin : "Poétiquement l'homme habite la terre" ! »*** ■

LE COCKTAIL ÉTAT FAIBLE/PAYS PAUVRE EST DÉTONNANT ET L'AFFAIBLISSEMENT DES ÉTATS AFRICAINS EST DÛ NOTAMMENT À L'INSTAURATION DE CE TYPE DE RELATIONS

54 ÉTATS: How do you see Africa in the year 2020?

A. M. W.: As for Africa's future, we will see disintegrations, clashes that will lead to better tomorrows, because this continent has its secrets (as we've seen in Burkina), and we will finally be able to decolonize our souls...

On balance, it's not a dismal horizon, as despite all the old and continuing aggressions, the African continent is part of the rest of the world. But it has its own pace and rhythm, and so its own timeline. Personally, I want to be part of an Africa finding a new, restored voice unmistakeably advocating a new way of doing politics. And it's at that point that we will no longer be talking about Africa for Africans, but about the Africa of those who wish it well in full knowledge of the facts. Allow me to conclude our interview by quoting Edgar Morin: ***"There are two aspects to life – the prosaic, the things that bore and annoy us, that we have to do to survive – and the poetic. But what life really is, is poetry! It's effusion, it's communion, it's love, it's fraternity. And it's precisely this poetry that politicians have lost sight of. Let's make Hölderlin's words truly prophetic: "Man dwells poetically..."***. ■

© mrgarethm

© Al Jazeera

1 CONTINENT
54 ÉTATS

Plus d'1 milliard d'habitants très inégalement répartis
sur 30 415 873 km², soit 20 % des terres émergées ou 55 fois la France.

REPÈRES PAYS PAR PAYS :

POP : **population** (en millions d'habitants, 2012)
IDH : classement des pays en fonction de **l'indice de développement humain** établi par le Programme des Nations unies pour le développement (2013) du **1e au 47e** : très élevé – du **48e au 94e** : élevé – du **95e au 141e** : moyen – du **142e au 187e** : faible
PIB/HAB. : **produit intérieur brut par habitant** en nominal établi par le FMI (en dollars, 2013)
SUP : **superficie**

AFRIQUE AUSTRALE

	AFRIQUE DU SUD	ANGOLA	BOTSWANA	LESOTHO	MALAWI	MOZAMBIQUE	NAMIBIE	SWAZILAND	ZAMBIE	ZIMBABWE
POP :	53,1	20,8	2	2,2	16,8	26,4	2,3	1,2	15	14,5
IDH :	118	149	109	162	174	178	127	148	141	156
PIB/HAB :	6621	5964	7120	1 290	223	593	5636	3473	1845	1007
SUP :	1 221 037	1 246 700	581 730	30 355	118 484	799 380	824 270	17 364	752 612	390 757

AFRIQUE CENTRALE

	BURUNDI	CAMEROUN	CENTRAFRIQUE	CONGO	GABON	GUINÉE ÉQUATORIALE	RDC	RWANDA	SAO-TOMÉ ET-PRINCIPE	TCHAD
POP :	10,4	22	4,7	4,5	1,7	1,1	70	12,1	0,2	13,2
IDH :	180	152	185	140	112	144	186	151	142	184
PIB/HAB :	303	1 331	334	3 223	12 326	20 605	388	704	1625	1218
SUP :	27 834	475 442	623 000	342 000	267 667	28 051	2 345 409	26 338	1 001	1 284 000

AFRIQUE DE L'EST

	DJIBOUTI	ÉRYTHRÉE	ÉTHIOPIE	KENYA	OUGANDA	SOMALIE	SOUDAN	SOUDAN DU SUD	TANZANIE
POP :	0,9	6,5	98	45,5	38,8	10,8	38,7	11,7	50,7
IDH :	170	182	173	147	164	-	166	-	159
PIB/HAB :	1 593	544	518	1 316	623	600	1 941	1 289	719
SUP :	23 200	117 600	1 104 300	580 367	236 860	637 657	1 790 000	644 329	947 300

AFRIQUE DE L'OUEST

	BÉNIN	BURKINA FASO	CAP-VERT	CÔTE D'IVOIRE	GAMBIE	GHANA	GUINÉE BISSAU	GUINÉE	LIBERIA	MALI
POP :	10,3	18	0,5	20,8	1,9	26,4	1,7	12	4,3	15,7
IDH :	165	181	123	171	172	138	177	179	175	176
PIB/HAB :	805	711	3 633	1 332	453	1 871	567	560	479	646
SUP :	112 622	275 500	4 033	322 463	11 295	238 537	36 125	245 857	111 370	1 241 231

	NIGER	NIGERIA	SÉNÉGAL	SIERRA LEONE	TOGO
POP :	16,6	187	14,5	6,3	6,9
IDH :	187	152	163	183	166
PIB/HAB :	447	3 082	1 048	805	637
SUP :	1 264 000	923 773	196 007	71 740	56 785

MAGHREB ET MOYEN-ORIENT

	ALGÉRIE	ÉGYPTE	LIBYE	MAROC	MAURITANIE	TUNISIE
POP :	39	84,2	6,2	33,4	3,9	11,1
IDH :	93	110	55	129	161	90
PIB/HAB :	5 606	3 243	10 702	3 160	1 126	4 317
SUP :	2 381 741	1 002 000	1 759 500	446 550	1 030 700	162 155

OCÉAN INDIEN

	COMORES	ÎLE MAURICE	MADAGASCAR	SEYCHELLES
POP :	0,8	1,3	23,5	0,09
IDH :	159	63	155	71
PIB/HAB :	928	8 120	463	14 918
SUP :	1 862	1 865	592 000	455

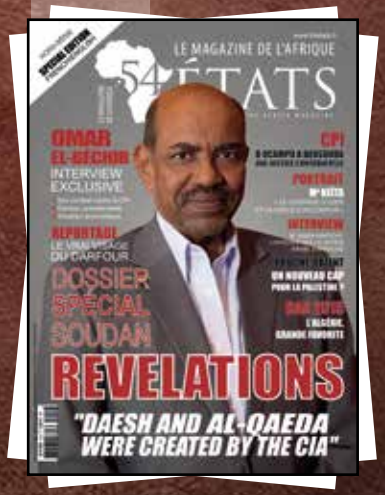
LE MAGAZINE DE L'AFRIQUE

54 ÉTATS

THE AFRICA MAGAZINE

BULLETIN D'ABONNEMENT

OFFRE POUR 6 NUMÉROS 54 ÉTATS, LE MAGAZINE DE L'AFRIQUE



ABONNEMENT HORS-SÉRIE

ABONNEZ VOUS AUSSI À NOS HORS-SÉRIE POUR **20 EUROS** DE PLUS PAR AN, FRAIS POSTAUX OFFERTS LA PREMIÈRE ANNÉE.

Conformément à la loi informatique et libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant.

☐ M^ME ☐ M^LLE ☐ M.

Nom : .....

Prénom : .....

Société : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... **Ville :** .....

Pays : ..... **Tél. :** .....

E-mail : .....

☐ *OUI*

Je m'abonne à 54 ÉTATS pour :

6 numéros

35 € TTC ou 22 958,50 FCFA

☐ *OUI*

Je m'abonne à 54 ÉTATS pour :

6 numéros + Hors-Série

55 € TTC ou 36077,64 FCFA

Règlement par chèque libellé à l'ordre de Wolmer Communication

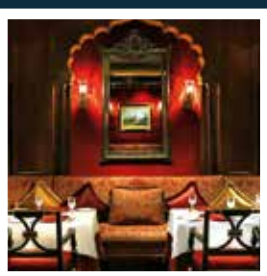
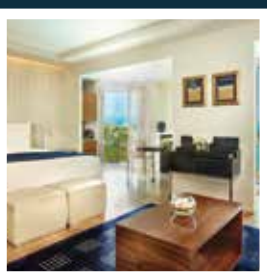
BULLETIN D'ABONNEMENT

À DÉTACHER, COMPLÉTER ET RETOURNER SOUS ENVELOPPE AFFRANCHIE À :

WOLMER COMMUNICATION
5, rue du Capitaine Tarron
75020 PARIS - FRANCE

THE RITZ-CARLTON
BAHRAIN

245 ROOM RESORT · 31 SUITES · 42 CLUB LEVEL
23 BEAUTIFUL SEAFRONT VILLA WITH PRIVATE SWIMMING POOL

Building 112, Road 40, Block 428, King Mohammed VI Avenue – Al Seef District, 428 Manama Bahrain
For booking requests and more information please call the Reservations team
Tel Direct: +973 1758 6868 E-Mail: rc.bahrz.wholesale@ritzcarlton.com reservations.bahrain@ritzcarlton.com

FALCON GOLD. BY GULF AIR.
FLY GULF AIR, EXPERIENCE OUR PREMIUM CABIN.
Experience luxury and comfort with our uniquely tailored flatbed seat.
gulfair.com
طيران الخليج
Gulf Air